

# Étude benchmark

sur la communication des entreprises  
du CAC 40 relative aux achats responsables



Janvier 2010



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **1995** : Accord Cadre International
- **2003** : Adhésion au Global Compact

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- 3,6 milliards d'euros d'achats/an avec les managés et franchisés (hors terrain et gros œuvre) dans 90 pays
- 4 000 fournisseurs dans le monde

### Organisation de la fonction Achats :

- Direction des achats Groupe,
- Directions achats pays,
- Achats locaux
- 200 acheteurs répartis sur 5 continents

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes :**
  - **2000** : Elaboration et diffusion d'un code de conduite en matière d'achat
  - **2002** : Formalisation et mise en œuvre d'un cadre de relation avec les fournisseurs et sous-traitants
  - **2003** : Lancement de la Charte Achats Durables
  - **2005** : Lancement du programme Earth Guest
- Réalisation de projets pilote sur des thématiques ou des filières d'achats prioritaires, dans le respect du programme Earth Guest à mettre en place par les pays selon leurs enjeux locaux : déchets, énergie et eau, développement local, commerce équitable, filière pêche, alimentation bio et équilibrée, produits d'entretien, blanchisserie, linge, bois certifié, produits cosmétiques, prestataires de nettoyage externe, protection de l'enfance et lutte contre le VIH/SIDA.

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Déclaration d'engagement :

- Code de conduite
- Repères du manager
- Charte des Achats Durables : 2003, élaborée comme référentiel de la démarche pour accompagner la relation fournisseurs tout a long du processus de la définition des cahiers des charges, à la sélection des fournisseurs référencés, puis dans le suivi de la performance des fournisseurs.

#### • Référencement :

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- Questionnaire d'autoévaluation : utilisé dans le cadre de la Charte Achats durables.

En France depuis 2003 plus de 500 fournisseurs clé référencés y ont pris part.

- Audits internes menés par les acheteurs : Des audits des prestataires de blanchisserie sont par exemple menés chaque année en France sur les blanchisseries référencées.

En 2009, ces audits ont été étendus sur le Benelux, à l'Italie, la Pologne, le Royaume-Uni et la Chine.

#### • Contractualisation :

- Introduction de clauses DD dans les contrats

#### • Réalisation du contrat :

- Audits : La stratégie est en cours de consolidation pour mieux mesurer la performance des fournisseurs avec le lancement en 2009/2010 selon les niveaux de risques inhérents à leur activité d'audits menés par Accor et/ou avec des cabinets d'audits, pour les fournisseurs les plus à risque, afin de limiter les risques sociaux.

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

- Réalisation d'un guide blanchisserie pour les acheteurs

## ACCOR - Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE                          | Objectifs   | Indicateurs internes   | Résultats / faits marquants 2008  | Engagements 2010  |
|-------------------------------------|---|--|---|---|
|                                     | Prendre en compte les risques sociaux et environnementaux liés aux fournisseurs | % de conformité des fournisseurs référencés à la charte achats durables du groupe selon 3 niveaux en France                          | Poursuite de la diffusion de la Charte lors des appels d'offre  | Déterminer des priorités opérationnelles d'application de la Charte Achats Durables   |
| Soutien fournisseurs locaux         | Soutenir le développement économique et social local                            | Nombre de pays servant des produits issus du commerce équitable dans les hôtels  | 17 pays proposent des produits issus du commerce équitable  | Poursuivre le soutien du commerce équitable dans de nouveaux pays   |
| Autres bonnes pratiques identifiées | Développer l'éco-conception des produits  | Nombre de produits ayant fait l'objet d'une démarche d'éco-conception  | Nouvelles gammes de produits d'accueil éco conçus (Novotel et Ibis)<br><br>Inclusion de critères environnementaux dans la conception de la nouvelle chambre Etap Hotel et dans le choix des couverts et des plats utilisés par CWL à bord des trains en France<br><br>Accor Services Brésil commercialise ses Tickets restaurant sur papier recyclé | Intégrer des exigences environnementales dans les produits des hôtels<br><br>Réaliser un bilan environnemental comparé du ticket papier et de la carte dans les offres Accor Services |
|                                     | Progresser dans les achats verts  | Nombre d'Hôtels proposant des produits issus de l'agriculture biologique<br><br>Nombre d'hôtels proposant des produits écolabellisés | 679 contre 456 en 2006<br><br>Près de 1 500   | Augmenter le nombre d'hôtels proposant des produits issus de l'agriculture biologique<br><br>Conforter le nombre d'hôtels proposant ce type de produits                               |



# AIR FRANCE KLM

## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2001** : Charte Sociale et Éthique du Groupe Air France
- **2003** : Signature du Pacte Mondial des Nations Unies par Air France
- **2008** : Charte Sociale & Éthique du Groupe Air France-KLM signée par le Comité de Groupe Européen et l'ensemble des filiales du Groupe

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- Montant total des achats : 5.7 milliards d'euros périmètre des achats combinés Air France-KLM hors carburant
- Achats concentrés en France et Europe : près de 80% pour Air France
- Segmentation en 10 domaines et 32 familles d'achats
- Plus de 50% des achats hors carburant de Air France sont réalisés en Ile de France auprès de 3 500 fournisseurs (2 milliards d'euros pour 2008)

### Organisation de la fonction Achats :

- **2007** : organisation combinée Air France-KLM
- un seul interlocuteur au sein de l'entreprise pour chaque fournisseur

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes** :
  - Systématisation de l'approche coût complet de possession
  - Rationalisation du panel fournisseurs
  - Ratification par les fournisseurs de la Charte de DD
  - Evaluation RSE

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

- **Fonction Achats** :
  - Code de déontologie Achats signé par l'ensemble des acheteurs
- **Référencement** :
  - Déclaration d'engagement :
    - Déclaration de responsabilité sociale du Groupe
    - Charte de Développement Durable pour les fournisseurs
  - Diagnostic d'évaluation des fournisseurs :
    - Questionnaire RSE
- **Contractualisation** :
  - Signature de la charte de DD
    - Un questionnaire spécifique permet d'identifier les raisons de refus de signature
  - Intégration dans les contrats de clauses spécifiques : clause contractuelle "Protection de la main d'œuvre, conditions de travail et éthique" depuis 2001 et clause contractuelle "respect de l'environnement" depuis 2004, si justifié
  - Critères environnementaux exigeants dans les contrats d'achats de nouveaux avions notamment.
- **Réalisation du contrat** :
  - Depuis 2006, introduction de critères DD dans certains audits qualité

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

- Création d'un site dédié fournisseurs traitant des sujets DD
- Formation : stage d'éco-conception par la direction DD et formation en lien avec la certification ISO 14001.

## AIR FRANCE KLM - Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés                              |   | Objectifs  | Indicateurs   | Réalisations  | Engagements  |
|--|---|--|---|---|--|
|  | - REACH<br><br>Engager les fournisseurs pour une "chaîne d'approvisionnement responsable" | - Vérifier le pré-enregistrement de tous les produits chimiques utilisés<br><br>- Introduction de critères DD et de la Charte DD dans le processus achats<br>- Intégration de critères DD dans certains audits qualité | - % de fournisseurs sensibilisés<br><br>- sélection sur des critères RSE<br><br>- identification des fournisseurs à risques | En cours<br><br>70% des fournisseurs européens majeurs d'AF-KLM ont ratifié la charte<br><br>clauses RSE dans les contrats<br><br>introduction de critères RSE dans les audits qualité  | Réalisation d'une cartographie des risques par segment d'achats et zone géographique<br>→ établissement de plans d'action adaptés d'accompagnement |
| Soutien fournisseurs locaux - PME - secteur adapté | - contribuer au développement local<br><br>- travailler avec le secteur adapté            | Air France fait de la sous-traitance avec le secteur protégé une priorité  | Chiffre d'affaires réalisé en IDF   | Intégration de la proximité du site d'exploitation dans les critères de sélection de certains fournisseurs<br><br>Plus de 50% des achats Air France réalisés en Ile de France<br><br>Mise en place de segments dédiés vers le secteur protégé et adapté.<br><br>Création d'une unité de production près de Roissy avec une entreprise adaptée | Systematisation du recours au secteur protégé/adapté   |
| Autres bonnes pratiques identifiées                | - réduire des impacts environnementaux  | Inspirer des pratiques responsables chez les fournisseurs  | Achats de produits et services DD   | Uniformes personnels<br>Plateaux repas<br>Sélection de produits décapages verts<br>Engins piste et véhicules "AirPod"<br>Participation à l'appel d'offre véhicules électriques  |  |

Sources : Rapport annuel 2008-09 - Rapport DD 2008-09 - Doc de Référence 2008-09 - Sites Air France et Air France KLM : [www.airfrance.com](http://www.airfrance.com) - <http://developpement-durable.airfrance.com> - [www.fournisseurs.airfrance.com](http://www.fournisseurs.airfrance.com)

Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site : Déclaration de Responsabilité Sociale - Charte du Développement Durable pour les fournisseurs - Code de Déontologie Achats - Charte Sociale & Éthique



# AIR LIQUIDE

## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2003** : Création d'une direction DD
- **2004** : Validation du programme DD par les CAC
- **2007** : Mission d'audit sur la démarche et lancement d'un nouveau plan d'action
- Détermination de 160 indicateurs DD et de 8 objectifs pour les indicateurs majeurs

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- 5 600 millions d'euros pour un CA de 13 100 millions d'euros
- 1 368 millions d'euros de sous-traitance

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

- Adoption d'un code de conduite spécifique détaillant les principes de fonctionnement de la fonction achats :
  - Il stipule que les fournisseurs doivent être évalués de manière ouverte et équitable et qu'ils sont tenus de respecter les engagements DD du Groupe.

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

- Déclaration d'engagement :
  - Code de conduite des acheteurs traduit en 13 langues

#### • Contractualisation :

- Une clause d'achat responsable et des éléments de reporting environnementaux sont progressivement introduits dans certains contrats cadres

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

- Mise en place dans le cadre du système de gestion industrielle de 37 standards et de 12 modules de formation sur les aspects sécurité

## AIR LIQUIDE - Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés  | Indicateurs  | Réalisations   | Engagement                            |
|--|--|--|---------------------------------------|
| Préservation de l'environnement, sécurité, conditions de travail, respect de la personne et rejet de toute forme de discrimination | Nombre d'accidents chez les sous-traitants et intérimaires | <p>Diffusion d'un code de conduite Achats</p> <p>Introduction progressive d'une clause RSE dans certains contrats cadre</p> <p>Introduction systématique pour tout nouveau contrat</p> <p>Encouragement des sous-traitants à partager les bonnes pratiques et les bons réflexes en matière de sécurité</p> | Evaluation équitable des fournisseurs |



# ALCATEL - LUCENT

## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2006** : Adhésion au Global Compact
- **2007** : Publication du premier rapport développement durable Alcatel-Lucent
- **2007** : Adhésion à l'initiative "Protection du climat" du Pacte Mondial des Nations Unies
- **2008** : Publication de la directive Alcatel-Lucent relative aux droits de l'homme et du Code de Bonne Conduite
- **2009** : Adhésion à l'initiative pour un Partenariat contre la corruption (PACI) du Forum Economique Mondial
- **2009** : Création d'un Comité Stratégique du DD

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- 66% du volume des achats proviennent de fournisseurs évalués sur leurs performances RSE à fin 2008

### Organisation de la fonction Achats :

- La Direction des achats implique les fournisseurs dans la mise en place d'une stratégie DD et dans l'édification de processus servant à assurer qu'ils se conforment aux exigences éthiques, sociales, environnementales, santé & sécurité d'Alcatel-Lucent.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- Prise en compte de la RSE dans la chaîne d'approvisionnement :
- Evaluation et amélioration des pratiques RSE des fournisseurs
  - Signature en 2008 d'un partenariat avec EcoVadis, pour une évaluation RSE des fournisseurs selon 13 critères
  - Pilotage des évaluations DD sur site par le département audit d'Alcatel Lucent (base SA 8000). Les rapports d'audits sont transmis au Top management
  - Suivi post audit systématique par les équipes achats et détermination des plans de progrès.
- Intégration des critères DD dans les produits et services achetés
  - Réalisation de projets pilote par famille d'achats

- Participation aux travaux du GESI

*2007 et 2008 : Prix "champions du DD" décerné aux équipes des achats durant deux années consécutives pour leurs réalisations dans le domaine.*

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • **Référencement :**

→ Déclaration d'engagement :

- Principes d'éthique
- Code de conduite

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- 3 outils complémentaires :
  - questionnaires d'auto-évaluation
  - évaluations sur site : intégration d'éléments DD dans la grille de notation des audits qualité
  - audits dédiés RSE

#### • **Contractualisation :**

- Engagement du fournisseur à respecter les principes éthiques d'Alcatel-Lucent en signant le formulaire Business Principles & EHS (formulaire relatif aux principes éthiques et à la directive relative à l'environnement, à la santé et à la sécurité),
- Clauses obligatoires dans tous les contrats
- Exigences EHS (Environment Health and Safety)
- Demande d'éco-déclarations ou d'un document similaire précisant les caractéristiques environnementales de tout produit/composant.

#### • **Réalisation du contrat :**

- Audits de conformité et plans de progrès

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

#### • Sensibilisation /formation

- Sessions de formations internes sur le programme achats responsables
- Réalisation d'un DVD sur l'éthique et la lutte contre la corruption
- Cours d'E Learning DD disponible sur l'intranet

#### • Outils de partage de l'information

- Accès pour les acheteurs et négociateurs aux résultats des évaluations
- Création d'une rubrique achats responsables sur les sites internet et intranet.

## ALCATEL - LUCENT - Pilotage de la démarche :

| Enjeux identifiés                                   | Indicateurs  | Réalizations  | Nouveaux objectifs  |
|---|--|---|---|
| Renforcer la RSE dans la chaîne d'approvisionnement | <p>% de fournisseurs sensibilisés</p> <p>% d'achats évalués DD</p> <p>Suivi des performances RSE et des plans d'amélioration</p> <p>Nombre de personnes formées/ sensibilisées</p> | <p>- 600 évaluations à fin 2008, représentant plus de 550 fournisseurs évalués ou en cours d'évaluation</p> <p>- 70 évaluations sur site à fin 2008</p> <p>- 2008 : plus de 66 % du volume total d'achats du Groupe (y compris les achats de production, de services, de sous-traitance et les achats généraux) provenant de fournisseurs évalués sur leurs pratiques RSE.</p> <p>Toutes les démarches de progrès mises en place depuis 2005 ont été suivies avec les fournisseurs concernés.</p> <p>À fin 2008 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 34 personnes formées à l'évaluation des pratiques RSE sur site,</li> <li>- plus de 500 collaborateurs sensibilisés au programme achats durables.</li> </ul> <p>Les équipes achats en lien avec les fournisseurs s'approprient les critères de RSE et sont en mesure de vérifier les pratiques des fournisseurs sur le terrain.</p> | <p>2010 : Evaluer les pratiques RSE de tous les fournisseurs "key"* et "preferred"**</p> <p>* les fournisseurs qualifiés de "key"[clés] sont les fournisseurs principaux et stratégiques pour Alcatel-Lucent.</p> <p>** les fournisseurs qualifiés de "preferred" [préférentiels] correspondent aux fournisseurs à utiliser en priorité pour une famille d'achat donnée lors de tout nouveau développement produit.</p> <p>2009 : Lancer un projet pilote d'évaluation systématique de la performance environnementale des produits et services achetés dans le cadre des achats généraux</p> <p>2012 : mise en place de plans d'amélioration systématiques pour s'assurer que 80% des fournisseurs actifs évalués non satisfaisants en matière RSE passent à minima satisfaisants et que des plans d'action soient mis en place pour les 20% restants.</p> |
| Soutien fournisseurs locaux et PME                  | Partenariat avec les PME   | <p>Le programme "diversité fournisseurs" vise à accroître la diversité fournisseurs au sein des Achats ; il répond aux attentes clients et est conforme à la législation américaine ("Small Business Act").</p> <p>Aux Etats-Unis, les principaux appels d'offres du Groupe sont ouverts aux PME ainsi qu'aux entreprises appartenant à des minorités, des femmes, des vétérans, des personnes handicapées, etc.</p> <p>En 2008, Alcatel-Lucent s'est vu attribuer plusieurs prix américains récompensant ses actions en faveur de la diversité fournisseurs : "Best Corporation Award" (par la National Veteran-Owned Business Association), "Top Corporation" (par le Women's Business Enterprise National Council) et "Corporation of the year" (Women's Business Council Southwest).</p> <p>En France : adhésion au Pacte PME.</p>  |   |



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2008** : Signature du Global Compact
- **2009** : Rejoint le WBCSD
- Alstom Transport signataire de la charte DD de l'UITP (International Association of Public Transport)

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- Plus de 30 000 fournisseurs et sous-traitants dans le monde
- Montant global des achats : 60% du CA total

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

- Mise en œuvre d'une politique globale d'achats responsables :
  - Charte DD entre Alstom et ses fournisseurs et sous-traitants
  - Elaboration d'un pack de communication vis à vis des fournisseurs
  - Evaluation DD des fournisseurs
  - Audits et plans d'amélioration DD des fournisseurs
  - Formation des acheteurs
  - Chantiers pilote pour l'implémentation

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

- Déclaration d'engagement :
  - Charte des achats responsables  
Exige le respect des principes de la Déclaration des droits de l'homme, notamment ceux portant sur le travail des enfants, les conditions d'hygiène et de sécurité ainsi que sur l'environnement et l'ensemble des valeurs énoncées dans le Code d'Éthique d'Alstom.
  - Code Éthique  
Destiné aux employés du groupe, il fournit un cadre de référence pour la bonne conduite des activités quotidiennes et à pour objectif de promouvoir un comportement équitable et honnête dans la conduite des affaires et envers toutes les parties prenantes : les clients, les fournisseurs, les concurrents.

#### → Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- Système d'évaluation (via la plateforme EcoVadis)
- Audits  
Suite aux évaluations et audits les acheteurs établissent un niveau de conformité ou de criticité DD des fournisseurs et des plans d'amélioration sont demandés le cas échéant.
- La restitution des évaluations fait l'objet de rencontres individuelles

#### • Contractualisation :

- Signature de la Charte contractuelle

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

- Sensibilisation : Création d'une rubrique achats responsables sur le site internet groupe
- Formation : Modules de formation à distance sur le DD et les achats responsables (7 langues)
- Partage des données :
  - les fournisseurs ont accès à leur résultat via la plateforme EcoVadis
  - Présentation de la politique achats responsables (en cours)
  - Partage des données entre acheteurs, intranet

## ALSTOM - Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE                                 | Indicateurs   | Réalisations  | Engagement   |
|--|---|---|--|
|  | <p>% de fournisseurs sensibilisés</p> <p>% de fournisseurs évalués</p> <p>Nombre de collaborateurs formés</p> | <p>- 500 partenaires majeurs ont signé la Charte des achats responsables</p> <p>2008 : 1<sup>er</sup> pilote d'évaluation<br/>100 fournisseurs représentant 5% du volume d'achats</p> <p>mars 2009 : audits approfondis menés par les équipes Alstom sur 105 fournisseurs clés</p> <p>Entre octobre et décembre 2008,<br/>1 400 collaborateurs formés</p>   | <p>Généralisation de la démarche : Intégration progressive de la Charte dans les conditions générales d'achat</p> <p>400 évaluations programmées (20% du volume achats)<br/>intégration des évaluations dans les procédures de sélection.<br/>Objectif : ne plus avoir de fournisseurs critiques évalués : amélioration ou substitution</p> <p>Présentation de la politique achats responsables aux fournisseurs</p> |
| <p>Soutien secteur adapté</p> <p>PME</p>   | <p>Développement des partenariats avec le secteur adapté</p> <p>PME</p>                                       | <p>La sous-traitance et l'achat de matériels et de services au secteur adapté se développent dans les sites d'Alstom Transport France, notamment par le référencement d'entreprises adaptées (anciennement Ateliers Protégés) sur les listes de fournisseurs agréés.<br/>En 2006, ALSTOM Transport France a ainsi confié de nombreuses prestations au secteur protégé.</p> <p>Signature du Pacte PME et PME international</p> |  |
| <p>Autres bonnes pratiques identifiées</p> | <p>Eco-conception</p>   |   |  |



# ARCELOR MITTAL

## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- Membre du World Steel Association, WBCSD, United Nations Caring for Climate, Sustainable Energy in Buildings, Extractive Industries Transparency Initiative
- Adhésion au Global Compact
- **2005** : signature d'un Accord Cadre International

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- Arcelor opère dans 60 pays et est implanté dans 28 pays
- Achat de millions de dollars de produits et services auprès de fournisseurs locaux
- 60 000 fournisseurs dans le monde

### Organisation de la fonction Achats :

- Purchasing département : plus de 250 personnes à travers le monde

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes :**
  - Elaboration d'un plan achats responsables conduit par la fonction achats
  - Mise en place d'un portail fournisseurs

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

- Déclaration d'engagement :
  - Norme de dialogue avec les parties prenantes (accompagnée d'un manuel pratique)
  - Code of Business Conduct
  - Politique environnementale

#### • Contractualisation :

- Conditions générales d'achats
  - Clauses sécurité, propriété intellectuelle, fraude, corruption, DD : sécurité, environnement, droit du travail...
- Clauses spécifiques dans les domaines de la santé, sécurité, dialogue social et environnement

#### • Réalisation du contrat :

- Gestion au travers du management local

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

- Portail fournisseurs : en cours de déploiement à l'ensemble des fournisseurs référencés.

## ARCELOR MITTAL - Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés  | Objectifs   | Réalisations                             |
|--|---|--|
| REACH<br><br>Relation fournisseurs responsables :<br>- Protection de l'environnement et promotion des meilleurs standards de droits du travail | Sécuriser la chaîne d'approvisionnement<br><br>Garantir la qualité des services et produits | Encouragement à signer le Global Compact |



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **1989** : Création d'AXA Atout cœur
- **2001** : Création du département DD Groupe
- **2003** : Adhésion au Global Compact
- **2004** : Engagements groupe vis-à-vis des parties prenantes
- **2005** : Définition de la stratégie DD Groupe (lancement de la politique d'achats responsables)
- **2006** : Présidence du Groupe de travail assurance de l'UNEP-FI
- **2007** : Lancement du 1<sup>er</sup> plan d'actionnariat salarié universel (AXA Miles)
- **2008** : Signature du "Caring for climate"
- **2009** : Changement de nom du Département : Direction de la Responsabilité d'Entreprise, nouvelle étape d'intégration dans la stratégie d'AXA

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- 7,44 milliards d'euros d'achats négociables

### Organisation de la fonction Achats :

- Direction Achats Groupe
  - Couverture de 76% des dépenses courantes du Groupe
  - Plus de 20% des dépenses gérées sous forme de contrats cadres applicables à l'échelle du Groupe
- Communauté Achats : 360 personnes, dont près de 240 acheteurs dans le monde à travers 17 principales entités Achats.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

- 2005 : formalisation et mise en place de la politique DD Achats
  - Stratégie DD incluse dans les standards Achats
  - Développement d'outils élaborés en collaboration avec la direction DD Groupe et testés auprès de fournisseurs pilotes
  - Déploiement de ces outils à la communauté achats depuis mai 2006
  - Mise en place d'un processus spécifique pour les fournisseurs clés
- 2008 : développement de la politique Achats Responsables
  - Identification de correspondants Achats DD locaux
  - Projet pilote d'évaluation approfondie de la performance DD
  - Développement d'une cartographie des enjeux (réalisation d'une matrice par catégories d'achats)
  - Développement d'un outil aidant les acheteurs à prioriser les plans d'actions avec les fournisseurs

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

- Déclaration d'engagement :
  - Code de Déontologie professionnelle Achats : doit être signé par tous les collaborateurs impliqués dans un processus Achats
  - Politique Achats responsables
- Diagnostic et évaluation des fournisseurs :
  - Questionnaire (décliné en 2 versions : une pour les biens matériels et une autre pour les services) adressé à chaque fournisseur consulté lors d'un appel d'offres.  
Les résultats du questionnaire n'ont pas pour but d'éliminer des fournisseurs potentiels mais d'évaluer leur maturité et d'identifier des risques potentiels.
  - Ce questionnaire est accompagné d'un référentiel pour aider le fournisseur à répondre.

• **Contractualisation :**

- Clause DD formalisant les engagements éthiques et sociaux du fournisseur et définissant le partenariat, notamment l'accompagnement dans la mise en place d'un éventuel plan de progrès.

• **Suivi du contrat :**

- Evaluation et suivi de la performance DD des fournisseurs

**Dispositif d'information et de formation DD/RSE**

• Equipe support dédiée aux Achats Responsables

• Partage de l'information

2007 : Espace de travail partagé dédié au DD dans les achats :

Accessible à l'ensemble de la communauté Achats et au réseau de correspondants DD

• Outil pédagogique d'aide à la décision : Toolbox Achat

Elle comprend la clause contractuelle, le questionnaire, le code de déontologie achats et permet de guider l'acheteur dans la mise en place de la stratégie Achats responsables.

• Communication à destination des fournisseurs : supplier leaflets en 2007

• Formation – sensibilisation :

Sessions régulières de formation aux principaux outils de DD

Développement d'une section DD dans les modules de formation Achats

**AXA - Pilotage de la démarche :**

| Enjeux RSE identifiés                   | Indicateurs   | Réalisations   |
|---|---|--|
| Effet de levier en faveur du DD         | % d'acteurs impliqués dans le processus d'achats responsables   | Signature du code de déontologie professionnelle par 100% des acteurs impliqués dans le processus de sélection fournisseur |
| Amélioration de la qualité de service   |   |  |
| Gestion des risques                     | % d'acheteurs déclarant envoyer systématiquement le questionnaire et le référentiel lors d'un appel d'offre | Evaluation interne trimestrielle sur les 17 entités : 80% en 2008  |
| Amélioration de la relation fournisseur | % d'acheteurs prenant en compte la notation Développement Durable dans la sélection du fournisseur          | 80% en 2008  |
|   | % des catégories d'Achats présentant des médium/forts enjeux DD   | 60% des catégories d'Achats  |
|   | % d'évaluation DD des fournisseurs  | Depuis 2008, 120 fournisseurs ont été évalué par un prestataire externe dont 87% des fournisseurs clés                     |
|   | % de contrats comportant une clause contractuelle DD  | Incluse dans 81% des contrats groupe en 2008   |
|   | Nombre de collaborateurs formés   | Formations organisées pour l'ensemble des collaborateurs de la fonction Achats   |

Sources : Doc de Référence (Rapport Annuel) 2008 - Rapport d'activité et de développement durable 2008 - Site AXA : [www.axa.com](http://www.axa.com) - portail fournisseurs

Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site : Code de Déontologie Professionnelle - Règles Déontologiques en matière d'achats - La politique DD Achats - Stratégie Achats Développement Durable - Toolbox Achats Responsables



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2003** : Adhésion au Global Compact
- **2006** : Lancement du projet handicap
- **2008** : Signature des principes d'Equateur  
Présidence du club développement durable de l'ANVIE.  
Signature d'un accord d'entreprise en faveur de l'emploi des personnes handicapées.  
Membre de l'UNEP FI.

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- 9 milliards d'euros de dépenses externes en 2008.
- Plus de 500 fournisseurs référencés de plus de 1 million d'euros

### Organisation de la fonction Achats :

- Un pilotage mondial : le Comex Achats Groupe
- Une fonction mondiale qui :
  - Intervient au-delà d'un seuil de 200K euros
  - Accompagne les pôles et métiers dans la sélection des fournisseurs
  - Assure le suivi de la relation fournisseurs
- Segmentation des dépenses en 9 familles et une soixantaine de catégories de dépenses gérées au niveau global ou local.
- Une équipe Achats centrale (ARF)
- Des équipes achats locales, au plus proche des besoins spécifiques aux pôles et métiers
- Un effectif achats hors fonction centrale estimé à 100 collaborateurs dans le Groupe (octobre 2009, pour les collaborateurs consacrant plus de 50% du temps aux achats)

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes** :
  - 2006 : Actions pilote dans les filiales
  - 2009 : Création d'une cellule Achats responsables au sein de l'équipe centrale ARF

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

- **Processus de sélection des fournisseurs**
  - Déclaration d'engagement :
    - Règles d'éthique
    - Règles de Déontologie dans la relation fournisseurs
  - Diagnostic et évaluation des fournisseurs :
    - Notation des aspects sociaux et sociétaux (ARVAL)
    - Demande de reporting RSE (si pertinent)  
Indicateurs collectés consolidés dans le système de reporting mondial de la fonction DD
    - Demande des notes extra financières (BNP Paribas)
- **Contractualisation** :
  - Clauses sociétales et environnementales (BNP Paribas)
  - Charte d'engagement DD (ARVAL) : comprend des standards minimaux des principes à respecter pour tenir compte de la capacité effective des fournisseurs

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

- Partage de l'information,
  - Espace Fournisseurs sur le site internet Groupe
- Sensibilisation /Formation
  - Formation conjointe acheteurs/fournisseurs sur les aspects environnementaux (Klepierre)
- Dialogue :
  - Réalisation d'une enquête qualité annuelle auprès d'un échantillon de fournisseurs pour leur demander leur opinion sur la Relation avec la fonction Achat ITP – ARF ; la connaissance du Groupe et de ses principes Achats ; la clarté des appels d'offres, la transparence et l'équité du processus de sélection des fournisseurs, etc.

## BNP PARIBAS – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés   | Objectifs  | Indicateurs   | Réalizations   |
|---|--|---|--|
| <p>Les Achats : une fonction sensible en matière de déontologie</p> <p>Surveillance accrue des fournisseurs (cf. Bâle 2)</p> <p>Le respect des principes DD chez les fournisseurs est un des piliers de la politique RSE du groupe</p> <p>Une exigence indispensable pour être agréé par les fonds éthiques</p> | <p>Maitrise des risques</p>                            | <p>Règles déontologiques</p><br><p>Suivi du risque fournisseurs</p><br><p>Nombre de contrats comportant des clauses sociétales et environnementales</p> | <p>Arval : notation RSE des fournisseurs et introduction systématique d'une Charte d'engagement DD fournisseurs dans la majorité des pays en 2008</p><br><p>BNP Paribas / ARF : suivi du risque éthique. Intégration progressive de l'évaluation des performances RSE des fournisseurs.</p><br><p>Présentes dans tous les contrats à la signature de BNP Paribas depuis 2002</p>   |
| <p>Soutien PME – secteur adapté</p>   | <p>Développer les relations commerciales</p>           |   | <p>Membre du Club Gesat<br/>Signataire du pacte PME International</p>  |
| <p>Autres bonnes pratiques identifiées</p>  | <p>Amélioration de la performance environnementale</p> | <p>Critères DD dans la sélection des imprimeurs et l'achat du papier</p><br><p>% produits verts</p><br><p>Réduction des émissions de CO2</p>            | <p>Méthodologie de sélection DD des imprimeurs (gestion responsable du patrimoine forestier) et achat papier</p><br><p>20% des achats de fournitures de bureau en produits étiquetés comme respectueux de l'environnement</p><br><p>Arval : politique achats de véhicule intégrant des critères d'émission de CO2/km</p><br><p>Prise en compte de la proximité des transports en commun lors de l'achat ou la location d'immeubles</p> |



# GROUPE BOUYGUES

Maison Mère, Bouygues Construction, Bouygues Immobilier, Colas, TF1, Bouygues Télécom

## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2003** : Adhésion progressive des 5 métiers du Groupe, ainsi que de la maison mère au Global Compact et lancement des politiques DD dans chacun des Métiers (politique et "feuilles de route" annuelles par métier assorties d'objectifs mesurables).
  - Exemple Bouygues Construction : programme Actitudes
- **2006** : Création d'une Direction Développement Durable au sein de la société mère du groupe Bouygues pour piloter des projets transversaux et entretenir une dynamique de progrès dans le Groupe fondée sur le partage des meilleures pratiques .
  - Création de différents groupes de travail : Développement Durable, Qualité Sécurité Environnement, reporting extra financier, stratégie carbone, éco-conception des bâtiments...
- **2007** : Création d'un comité transverse Groupe "Responsible Supply Chain" pour faciliter la mise en œuvre des stratégies d'achats responsables au sein des métiers du Groupe, échanger sur les bonnes pratiques et retours d'expérience, mener des actions transverses et faire des achats responsables une démarche d'amélioration continue et de création de valeur.

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- Les achats représentent de 50 à 70% du CA en fonction des métiers (CA Groupe 2008 de 32.7 Milliards d'Euros)

### Organisation de la fonction Achats :

- Des Directions Achats par métier.
- Une fonction de coordination de la politique d'achats responsables au sein de chaque direction achats et pour certains métier un "comité achats responsables" pour coordonner les actions au sein du métier.
- Un comité transverse Groupe Bouygues "Responsible Supply Chain" réunissant les directeurs achats de chaque Métier (cf. ci-dessus).

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

- Cartographie des risques/opportunités par famille ou achat dans les différents métiers
    - Bouygues Immobilier : classification environnementale des produits achetés.
    - Colas : établissement d'une typologie des fournisseurs et sous traitants (sous traitants de proximité, fournisseurs locaux de matériaux ; matières premières mondialisées ; fournisseurs nationaux et internationaux de matériels industriels ou de travaux ; prestataires de services nationaux et internationaux ; fournisseurs divers) et identification du degré de liberté disponible et des axes prioritaires d'action en faveur du DD.
    - Bouygues Construction : comité de veille technologique et démarche expérimentale (test, référencement et déploiement de produits sociaux ou environnementaux)
      - Cartographie de la performance RSE des 100 plus importants fournisseurs dès 2007
    - Bouygues Telecom : cartographie risques/opportunités DD de toutes les familles achats et priorisation des actions
  - Elaboration d'une Charte RSE Groupe à l'attention des fournisseurs
  - Etablissement de clauses spécifiques jointes aux contrats et appels d'offres
  - Evaluation des performances RSE des fournisseurs avec un outil externe (phase pilote en 2008 et généralisé à tous les métiers du groupe en 2009).
    - Cette évaluation peut être utilisée dans une démarche de réduction des risques ou de recherche d'opportunités.
  - Mise en place conjointe d'actions de formation, sensibilisation pour les collaborateurs et fournisseurs.
  - Démarrage de plans d'accompagnement fournisseurs et audits sociaux et environnementaux de certains fournisseurs.
- ### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats
- **Référencement :**
    - Déclaration d'engagement :
      - Code d'Éthique
      - Charte RSE fournisseurs

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- Evaluation RSE des fournisseurs (plateforme EcoVadis)  
Phase pilote dans les filiales en 2008  
Généralisation active en 2009

• **Contractualisation :**

- Intégration d'exigences sociales et environnementales dans les contrats (en fonction des enjeux des 5 métiers du groupe)
- Demande de signature de la Charte RSE Fournisseurs

• **Réalisation du contrat :**

- Développement par la plupart des filiales de partenariats avec leurs fournisseurs et sous-traitants pour les mobiliser sur les démarches QSE : formations, rencontres, groupes de travail, enquêtes de satisfaction.

• Organisation de rencontres et groupes de travail entre acheteurs et fournisseurs.

• Elaboration d'outils d'aide à la décision

• Actions de sensibilisation – formation :

- Organisation d'ateliers associant les fournisseurs
- Formation des collaborateurs

- Utilisation de la plateforme EcoVadis pour diffuser les bonnes pratiques aux acheteurs :

Accès à des fiches par famille achat résumant les critères RSE pertinents, les principales réglementations RSE applicables, les initiatives sectorielles, écolabels et meilleures pratiques d'achats responsables en fonction de la catégorie

Accès à des fiches sur 120 pays comprenant des indicateurs d'organisations de référence (Banque Mondiale, Nations Unies, le SIRI, Yale University, Transparency International), les problématiques spécifiques, les réglementations locales et les politiques publiques.

- Utilisation des analyses RSE comme outil de dialogue avec les fournisseurs (présentation des points forts, points faibles et axes d'amélioration)

• Evaluation

- Questionnaire (via EcoVadis) : analyses fournisseurs mutualisées pour tous les métiers du groupe.

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

• Outils de partage de l'information

2008 : développement de Bypedia : un site collaboratif Web 2.0 consacré à la construction durable (dont l'aspect Achat Durable) accessible à tous les acheteurs

- Partage & Mutualisation des bonnes pratiques
- Groupe de travail en ligne
- Possibilité d'échanges avec les fournisseurs

## GRUPE BOUYGUES – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés   | Indicateurs  | Actions 2008   | Objectifs 2009  |
|---|--|--|---|
| Développer des relations équilibrées avec les fournisseurs et sous traitants, les impliquer dans la démarche DD : | - soit communs<br>- soit propres aux métiers :<br><br><b>Référencement de produits intégrant des critères sociaux &amp; environnementaux :</b><br><br>Ex : nombre de produits verts référencés avec analyse environnementale (ex chez BY Immobilier) | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sourcing de produits intégrant des critères sociaux et/ou environnementaux :</li> <li><b>Ex chez Bouygues Immobilier :</b></li> <li>- Editions de catalogues d'éco-produits et d'éco-matériau (ex : 1000 produits référencés avec analyse ACV)</li> <li><b>Ex chez Bouygues Construction :</b></li> <li>- Guide de choix des matériaux sur critère CO2 et coût global</li> <li>- Comité de veille technologique pour sourcer des produits intégrant des critères sociaux et/ou environnementaux (test, référencement et déploiement de produits)</li> <li>- Elaboration d'un outil d'aide à la conception durable des bâtiments (logiciel PROJECTION)</li> <li><b>Ex Colas :</b></li> <li>- Promotion des asphaltes et enrobés "tièdes" pour économiser l'énergie et réduire les émissions de GES</li> <li>- Recyclage d'un maximum d'enrobés bitumeux (modification des postes d'enrobages qui le nécessitent)</li> <li><b>Ex Bytel :</b></li> <li>- Lancement du 1er mobile éco responsable de Nokia</li> <li><b>Autres exemples :</b></li> <li>Référencement de carburant, véhicules, pneumatiques, à moindre impact environnemental pour le Groupe</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite des sourcing et enrichissement des différents catalogues et fiches d'éco produits</li> <li>• Mise en place d'un Guide d'Eco-solutions (suite de PROJECTION)</li> </ul> |

## GRUPE BOUYGUES – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés                                     | Indicateurs  | Actions 2008   | Objectifs 2009   |
|---|--|--|--|
|   | <p><b>Former les acheteurs et sensibiliser les fournisseurs à la démarche :</b></p> <p>Ex : % de personnes formées / sensibilisées</p>   | <p><b>Ex BYCN :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Edition du Guide de l'acheteur responsable,</li> <li>- 34 écomails d'information mensuel sur les contrats, produits référencés et bonnes pratiques d'achats responsables</li> <li>- 13 sessions de sensibilisation aux acheteurs (50%)</li> <li>- Association des sous traitants à la démarche (formation, groupe de travail, conventions)</li> <li>- Sensibilisation des collaborateurs et sous-traitants aux écogestes (Bouygues construction)</li> </ul> <p><b>Ex Bouygues Immobilier :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 270 fournisseurs sensibilisés à la politique RSE</li> </ul> <p><b>Ex Bouygues Télécom :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Atelier avec les fournisseurs dans le cadre du plan Carbone</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite des actions de formation</li> <li>• Accès de tous les acheteurs à un site collaboratif web 2.0 pour partage des bonnes pratiques et accès à une plateforme d'information sur les risques / opportunités RSE par pays et catégories d'achats (EcoVadis)</li> </ul>   |
|   | <p><b>Evaluer les performances RSE des fournisseurs et les accompagner dans la démarche :</b></p> <p>Ex : % de CA réalisé avec des fournisseurs ayant intégré la charte RSE (ex : By construction)</p> <p>Ex : Nbre de fournisseurs évalués sur leurs performances RSE</p> <p>Ex : Nbre d'audits RSE réalisés (ex : Bytel)</p> | <p><b>Ex BYCN :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Audits sociaux auprès des fournisseurs des pays émergents (7 externalisés et 163 réalisés par les équipes d'audits internes)</li> <li>- 2 conventions fournisseurs (GTB et LOSINGER)</li> <li>- Poursuite du déploiement de la Charte DD (4 langues) annexée aux contrats</li> </ul> <p><b>Ex Bouygues Telecom :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 fournisseurs majeurs évalués RSE, 11 audits sociaux réalisés</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Généralisation des démarches d'évaluation des performances RSE Fournisseurs dans tous les métiers et mutualisation (plateforme EcoVadis : analyse sur 21 critères sociaux et environnementaux)</li> <li>• By construction : sélection de fournisseurs pour engager des dynamiques d'amélioration continue des performances RSE</li> </ul>   |
|   | <p><b>Rechercher les réductions des déchets à la source et favoriser le recyclage</b></p>  | <p><b>Ex BYCN :</b></p> <p>Mise en place de contrats cadre national de collecte déchets (ex : lampes, tubes...) et programmes de réduction des déchets avec certains fournisseurs (études sur la pertinence de faire récupérer certains déchets).</p> <p><b>Ex Bouygues Telecom :</b></p> <p>Mise en place de contrats cadre de collecte, revente et recyclage des équipements bureautiques et informatiques</p>   | <p>Signature d'un contrat Groupe avec un atelier protégé pour la collecte, revente et recyclage des équipements bureautiques et informatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite des partenariats (ex : avec Millet pour le recyclage des emballages de menuiserie)</li> <li>• BYCN : Réduction des déchets : identification d'axes d'amélioration par familles de produit</li> <li>• Bytel : audits de fournisseurs sur la gestion des déchets</li> </ul> |
| <p>Soutien fournisseurs locaux – secteur adapté – PME</p> | <p><b>Travailler avec le secteur adapté :</b></p> <p>Ex : CAHA réalisé avec le secteur adapté</p> <p><b>Soutenir des PME :</b></p> <p>Ex : Nbre de startup soutenues pour des projets réduisant l'empreinte environnementale (Bytel)</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Membre fondateur de l'association Pas@Pas (Bouygues Telecom)</li> <li>• Membre du club Gesat</li> <li>• Mise en place de référencement de prestataires du secteur protégé pour renforcer un recours sur différents périmètres achats</li> <li>• Soutien de startups pour des projets réduisant l'empreinte environnementale chez Bouygues Telecom (dans le cadre de Bouygues Telecom Initiative)</li> <li>• Recours au commerce équitable</li> </ul> <p><b>Ex BYCN :</b></p> <p>Tenues de travail labellisées Max Havelaar (coton équitable) et Oeko Tex (qualité sanitaire du tissu)</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuivre le recours au secteur protégé</li> <li>• Signature du Pacte PME pour certains Métiers du groupe</li> <li>• développer le recours aux travailleurs en réinsertion chez Bouygues Construction</li> </ul> <p>Bytel : Travailler sur les analyses de cycle de vie des produits avec les fournisseurs d'équipement</p>  |

Sources : Site Bouygues [www.bouygues.com](http://www.bouygues.com) et <http://www.construirenotreavenir.com/> - sites métiers (<http://www.colas.com>; <http://www.bouygues-construction.com>; <http://www.bouygues-immobilier.com>; [www.bouyguetelecom.fr](http://www.bouyguetelecom.fr) ; <http://www.tf1.fr>) - Rapport annuel / Doc de Référence 2008 (y compris Activités DD du Groupe)

Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site : Code Éthique - Charte RSE Fournisseurs



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- 2003 : Formalisation d'une stratégie de RSE et de DD
- 2004 : Adhésion au Global Compact
- 2006 : Création du Ethics & Governance Committee
- 2007 : Signature de l'initiative "Caring for Climate" et mise en place du programme "Six Strategic Pillars of CR & Sustainability"

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- Les achats et les loyers de Capgemini représentent près de 28 % du CA de l'entreprise.
- Les charges externes sont constituées essentiellement des ressources externes (sous-traitants, formation, conseil juridique et d'audit, recrutement ou services informatiques), des coûts informatiques, des télécommunications et des loyers.
- 2008 : les dix premiers fournisseurs (Fujitsu Services, BT Group, Texas Competitive Electric Holdings, Manpower, Accenture, HP, France Télécom, ING Group, IT Staffing, JVS Beheer) représentent 10,6% du CA (926 millions d'euros)

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

- Capgemini collabore avec ses clients et partenaires pour développer des approches conjointes dans le domaine de la responsabilité sociale au niveau des chaînes d'approvisionnement sur la base des 10 principes du Global Compact
- Depuis juillet 2004 une nouvelle règle contre la pratique de la corruption dans les affaires est appliquée.
- Divers initiatives ont été lancées autour de l'éthique et de la diversité
- Programme pilote de RSE dans la chaîne d'approvisionnement

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- Blue Book : regroupe les fondamentaux du Groupe, la gouvernance, l'organisation et les procédures relatives aux ressources humaines, aux achats incluant l'achat éthique et la sélection des fournisseurs, la politique environnementale, etc. Il est annuellement actualisé.
- Code Éthique

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- Mise en place d'un outil de gestion et de suivi des achats au niveau mondial.
- Procédures rigoureuses de sélection selon des critères multiples dont plusieurs relatives à l'éthique
- Questionnaire RSE

#### • Contractualisation :

- Clauses éthiques et environnementales
- Fixation des lignes directrices pour des achats éthiques. En cas de violation, le contrat peut être résilié sans indemnité.

## CAPGEMINI - Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés   | Indicateurs  | Réalizations   | Objectif / engagement   |
|---|--|--|---|
| <p>S'assurer que les fournisseurs et partenaires commerciaux souscrivent à des principes identiques à ceux du groupe.</p> <p>Principes qui s'appliquent le cas échéant à leurs chaînes d'approvisionnement en aval.</p> | <p>Cartographie des risques<br/>Programme pilote</p> <p>Système d'évaluation RSE</p> | <p>Programme pilote de 18 mois au Royaume Uni :</p> <p>Analyse du portefeuille fournisseurs en termes de risques et volume de dépense</p> <p>Analyse complète des fournisseurs privilégiés :<br/>Questionnaire RSE<br/>Evaluation de tout nouveau fournisseur<br/>Enquête préalable de mesure de conformité avec les principes de base</p> | <p>Systématiser l'évaluation de tous les grands fournisseurs<br/>Avec engagement de la communauté globale CP0 fin 2008 de le faire d'ici la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2009</p> |
| <p>Soutien fournisseurs locaux - PME - secteur adapté</p>   | <p>Action en faveur de la diversité</p> <p>Travail avec le secteur adapté</p>        | <p>Mise en place d'une approche éco-systémique avec les grands clients visant à niveler les barrières d'accès lorsque cela est possible (plusieurs prix aux US pour les actions menées)</p> <p>Membre du Club Gesat</p>  | <p>Encourager la diversité et l'égalité des chances entre les fournisseurs</p> <p>Donner la possibilité aux TPE PME qualifiées d'obtenir une part des affaires.</p>                 |
| <p>Autres bonnes pratiques identifiées</p>  | <p>Partenariat avec les fournisseurs dans le domaine environnemental</p>             | <p>Mise en place de programme conjoint en matière de "green IT"<br/>Au Royaume Uni : utilisation en 2006 et 2007 d'électricité d'origine renouvelable</p>  |   |

Sources : Capgemini Group CSR and Sustainability Report 2007 - Rapports Annuels 2007 et 2008 - Site Capgemini (worldwide / France) : [www.capgemini.com](http://www.capgemini.com)

Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site : Guildelines to Ethical Procurement - Core principles of Sustainable Procurement - Code of ethics - Responsible Business Practices



# CARREFOUR

## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2000** : Adoption d'une Charte Sociale en collaboration avec la FIDH
  - Création de la Direction DD du Groupe Carrefour
- **2001** : Adhésion au Global Compact
  - Signature du protocole d'accord avec UNI
- **2004** : Adoption du Code Éthique Groupe
  - Signature de la Charte de la Diversité
  - Lancement de Carrefour Attitude
- **2007** : Engagement à réduire de 20% la consommation d'énergie du Groupe / m<sup>2</sup> de surface de vente d'ici 2020 (vs.2004)
- **2008** : Adhésion à la Social Accountability International (SAI) – Supporting Member
- **2009** : Engagement de réduction énergétique/m<sup>2</sup> de surface de vente porté à 30% d'ici 2020 (vs.2004)

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **2008** : 74,2 milliards d'euros de marchandises et prestations
  - Les PME fournissent 93% des achats annuels
  - Entre 4 000 et 15 000 fournisseurs selon les pays
- **2008** : 78% d'approvisionnement local pour les produits alimentaires à marque de distributeur

### Organisation de la fonction Achats :

- Une centrale d'achat internationale
- Des centrales d'achat dans les pays
- 418 filières Qualité Carrefour dans 15 pays faisant travailler 25 797 fournisseurs

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

- 1992 : Création des filières Qualité
- 1996 : Application du principe de précaution aux OGM
- 1997 : Lancement de la gamme Carrefour bio
  - Partenariat avec le WWF
- 1997 : Partenariat avec FIDH
- 1998 : Participation à la création de l'Initiative Clause Sociale (ISC)
- 2000 : Charte Fournisseurs
  - Création d'INFANS avec la FIDH
- 2004 : Participation à l'élaboration de l'IFS (International Food Standard) et aux travaux du GFSI (Global Food Safety Initiative) du CIES
- 2005 : Création d'une gamme pêche responsable
- 2006 : Création de la gamme Carrefour Agir
  - Participation à la création de l'initiative GSCP (Global Social Compliance Program)
- 2008 : Adhésion à la SAI (Social Accountability International)
  - 1<sup>er</sup> distributeur français à lancer une gamme de produits cosmétiques bio à marque de distributeur pour toute la famille
  - Offre de produits MSC pour la gamme Carrefour AGIR Eco Planète

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

- Déclaration d'engagement :
  - Code Éthique devenu Code de Conduite en 2007 :
    - Soumis à la signature de l'encadrement et des acheteurs
- Diagnostic et évaluation des fournisseurs :
  - Autodiagnostic Développement Durable adapté PME
  - Audits techniques et sociaux (en Asie les 2 audits sont nécessaires avant accord commercial)

- **Contractualisation :**

- Charte Sociale (tous les fournisseurs de produits à marques de distributeur)
- Politique Produits d'entretien – détergence et cosmétique (DPH)
- Annexe REACH dans les contrats commerciaux
- Normes strictes de sécurité des produits alimentaires/non alimentaires

- **Réalisation du contrat :**

- Audits sociaux
- Audits hygiène et qualité
- Plans d'actions correctives – accompagnement – audits de suivi

## Dispositif d'information et de formation DD/RSE

- Sensibilisation et formation :

- Nombreuses actions à destination des collaborateurs et fournisseurs partout dans le monde.

Exemples :

- En 2008, Carrefour Chine a déployé un vaste programme destiné à renforcer la mobilisation de ses employés et de ses fournisseurs sur le respect des principes éthiques. Plus de 45 000 collaborateurs et plus de 3 500 fournisseurs ont ainsi été formés à fin 2008.
- Sensibilisation de plus de 600 fournisseurs de produits à marques de distributeur sur les enjeux du changement climatique et la nécessité de la mise en place de démarches d'efficacité énergétique
- Sensibilisation au Développement Durable des responsables achats d'actifs et frais généraux dans le cadre de l'École CSP Achats
- REACH : Carrefour a mis en place une organisation dédiée et de nombreux outils permettant d'identifier toutes les substances contenues dans ses produits et emballages. De nombreuses formations ont ainsi été dispensées aux collaborateurs de la centrale d'achat du Groupe, et un réseau international comptant 12 coordinateurs a été créé. Parallèlement, le Groupe a mis en place un dispositif de formation pour plus de 650 fournisseurs de produits à marques propres dans le monde, afin d'aider ces derniers à comprendre leurs obligations et de les accompagner dans leur démarche de mise en conformité.

- Partage de l'information

- Organisation de réunions de partage d'informations et de bonnes pratiques dans de nombreux pays

Exemple :

- En 2008, les responsables qualité des groupes partenaires internationaux ont bénéficié d'un stage sur la qualité, organisé autour de trois axes : le développement des produits à marques de distributeur, et notamment la formation aux audits qualité chez les fournisseurs ; la gestion de crise et la politique qualité ; les bonnes pratiques en magasin.

Ces formations permettent une véritable transmission de savoir-faire et des méthodes par les équipes de Carrefour, c'est également l'occasion, pour les groupes partenaires d'échanger entre eux sur les bonnes pratiques qu'ils ont mises en place.

- Evaluation RSE

- Développement d'un outil web d'auto-diagnostic permettant aux fournisseurs de produits à marques propres alimentaires engagés dans une démarche de Développement Durable. Développé avec le soutien de l'ADEME et du WWF, cet outil comprend 49 critères couvrant les dimensions économiques, sociales et environnementales, comprend des fiches conseil et des bonnes pratiques. En 2008, cet outil a été étendu à l'ensemble des 1562 fournisseurs de produits alimentaires à marques de distributeur en France. 37% d'entre eux ont intégralement complété cet outil. En complément, le Groupe réalise des visites conseil sur site afin de vérifier les informations déclarées, d'aider à l'élaboration de plans d'action et de suivre les progrès accomplis par ses fournisseurs.
- Début 2009, 112 fournisseurs de Carrefour ont participé à un événement au siège du WWF pour partager informations et bonnes pratiques autour de l'environnement et de l'auto-diagnostic Développement Durable.

## CARREFOUR – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés   | Objectifs  | Indicateurs   | Réalizations  |
|---|--|---|---|
| Relation durable avec les fournisseurs                                    | <p>Développer des conditions d'une croissance pérenne partagée avec les fournisseurs</p> <p>Garantir des relations claires et loyales</p> <p>Promouvoir les démarches DD auprès des fournisseurs</p> | <p>Echanges sur les stratégies, objectifs et axes de développement</p> <p>Nombre de fournisseurs formés</p> <p>Nombre de fournisseurs bénéficiant de partenariats</p> <p>Comportement éthique dans les relations commerciales - règles d'échange et d'engagement</p> <p>Nombre de fournisseurs auto-évalués</p> | <p>Clubs Fournisseurs Engagement Qualité Carrefour réunions fournisseurs dans la plupart des pays</p> <p>Accompagnement mise en place de REACH : Plus de 600 fournisseurs de produits de marque formés en 2008</p> <p>Depuis plus de 15 ans, avec les producteurs filière Qualité 25 797 fournisseurs filière Qualité Carrefour dans le monde et depuis 10 ans avec les producteurs Reflets de France Partenariat Garanti Carrefour (France)</p> <p>Diffusion du code d'éthique aux collaborateurs</p> <p>Hot lines éthiques accessibles aux fournisseurs dans 5 pays</p> <p>Création d'une fonction Compliance Officer au niveau Groupe</p> <p>Outil d'auto-diagnostic DD déployé en France (plus de 1 500 fournisseurs de produits alimentaires à marques de distributeur)</p> <p>Déploiement à l'international en 2009</p> <p>Sensibilisation des fournisseurs aux émissions de gaz à effet de serre dans la Supply Chain à travers la participation du Groupe Carrefour au programme Supply Chain Leadership Collaboration du Carbone Disclosure Project.</p> |
| Promotion de fournisseurs et produits locaux                              | <p>Renforcer les partenariats avec les entreprises locales</p> <p>Engagement en faveur du commerce équitable</p>   | <p>% de fournisseurs PME, locaux</p> <p>Part des achats par pays en %</p> <p>Nombre de produits</p> <p>Montant des achats</p>   | <p>Développement de l'offre commerciale</p> <p>Organisation de prix PME locales</p> <p>Mise en avant en magasin de la production locale</p> <p>Développement de gammes dédiées dans 5 pays</p> <p>78% de fournisseurs locaux pour les produits alimentaires à marques d'enseigne</p> <p>90 à 95% des produits mis en rayon selon les Pays</p> <p>10 ans : durée moyenne d'un contrat avec un fournisseur de produits de marques propres</p> <p>Projet Direct Purchase en Chine (achats directs produits frais)</p> <p>En France, pour renforcer les partenariats avec les producteurs français de fruits et légumes, les hypermarchés ont lancé en 2006, le "Partenariat Garanti Carrefour" un nouveau type de partenariat qui permet de s'engager sur des volumes d'achat en amont de la production.</p> <p>621 références de produits équitables à marques de distributeur et marques nationales commercialisées dans 6 pays</p>  |
| Réduction des impacts environnementaux dans la chaîne d'approvisionnement | Renforcer la prise en compte des aspects environnementaux dans l'activité logistique   | <p>Utilisation de modes de transports alternatifs à la route</p> <p>Réduction du nombre de kms parcourus</p> <p>Optimisation de la logistique avale</p>   | <p>Utilisation de modes de transports alternatifs fluvial et rail</p> <p>En 2009, 45% des marchandises d'import sont acheminées en France par voie fluviale et par voie ferroviaire.</p> <p>Pour réduire le nombre de kms parcourus, ouverture en 2006 d'un premier entrepôt de consolidation dans le sud du pays pour les produits en provenance de l'Europe du sud</p> <p>2008 : 5 entrepôts ouverts et objectif court terme de 6 nouveaux Pooling (regroupement de fournisseurs pour remplir les camions)</p> <p>Optimisation du remplissage des camions</p> <p>Utilisation d'outils permettant de réduire le nombre de kms parcourus</p> <p>Développement des co-livraisons : un même camion livre plusieurs magasins proches</p> <p>Développement du backhauling (éviter les retours à vide)</p>   |

## CARREFOUR – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés  | Objectifs  | Indicateurs  | Réalizations   |
|--|--|--|--|
| <p>Approvisionnements responsables (conditions RSE de fabrication et préservation des ressources naturelles)</p> | <p>Réduction de l'empreinte environnementale</p> <p>Veiller aux conditions sociales de fabrication des produits à marques propres</p> <p>Politique achats de bois responsable</p> <p>Pêche responsable</p> | <p>Réalisation ACV</p> <p>Partenariat FIDH Audits sociaux</p> <p>Partenariat avec WWF</p> <p>Assortiment de la centrale d'achat du Groupe</p> <p>Partenariat avec le WWF</p> <p>Engagement dans une démarche de pêche durable (2005)</p> | <p>Depuis 2003 : ACV sur les sacs de caisse, les emballages tertiaires, les catalogues</p> <p>En 2008 : partenariat avec les fournisseurs pour ACV sur des produits de marques de distributeurs afin d'identifier des axes d'amélioration</p> <p>Conditions sociales de fabrication :<br/>Partenariat depuis 1997 avec la FIDH pour veiller conjointement au respect des droits de l'Homme dans la chaîne d'approvisionnement. Elaboration en 2000 d'une Charte sociale signée par l'ensemble des fournisseurs de produits à marques propres par laquelle ils s'engagent à respecter 6 principes de l'OIT : éradication de l'esclavage et du travail forcé, du travail des enfants de moins de 15 ans, garantir la liberté syndicale et le droit à la négociation collective ; distribuer des rémunérations permettant de satisfaire les besoins fondamentaux des travailleurs ; mettre en place des horaires et conditions de travail corrects ; respect de l'égalité des chances.</p> <p>Pour veiller à l'application de la Charte, le Groupe Carrefour mène une politique d'audits sociaux stricte. Ces derniers sont réalisés pour le compte de Carrefour par des organismes accrédités, en cas de non-conformités constatées, les fournisseurs doivent mettre en œuvre des plans d'actions correctives. Carrefour s'efforce de privilégier l'accompagnement : le recours au déréférencement n'est envisagé que dans les cas de manquement grave et/ou de refus d'appliquer les mesures correctives exigées.</p> <p>Carrefour souhaite aller plus loin, notamment grâce à la formation. Au Bangladesh, par exemple, le Groupe travaille depuis 2004 avec une ONG locale Karmojibi Nari qui forme les employés et l'encadrement des fournisseurs aux droits de l'Homme au travail. 56 usines ont bénéficié de cette formation entre 2006 et 2009.</p> <p>Convaincu qu'il faut aller plus loin et que les audits sont nécessaires mais non suffisants, le groupe Carrefour a participé en 2006 à la création de la plateforme Global Social Compliance Programme (GSCP) dont l'objectif est l'harmonisation des efforts existants pour la définition d'une approche commune, cohérente et mondiale visant à une amélioration continue des conditions de travail dans la chaîne d'approvisionnement mondiale.</p> <p>Remplacement du teck par du bois certifié FSC aux qualités comparables et remplacement du Keruing</p> <p>Assortiment de produits en bois exotiques de la centrale d'achat internationale composé exclusivement de bois certifiés FSC ou d'Accacia (espèce non menacée)</p> <p>Renforcement des exigences en matière de traçabilité</p> <p>Promotion des produits FSC</p> <p>Politique papier du Groupe : réduire les grammages pour les publications commerciales</p> <p>Carrefour a pour objectif d'avoir : 100% du papier utilisé pour ses catalogues en Europe issu de fibres de bois recyclées et/ou issues de forêts en gestion certifiée d'ici fin 2010</p> <p>100% du papier utilisé pour ses magazines consommateurs issus de fibres de bois recyclées et/ou de forêts en gestion certifiée d'ici fin 2010</p> <p>100% du papier utilisé pour les publications institutionnelles issues de fibres de bois recyclées et/ou en gestion certifiée</p> <p>Stricte contrôle des tailles des juvéniles</p> <p>Améliorer les sources d'approvisionnement en espèces sauvages : arrêt de la commercialisation de certaines espèces de grands fonds : thon rouge, empereur, lingue bleue ; travail avec le WWF pour identifier les meilleures sources d'approvisionnement ; utilisation du Guide Seafood Choice Alliance par les acheteurs pour identifier les espèces menacées et adapter les approvisionnements</p> <p>Développement d'une offre de pêche responsable : en 2005 Carrefour a été le 1<sup>er</sup> distributeur à développer une gamme de produits surgelés à marque propre "Pêche responsable" (devenue "Carrefour Agir Eco Planète")</p> |

## CARREFOUR – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés  | Objectifs   | Indicateurs   | Réalisations  |
|--|---|---|---|
| Pratiques agricoles respectueuses de l'environnement                         | Développer une offre de produits responsables accessibles au plus grand nombre de consommateurs                         | <p>Nombre de produits MSC</p> <p>Montant d'achats de produits Bio alimentaires à marques de distributeur</p> <p>Nombre de références de produits bio alimentaires à marques propres</p> <p>Nombre de Filières Qualité Carrefour</p> | <p>Carrefour est le distributeur à proposer l'offre la plus large de produits à marques de distributeur certifiés MSC (18 références) en France et prévoit d'élargir cette gamme en 2010.</p> <p>Avec sa gamme Engagement Qualité Carrefour, le Groupe a mis en place dès 1995, une alternative de qualité avec les produits d'élevage signés Engagement Qualité Carrefour. Ces produits sont développés dans le respect de l'environnement et dans le cadre de partenariat durable avec nos fournisseurs. De plus, Carrefour n'utilise pas d'aliments étiquetés OGM pour ses poissons Engagement Qualité Carrefour.</p> <p>En 2008, avec le soutien du WWF, Carrefour a également lancé la crevette de Madagascar Carrefour Agir Eco Planète dont les conditions d'élevage répondent à des exigences renforcées en matière environnementale</p> <p>Développement et promotion des espèces à faible impact sur la biodiversité</p> <p>Filières Qualité Carrefour (1992) : démarche d'agriculture raisonnée, absence de traitement chimique après récolte, et de produits OGM dans l'alimentation animale.... : 418 Filières Qualité en 2008</p> <p>Lancement de la gamme Carrefour bio en 1997 : proposer une offre de produits biologiques certifiés à marques de distributeur accessibles au plus grand nombre.</p> <p>En 2008, 1733 références de produits bio à marques propres dans 13 pays. Alternative aux OGM pour des produits à marque Carrefour depuis 1996</p> <p>2008 : 147 millions d'euros de montants d'achat de produits bio soit + 59% par rapport à 2005</p> |
| Sensibilisation et promotion de la consommation citoyenne auprès des clients | Sensibiliser les clients en magasins<br>Participer à des campagnes internationales, nationales ou locales dans les pays | Niveau d'information fournie aux clients  | <p>Tous les pays du Groupe participent à la Journée Mondiale de l'Environnement et la plupart d'entre eux organisent des campagnes de sensibilisation en magasin pour promouvoir les produits bio, les produits issus du commerce équitable, les produits à économie d'énergie,... En 2009, le groupe Carrefour a été le seul distributeur partenaire de la Commission Européenne dans le cadre de la Semaine européenne de l'Energie durable et a mobilisé les magasins de 6 pays européens, organisé des campagnes de sensibilisation et fait la promotion de produits à économie d'énergie auprès de leur clients.</p> <p>En France, par exemple, il participe à la Journée Mondiale de l'Environnement, la Semaine du Commerce équitable, la Semaine du Développement Durable, la Semaine européenne de la réduction des déchets, le printemps du bio</p>   |

| Système d'évaluation des fournisseurs (ex) | Indicateurs                                   | Réalisations  |
|--|---|---|
| Autodiagnostic                             | Déploiement de l'outil                        | <p>Lancement en 2006 en France auprès de 70 fournisseurs de produits alimentaires à marque propre</p> <p>2008 : déploiement auprès de l'ensemble des 1562 fournisseurs de produits alimentaires à marques de distributeur et inclut la réalisation de visites environnementales</p> <p>37% d'entre eux ont intégralement complété l'outil.</p> <p>Formation :</p> <p>Organisation d'un stage permettant aux collaborateurs d'acquérir les clés pour réaliser les diagnostics et proposer des actions ciblées</p>  |
| Audits sociaux                             | <p>Nombre d'audits</p> <p>Zones couvertes</p> | <p>A fin 2008 : 2 541 audits sociaux ont été menés en 8 ans</p> <p>En 2008 : 472 : 110 ré-audits et 362 initiaux ont été réalisés dont 67% de manière inopinée (20% en 2007)</p> <p>- 97% des audits du secteur textile sont non annoncés</p> <p>- Accent a été mis sur les fournisseurs chinois (son plus grand pays d'approvisionnement) : 70% des audits</p> <p>Déploiement des audits de fournisseurs alimentaires sur les zones d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique</p> <p>Ces audits sont réalisés par des acteurs indépendants sur la base de la Charte Sociale du Groupe</p> |

Sources : Rapport DD 2008 - Rapports Annuels 2007 et 2008 - Site Carrefour : [www.carrefour.com](http://www.carrefour.com)

Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site : La Charte d'Engagement pour la Protection des Droits de l'Homme - La Charte Fournisseurs



# CRÉDIT AGRICOLE

## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2003** : Calyon – filiale de financement et d'investissement du Groupe - 1<sup>ère</sup> banque française à s'engager pour évaluer les impacts sociaux et environnementaux des projets de la ligne métier des Financements de Projet et y associer si besoin est des obligations pour les emprunteurs.
- **2006** : Signature des Principes de l'Investissement Responsable (PRI)  
Adhésion au Global Compact
- **2008** : Adhésion aux Principes Climat pour le secteur financier

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- 6 milliards d'euros d'achats annuels sur l'ensemble du périmètre groupe Crédit Agricole SA

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- Articulation de la démarche autour des 3 volets social, environnemental et économique
  - Actions de sensibilisation, formation
  - Mise en place d'une procédure d'évaluation des fournisseurs

Chaque fournisseur est évalué au travers d'un questionnaire sur son entreprise (une partie est consacrée au DD).

Un Comité de Décision Achats procède à l'analyse des offres et de leur adéquation avec les besoins selon un formalisme avéré. Il se compose de la Direction Achats, Logistique et Sécurité opérationnelle (ALS) et des prescripteurs.

Les critères de sélection sont établis sur le spectre des risques encourus :

**Opérationnels** : la qualité de la prestation fonctionnelle et technique ;

**Financiers** : la situation financière de l'entreprise ;

**Contractuels** : le respect des termes des contrats ou conventions établis par les juristes de Crédit Agricole S.A. ;

**Sociaux et environnementaux** : l'engagement certain du fournisseur dans la démarche RSE et le respect des règles de l'OIT ;

**Économiques** : la maîtrise des dépenses engagées par Crédit Agricole S.A..

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- Charte de Déontologie

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- Questionnaire RSE

#### • Contractualisation :

- Les contrats prennent systématiquement en compte les règles de l'OIT, notamment concernant l'interdiction du travail forcé ou des enfants.

#### • Réalisation du contrat :

- La direction ALG se réserve la possibilité de réaliser des audits afin de contrôler l'adéquation des déclarations d'engagement et des efforts mis en place. Elle pourra être amenée à rencontrer ses partenaires afin de les accompagner à mener leurs démarches et d'élaborer avec eux un plan d'amélioration de leurs performances RSE.

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

#### • Partage de l'information

- Création d'un Espace fournisseur :

Les fournisseurs mettent à jour sur ce site leurs informations financières, sociales ou environnementales annuellement ou lors de nouvelles consultations.

- Création d'un système d'information centralisé :

La base regroupe l'ensemble des fournisseurs en relation avec Crédit Agricole S.A. ; centralise les informations d'un fournisseur, indispensables aux acheteurs

- Sensibilisation, formation

En 2008, des actions de sensibilisation et de formation ont été dispensées auprès des acheteurs en collaboration avec l'institut de formation du groupe (IFCAM)

3 groupes de travail ont été créés pour réfléchir sur les thèmes de l'énergie, les transports et les achats et engager des actions dont certaines ont déjà été mises en place, tel que le chantier sur les achats de papier...

- Outils d'aide à la décision

- Une boîte à outils :

- Des fiches de risques par domaine sont à la disposition des acheteurs sur intranet pour leur permettre de faire leur choix de fournisseurs en toute connaissance

de cause, ainsi que des fiches pédagogiques reprenant les labels et certification appliqués à leur domaine d'achats qu'ils peuvent reprendre dans les cahiers des charges.

- un référentiel répertoriant les fournisseurs proposant des produits respectueux de l'environnement ainsi qu'un référentiel sur la gestion des déchets de chantier (en cours de réalisation)
- une Charte Environnementale : elle liste les différents critères environnementaux à respecter lors d'opérations de construction. (Cette charte sera diffusée en 2009 aux collaborateurs de l'activité promotion de Crédit Agricole Immobilier afin de les guider lors de la réalisation d'opérations).

## CRÉDIT AGRICOLE – Pilotage de la démarche :

| Enjeux identifiés  | Objectifs   | Réalisations   |
|--|---|--|
| Social :<br>Démontrer son attachement au respect des DH et règles fondamentales du travail | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire référence dans les contrats cadres d'obligations en matière environnementale et de conditions de travail</li> <li>- Accorder une attention toute particulière au respect des règles de l'OIT relatives au travail forcé et travail des enfants</li> </ul>          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration d'un référentiel fournisseurs RSE (en cours)</li> <li>- Instauration dans les cahiers des charges de principes de RSE et notamment règles de l'OIT (réalisé)</li> <li>- Organisation en 2009 d'un Trophée récompensant les fournisseurs les plus responsables (Grandes entreprises , PME, ESAT)</li> </ul>                          |
| Environnemental :<br>Précaution écologique   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ajouter dans les contrats, lorsque la filière existe, un volet " reprise de matériel" avec traçabilité de la filière de recyclage ou de destruction des déchets polluants</li> <li>- Attention portée à la certification dans le cadre de la démarche qualité</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Eco-conception (en cours)</li> <li>- Recours à des produits respectueux de l'environnement : fournitures de bureau, offre verte dans le catalogue CASA, choix orienté vers des fournisseurs labellisés imprim'vert et certifiés FSC1/PEFC</li> </ul>  |
| Economique   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Instaurer de règles équitables dans les échanges économiques</li> <li>- Evaluer la performance RSE des fournisseurs</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2008 : Campagne de notation (200 fournisseurs) et ouverture de l'espace fournisseurs permettant les réponses en ligne</li> </ul>  |
| Secteur adapté   | Faire travailler des entreprises adaptées ou ESAT   | L'Entretien d'espaces verts ou le recyclage a été confié à des entreprises adaptées.<br>ALS, LCL et Calyon, travaillent avec ANAÏS4, "entreprise adaptée" spécialisée dans l'impression.<br>Pour couvrir le domaine de l'insertion des personnes en difficulté le groupe a par exemple confié l'élimination des ordinateurs et périphériques de SILCA aux Emmaüs<br>Membre du Club Gesat |
| PME  |   | Adhésion pacte PME international   |



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **1996** : Charte de l'environnement
- **2001** : Lancement Danone Way  
Formalisation des Principes Sociaux Fondamentaux
- **2003** : Adhésion au Global Compact  
Fondation de la "Sustainable Agriculture Initiative"
- **2005** : Charte Alimentation Nutrition Santé
- **2006** : Création de la société Grameen Danone Foods Limited
- **2007** : Création du Fonds Danone Communities
  - Signature de la Convention Mondiale sur la Diversité
  - Création du Comité de Responsabilité Sociale au Conseil d'Administration
- **2009** : Création du fonds Danone pour l'Ecosystème

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **Pôle Produits laitiers** : Achat de 3,4 milliards d'euros de matières premières réparties entre le lait et ingrédients laitiers (51%), les autres matières agricoles (23%) et les emballages (25%)
- **Pôle Eaux** : Achat de 730 millions d'euros de matières premières, dont 640 millions pour le packaging, le solde correspond à l'achat d'ingrédients.
- Approvisionnement auprès de 24 000 producteurs dans 25 pays (pôle Lait)

### Organisation de la fonction Achats :

- Mise en place d'une solution Supplier Relationship Management.
  - Objectif : structurer et renforcer les processus achats internes et la relation aux fournisseurs
  - Déploiement progressif sur les différentes catégories achats à compter de 2009.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes** :
  - 2002 : Politique globale d'identification des risques
  - 2006 : Lancement de la démarche "Respect"
  - 2007 : Mutualisation des audits  
Adhésion à la démarche AIM-Progress et à l'initiative SEDEX (Supplier Ethical data Exchange)
- **Implémentation** :
  - Cartographie des risques/filières/pays
  - Projets pilote
  - Partenariats avec les organisations interprofessionnelles, d'autres grandes entreprises du secteur, les fournisseurs, des ONG

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

- **Référencement** :
  - Déclaration d'engagement :
    - Les Principes Sociaux Fondamentaux  
Le respect des PSF est l'un des 16 fondamentaux de Danone Way Ahead.
    - Charte de sous-traitance  
Elle détermine les conditions sociales à respecter par l'entreprise sous-traitante.
    - Principes de Conduite des Affaires - PCA  
1997, révisés en 2001 et 2005, ils détaillent les comportements attendus des managers sur les questions telles que la corruption et les conflits d'intérêts.
  - Diagnostic et évaluation des fournisseurs :
    - Démarche RESPECT
      - Questionnaire dédié d'auto-évaluation
- **Contractualisation** :
  - Signature d'une clause spécifique intégrée dans les conditions générales d'achats d'engagement à respecter les PSF

- **Réalisation du contrat :**

- Démarche RESPECT : Pour les fournisseurs présentant des "risques", l'acheteur peut opter en fonction de la nature du risque pour soit une visite de contrôle réalisée par les managers qualité, achats ou ressources humaines de Danone à l'aide d'un guide de contrôle, soit un audit approfondi externe effectué par une entreprise partenaire d'audit.

Suite à cette visite ou à l'audit, un rapport est élaboré avec les éventuelles non-conformités. Ces non-conformités sont catégorisées sur une échelle de criticité.

Les plans d'actions sont construits conjointement par le manager achats Danone et le fournisseur au cas par cas.

Un suivi plus structuré des résultats d'audits est en train d'être mis en place sur la base de l'expérience du Groupe en termes d'audits sociaux.

Depuis 2008, le système DIALERT est étendu aux fournisseurs de DANONE (envoi d'un courrier par les filiales à tous les fournisseurs significatifs et inclusion systématique dans les documents d'appels d'offre) afin de leur permettre de reporter de façon confidentielle tout cas de manquement aux règles de PCA vis-à-vis d'eux-mêmes (en particulier d'éventuels cas de corruption).

## Dispositif d'information et de formation DD/RSE

- Outils de partage de l'info : (exemples)

- Elaboration de guides de bonnes pratiques agricoles au sein de Sustainable Agriculture Initiative
- Organisation de Marketplace fournisseurs/acheteurs et de journées "Innovation"

- Sensibilisation – formation (exemples)

- Dans le cadre de la démarche Respect :
  - Réunions de travail interactives
  - Création d'outils d'aide à la décision (guide de contrôle d'audits)
  - Formation aux outils d'évaluation et de suivi
- Programmes de développement de compétences chez les fournisseurs locaux

## Les indicateurs performance (basés sur la Global Reporting Initiative) liés aux achats, aux fournisseurs et aux sous-traitants :

- **EC6** = Politique, pratiques et part de dépenses réalisées avec les fournisseurs locaux sur les principaux sites opérationnels. Cet indicateur n'est pas suivi au niveau du Groupe Danone

- **EC9** = Compréhension et description des impacts économique : des programmes de développement de compétences chez les fournisseurs locaux ; des créations d'activités en lien avec les métiers de Danone

- **EN12** = Description des impacts significatifs des activités, produits et services sur la biodiversité des aires protégées ou des zones riches en biodiversité en dehors de ces aires protégées

- **EN26** = Initiatives pour réduire les impacts environnementaux des produits et des services, et portée de celles-ci : les impacts les plus significatifs étaient indirects, car liés aux activités des fournisseurs : production agricole (lait) et production d'emballages primaires (pots de yaourt, bouteille plastique)

- **HR1** = Pourcentage et nombre total d'accords d'investissement significatifs incluant des clauses relatives aux droits de l'Homme ou ayant été soumis à un contrôle sur ce point : la démarche RESPECT vise à se donner les moyens de faire appliquer les Principes Sociaux Fondamentaux à l'ensemble de ses fournisseurs.

- **HR2** = Pourcentage de fournisseurs et de sous-traitants majeurs dont le respect des droits de l'Homme a fait l'objet d'un contrôle ; mesures prises

- **SUPP S07** = Nombre total d'actions en justice pour comportement anticoncurrentiel, infractions aux lois anti-trust et pratiques monopolistiques; résultats de ces actions

Une sensibilisation spécifique est effectuée d'une part auprès des acheteurs par la diffusion régulière d'un Code spécifique à la fonction Achats, plus détaillé, et d'autre part des responsables grands comptes en liaison directe avec la Grande distribution. Parallèlement des programmes de formation sont réalisés de manière régulière auprès des responsables achat et des membres des CODI. À ce jour plus aucune action en justice n'est en cours.

## DANONE – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés   | Réalizations 2005 – 2007 - indicateurs  | Réalizations 2008 - indicateurs   | Objectifs 2009   |
|---|---|---|--|
| <p>Elargissement de la responsabilité des entreprises vers l'amont de leur activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire des partenariats de long terme avec les fournisseurs stratégiques pour s'approvisionner en matières premières de qualité à des prix compétitifs et pour contribuer à l'innovation,</li> <li>- Garantir par la maîtrise des approvisionnements la sécurité sanitaire des produits et assurer le développement économique des producteurs locaux autour des sites,</li> <li>- S'assurer du respect des principes sociaux fondamentaux chez les fournisseurs (Démarche RESPECT),</li> <li>- Promouvoir des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement au travers de guides spécifiques, du réseau de techniciens agricole Danone et d'action pilote sur l'Agriculture Raisonnée.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déploiement de la démarche RESPECT dans l'ensemble des filiales du Groupe sous la responsabilité des directions Achats : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 coordinateur nommé dans chaque pôle</li> <li>- plus de 50 audits</li> <li>- 3 sessions de travail inter actives réunissant près de 150 managers,</li> </ul> </li> <li>- Organisation de plusieurs journées Innovations réunissant fournisseurs, acheteurs et responsables R&amp;D et marketing</li> <li>- Organisation de 2 market places acheteurs/fournisseurs</li> <li>- Danone rejoint l'initiative AIM Progress</li> <li>- Une centaine d'éleveurs laitiers qualifiés "Agriculture Raisonnée",</li> </ul> <p>Pôles Produits Frais et Eaux : 250 fournisseurs à risque, au regard des PSF, identifiés mis sous contrôle.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déploiement d'un outil d'aide au pilotage économique des exploitations laitières en France,</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100% des fournisseurs à risque identifiés en 2007 sous contrôle en 2008 : pour tous les fournisseurs identifiés comme "risqués", les visites internes (par les managers qualité, RH ou achats) ou les audits externes sont prévus,</li> </ul> <p>Démarche RESPECT</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 40 audits externes réalisés dont 38 initiaux et 2 de suivi.</li> <li>17 pays couverts</li> <li>6746 salariés sur les sites fournisseurs</li> </ul> <p>Les 3 pôles du Groupe sont rentrés dans la démarche, dont le Pôle Nutrition Infantile qui s'est montré très actif avec 15% des audits externes commandés, début de déploiement dans les filiales de ex-Numico</p> <p>1<sup>ers</sup> fournisseurs enregistrés sur la plateforme SEDEX</p> | <p>Démarche RESPECT : Evolution de la démarche pour couvrir toutes les grandes thématiques de la RSE</p> <p>Elaboration avec l'auditeur externe d'une méthodologie non plus seulement sociale mais DD</p> <p>Poursuite des audits sociaux dans l'attente de la nouvelle méthodologie</p> <p>Intégration complète des pôles avec mutualisation des approches juridiques et des audits</p> <p>Systématisation du processus de suivi des résultats d'audits par les managers Achats</p> <p>Augmentation du nombre de fournisseurs inscrits sur la plateforme Sedex</p> <p>Engagement d'une réflexion "Danone et son écosystème" afin de soutenir les fournisseurs dans le contexte de difficulté actuelle</p> <p>La création du Fonds Danone pour l'Ecosystème a été approuvée lors de l'AG du 23.04.09</p> <p>Il sera géré sous le régime des Fonds de dotation dont l'objectif est l'intérêt général.</p> <p>Financé par Danone, il sera alimenté par une dotation initiale de 100 millions d'euros en 2009, qui sera complétée à partir de 2010 par un abondement annuel de 1 % du résultat net annuel de Danone pour une durée de 5 ans.</p> <p>Le Fonds a vocation à élargir le double projet économique et social pour renforcer et développer l'activité des partenaires de Danone qui constituent son écosystème :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• producteurs agricoles, fournisseurs et sous-traitants, opérateurs de transports ou de logistique, distributeurs, territoires.</li> </ul> <p>Le Fonds financera des initiatives qui devront avoir été identifiées par les filiales Danone dans les territoires où elles opèrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• création d'activités en lien avec les métiers de Danone (comme des micro-entreprises de distribution alimentaire) ;</li> <li>• programmes d'insertion à l'emploi autour des usines ; programmes de développement de compétences chez des fournisseurs locaux.</li> </ul> <p>Par ailleurs, ne pourront bénéficier du Fonds que les fournisseurs dont les pratiques sont conformes au programme RESPECT.</p> <p>Le Fonds a vocation à prévenir les situations de crise, en renforçant le tissu économique dans lequel Danone et son écosystème entretiennent des relations de dépendance mutuelle. Il agira par ailleurs en coopération avec des partenaires, comme des ONG, des fournisseurs, des distributeurs, des organismes de microcrédit ou des organismes de conseil.</p> |

## DANONE - Pilotage de la démarche (suite) :

| Enjeux RSE identifiés  | Réalizations  |
|--|---|
| <p>Soutien fournisseurs locaux</p> <p>Recours au secteur protégé</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'activité du Groupe dans un pays fait travailler de nombreux producteurs et fournisseurs locaux, industriels ou de services, avec lesquels le Groupe s'efforce d'engager des partenariats à long terme. Par ailleurs, les activités industrielles de Danone incitent les fournisseurs d'équipements spécialisés (machine, emballage, etc.) à développer une présence permanente dans les pays où le Groupe opère et facilitent la mise en place d'équipes qui travaillent, par exemple, avec les producteurs de lait sur l'alimentation de leur troupeau de vaches et leurs méthodes d'élevage, etc</li> <li>- Création d'activités en lien avec les métiers : micro-entreprises de distribution alimentaire ...</li> <li>- Toutes les filiales françaises de Danone travaillent avec des ESAT</li> </ul> |
| <p>Autres bonnes pratiques</p>                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Engagement avec d'autres groupes agro-alimentaires dans une démarche d'information transparente sur les emballages</li> <li>- Extension programme sécurité Wise</li> <li>- Optimisation transport des produits (dont projet Marco polo : "du tout camion au tout rail")</li> <li>- Projet Linus avec l'association Bleu Blanc Cœur (faire évoluer l'alimentation des vaches en y intégrant du lin : bénéfiques nutritionnelle et environnemental)</li> </ul>   |

## DANONE - Risques environnementaux liés à l'approvisionnement et mesures correspondantes :

| Risques environnementaux  | Mesures correspondantes  |
|---|--|
| <p>Matières premières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Principaux impacts environnementaux de l'agriculture</li> <li>- Réserves en ressources naturelles (eau)</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Acheter les matières premières à des prix qui assurent une rentabilité suffisante aux producteurs et un approvisionnement de qualité et compétitif aux usines, tout en assurant le respect des droits sociaux fondamentaux,</li> <li>- Garantir la sécurité, la qualité et la traçabilité des matières premières,</li> <li>- Connaître les conditions de travail et l'impact environnemental de la production agricole, et contribuer à leur amélioration,</li> <li>- Assurer la pérennité et la protection des réserves d'eau que le Groupe exploite.</li> </ul> |
| <p>Transports :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Consommation d'énergie</li> <li>- Emissions de CO2, polluants atmosphériques locaux, bruit</li> </ul>                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Minimiser l'impact lié au transport des matières premières et des produits, promouvoir des pratiques de transports respectueuses de l'environnement,</li> <li>- Assurer le respect de la chaîne du froid et la traçabilité des produits</li> </ul>  |



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **1998** : Signature de la "Déclaration des Nations Unies des institutions financières sur l'environnement et le développement durable" du PNUE
- **2002** : Adhésion au Global Compact
- **2003 - 2006** : Adhésion aux Principes Equateur I et II
- **2005** : Participation au Carbon Disclosure project
- **2006** : Signature des Principes d'Investissement Responsable Définition d'un plan DD
- **2007** : Adhésion à la Déclaration des institutions financières sur le changement climatique du PNUE.

### Organisation de la fonction Achats :

- En phase de centralisation : une seule équipe pour les Achats de tout le groupe (incluant les entités dans les pays France, Luxembourg, Belgique). Les autres entités pourront profiter des contrats groupe, mais dans un premier temps, n'utiliseront ces contrats que s'ils y trouvent un intérêt.
- Effectifs de la Direction des Achats : 45 personnes incluant les acheteurs, les analystes, les effectifs gérant la gouvernance, la performance et les reportings.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes :**
  - 2005 : Elaboration d'une Charte de Déontologie concernant les relations avec les fournisseurs.  
Développement d'une politique électricité et papier vert (Résultats et objectifs chiffrés)

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

- **Référencement :**
  - Déclaration d'engagement : Charte de Déontologie concernant les relations avec les fournisseurs
- **Contractualisation :**
  - La charte fournisseurs est intégrée aux contrats le justifiant.
  - Présente dans le contrat type.

### Bonnes pratiques :

- **Papier** (principal consommable et principal déchet) : La part du papier "vert" (qu'il soit recyclé, blanchi sans chlore ou issu de forêts gérées de manière durable) dans la consommation totale de papier du Groupe a été augmentée de 27 % en 2006 à 93 % en 2008. De plus, le groupe mène une politique interne de réduction de la consommation de papier afin d'atteindre un objectif de 100kg/ETP en 2010 (le groupe est ainsi passé de 228kg/ETP en 2006 à 129 kg/ETP en 2008).

- **Réduction des dépenses énergétiques en interne** (impact direct), et donc des émissions de CO2 (objectif neutralité carbone)

- transport : réduction des déplacements professionnels (augmentation des capacités de visioconférences, incitation financière à prendre le train plutôt que l'avion pour les petits déplacements.)

- Politique volontariste de recours à l'électricité verte (achats de certificats verts). En Belgique, en France, au Luxembourg et en Italie les bâtiments centraux des entités sont alimentés à 100 % en électricité verte à la fin 2008.

Depuis début 2008, la part d'électricité verte dans la consommation totale d'électricité est de 69 %, ce qui permet d'éviter l'émission de plus de 20 000 teq CO2 à l'échelle du groupe Dexia RBC Investor Services a signé un contrat d'achat d'électricité verte pour la période 2009-2010 dont l'impact en termes de réduction d'émissions de CO2 sera mesuré pour 2009.

Achats envisagés par la Direction Développement Durable de certificats verts pour ses filiales Sofaxis et DTS.

- **Actions spécifiques vis à vis du secteur de l'insertion :** Inclusion des entreprises d'insertion dans les appels d'offre quand cela est possible mais pas de catégories d'achats réservées à ce type d'entreprise.

### Sources :

→ Rapport Annuel 2008 ([http://www.dexia.com/docs/2009/2009\\_AG/annual\\_report/fr/ra2008fr.pdf](http://www.dexia.com/docs/2009/2009_AG/annual_report/fr/ra2008fr.pdf))

→ Rapport DD 2008 ([http://www.dexia.com/docs/2009/2009\\_sustainable/2008\\_RDD\\_FR/data/DEXIA\\_RDD\\_2008.pdf](http://www.dexia.com/docs/2009/2009_sustainable/2008_RDD_FR/data/DEXIA_RDD_2008.pdf))

→ Site Dexia (<http://www.dexia.com/f/home/home.php>)

### Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

→ Code de Déontologie concernant les relations avec les fournisseurs



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2003** : Adhésion au Global Compact
- **2005** : Signature d'un Accord Cadre International
- **2009** : Adhésion au Pacte PME international Coopération avec l'AIA (Aerospace Industries Association of Americas) et SAE (cf. REACH)

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **Répartition géographique des achats :**  
Europe : 28,4 milliards d'euros ; Amérique du Nord : 7,9 milliards d'euros ; Asie : 0,4 milliard d'euros ; Moyen-Orient : 0,06 milliard d'euros ; Reste du monde : 0,2 milliard d'euros
- **Répartition par famille Achat :**
  - Les systèmes et équipements complexes représentent 39 % des achats d'EADS.
  - Les structures, les matières premières et les services liés aux produits représentent 38 % du total et les matières consommables 23 %.
- **Fournisseurs :**
  - Les 50 premiers fournisseurs d'EADS représentent 64 % du volume total d'achats et les 250 premiers fournisseurs 79 %.
  - L'essentiel des achats d'EADS est fourni par de grandes sociétés.
  - Le reste (15 %) est réparti sur un grand nombre de PE et PME.
  - EADS effectue la majorité de ses achats auprès de fournisseurs situés dans l'Union Européenne (77 %) et en Amérique du Nord (21 %).
  - Une feuille de route prévoit de porter de 25 à 40% les approvisionnements réalisés hors Europe à horizon 2020 (sur la même période, les volumes d'achat en Europe augmenteront en valeur absolue). L'accent étant mis sur les US, la Chine, l'Inde, la Russie, l'Europe de l'Est, l'Amérique Latine et l'Afrique du Nord.

### Organisation de la fonction Achats :

- 60 organisations Achats réparties dans 4 divisions et 10 Business Units situées en France, en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni
- Le réseau d'achats est dirigé par le service Corporate Sourcing qui propose des projets et des débats concernant les fournisseurs au sein du Chief Procurement Officer - Council (CPO-C), le Comité d'organisation des achats.
- Le Conseil d'administration d'EADS a mis en place en 2008 une organisation "compliance" dirigée par un Chief Compliance Officer ("CCO" - Directeur Éthique et Compliance). L'engagement de compliance pris par le

Conseil d'administration et la Direction traite les différents facteurs de risque, et intègre les problématiques liées à la fonction achat. Un "Procurement Compliance Officer", nommé en 2009, anime un réseau de "Procurement Compliance Officers/Managers" dans les divisions et pays.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

Les procédures d'achat des Unités opérationnelles d'EADS tiennent compte de l'ensemble des risques traditionnels de ses activités, y compris les risques liés à la responsabilité sociale de l'entreprise, et indiquent la manière dont ils doivent être traités dans les contrats d'EADS.

Elles fixent également les principes et lignes directrices en matière de conduite des relations avec les fournisseurs actuels et potentiels.

EADS garantit une évaluation régulière de leurs performances. Les mêmes procédés et critères de sélection (commercial, logistique, qualité, support technique et service client) sont appliqués quelle que soit l'unité opérationnelle utilisatrice. Les évaluations sont partagées avec les fournisseurs afin d'envisager de nouveaux plans de développement et de modernisation. Les fournisseurs sont ainsi invités à intervenir dès le début du développement des produits.

**2007** : Le réseau "Achats et Responsabilité Sociale" d'EADS a validé plusieurs outils auprès des fournisseurs sélectionnés, (code des fournisseurs RSE, questionnaire d'évaluation RSE des fournisseurs, clause contractuelle RSE et divers indicateurs permettant de définir dans quelle mesure les fournisseurs mettent en oeuvre les politiques RSE d'EADS).

Ces outils sont pris en compte progressivement par les unités opérationnelles.

**2008** : Les exigences d'EADS en matière de protection de l'environnement par les fournisseurs ont été adoptées en tant que recommandation du Groupe. Ces exigences sont déjà mises en oeuvre par Airbus.

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- L'Accord Cadre International
- Le Code Éthique CSR :

Le chapitre 3 : "Assurer une croissance durable" traite de la bonne utilisation des informations et des droits de propriété intellectuelle, ainsi que des relations avec les

- fournisseurs
- Le Code des Fournisseurs Socialement Responsables : Engagements RSE axés sur la conduite des fournisseurs avec leurs salariés, leurs relations avec les partenaires d'affaires et leur respect de l'environnement.
  - Conditions générales d'achat d'EADS France
- Diagnostic et évaluation des fournisseurs :
- CSR Questionnaire :  
Evaluation du respect du code éthique RSE par les fournisseurs
- **Contractualisation :**
- Une clause de responsabilité sociale :  
Introduite progressivement aux Conditions Générales d'Achat d'EADS jointes aux bons de commande.
  - Dans l'UE et en Amérique du Nord, les stipulations des contrats d'achat d'EADS imposent à ses fournisseurs de respecter en permanence les lois et règlements établissant les normes économiques, environnementales et sociales, et d'anticiper au mieux l'évolution future de ces normes.

Les fournisseurs de 1<sup>er</sup> rang d'EADS sont tenus par contrat de répercuter ces obligations auprès de leurs fournisseurs de 2<sup>ème</sup> rang.

- Démarche ISO 14001 ou système équivalent de gestion environnementale
- Recommandation que le contrat fasse référence aux engagements RSE clés d'EADS

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

- **2006** : Création du Global Sourcing Network pour accompagner les divisions et BU pour le sourcing dans les pays stratégiques partout dans le monde :
  - Elaboration d'un outil d'information sur les achats :  
Explication des principes de rédaction des contrats, présentation des clauses contractuelles d'usage et proposition de commentaires pratiques à usage des acheteurs.
  - Plateforme achats internet

## EADS- Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés                   | Objectif  | Réalisations  | Engagement   |
|---|---|---|--|
| Partage des risques et des opportunités | Favoriser une relation mutuelle bénéfique avec les fournisseurs               | Les principes d'EADS en matière d'achats imposent aux fournisseurs d'adopter une attitude responsable et d'appliquer les normes et exigences d'EADS à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement.  | Engagement à nouer des partenariats long terme pour notamment développer le savoir faire technologique.  |
| Défis environnementaux                  | Accroître la sensibilité des fournisseurs                                     | Demande faite aux fournisseurs de souscrire à la politique du Groupe en matière de protection de l'environnement.<br>Elaboration et déploiement d'outils (code de conduite, questionnaire, clause, indicateurs de mesure de mise en œuvre de la politique RSE par les fournisseurs) | Evolution des Achats vers un renforcement des relations avec les principaux interlocuteurs sur :<br>- la gestion du risque lié à la chaîne d'approvisionnement, le développement des fournisseurs,<br>- la performance environnementale et les pratiques en matière de responsabilité sociale. |
| Enjeux économiques                      | Surveiller et gérer l'impact de la crise économique sur les fournisseurs      | Lancement en 2008 d'un projet d'amélioration de l'éco-efficience de la chaîne d'approvisionnement<br>→ objectifs arrêtés en 2009, système d'alerte en cours de développement  |  |
| REACH                                   | Faciliter la réponse de la chaîne d'approvisionnement à la mise en conformité | Coopération avec AIA et SAE pour développer des normes  |  |
| Soutien PME                             | Développer les partenariats   | Adhésion au Pacte PME International   |  |



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2001** : "Agenda 21".  
Adhésion au Global Compact.
- **2003** : mise en place la démarche éthique du Groupe (Memento Éthique).
- **2005 et nouvelle signature en 2009** : Accord sur la Responsabilité Sociale du Groupe EDF. Il fixe les engagements du Groupe et de ses salariés en matière de responsabilité sociale.
- **2008** : Lancement d'une politique DD Groupe.

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **Les grands domaines d'achats** : Production-ingénierie, tertiaire-prestations, informatique-télécoms, distribution-clients (achats pour ERDF) et travaux-distribution, auxquels s'ajoutent les achats de matières premières (combustible nucléaire et énergie fossile) et les achats d'énergie réalisés sur le marché de gros européen.
- Montant global des achats du Groupe EDF y.c. achats de combustibles et d'énergie : 37,3 milliards d'euros en 2008.

### Organisation de la fonction Achats :

- la Direction des achats d'EDF est chargée par la Direction Générale du Groupe d'assurer l'élaboration, la mise en oeuvre et le contrôle de la politique d'EDF en matière d'achats, à la maille de l'entreprise en France, ainsi que la coordination des synergies achats à la maille du Groupe.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes** :
  - **2004** : Insertion d'une clause sociale dans les Conditions Générales d'achat d'EDF.
  - **2006** : Déploiement de la charte DD entre EDF et ses fournisseurs, charte rendue systématique et obligatoire à compter de mi-2007.
  - **à compter de 2007** : Plus forte intégration des critères de RSE dans l'acte d'achat (évaluation d'aptitude des fournisseurs, REX fournisseurs), sensibilisation et formation des managers et des acheteurs d'EDF sur ces thèmes.

- **2008** : Réalisation d'une analyse des risques RSE fournisseurs (cartographie), élaboration d'un référentiel d'audits DD/RS fournisseurs et déploiement du programme d'audits.

Le thème de la relation avec les sous-traitants est parmi les thèmes choisis par le Comité de Dialogue sur la RSE (et l'une des 6 priorités RSE pour le Groupe en 2008-09).

#### • Mode d'implémentation :

- Projets pilote : métier/pays/famille d'achats.

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Evaluation, aptitude des fournisseurs :

- Questionnaire général d'évaluation d'aptitude des fournisseurs : un chapitre spécifique "Environnement-social-éthique".
- Questionnaire d'auto-évaluation fournisseurs DD/RS (pour 2010).

#### • Expression du besoin - cahier des charges :

- Guide des achats responsables : outil de dialogue avec les donneurs d'ordre internes pour une meilleure prise en compte des exigences DD/RS dans les cahiers des charges, pour des segments d'achat critiques (en expérimentation).
- EDF Energy : Cahier des charges fondé sur les 10 principes du GC et questionnaire d'auto-évaluation.

#### • Contractualisation :

- Clause sociale dans les Conditions Générales des contrats d'achat d'EDF.
- Charte DD entre EDF et ses fournisseurs : fait référence aux principes du GC, aux conventions de l'OIT et aux engagements d'EDF contenus dans l'Accord sur la Responsabilité Sociale. Elle vise à promouvoir l'application de ces principes par EDF, ses fournisseurs et leurs sous-traitants, dans le cadre d'une démarche commune, en identifiant les points critiques, définissant les actions de progrès et faisant un bilan annuel. Des moyens de surveillance seront mis en oeuvre, en tant que de besoin, pour en vérifier l'application. La charte DD est obligatoire pour tout fournisseur d'EDF retenu lors d'une nouvelle consultation. Elle fait partie intégrante du contrat d'achat.

#### • Réalisation du contrat :

- REX de la prestation du fournisseur sur les aspects DD/RS (Fiches Performance Fournisseur).
- Audits qualité intégrant un volet DD/RS.
- Audits DD/RS basés sur les normes SA 8000 et ISO 14001. Grille de 14 critères DD dont les Droits Fondamentaux et Sociaux, la maîtrise des émissions de CO2, la participation au développement territorial.

## Dispositif d'information et de formation DD/RSE

- **Un Portail Achats** : Offre aux fournisseurs d'EDF SA de nombreux services. Il permet de réaliser des consultations en ligne en toute transparence via un processus tracé et formalisé. Ce Portail permet également d'administrer les questionnaires fournisseurs.
- **Organisation de rencontres avec les fournisseurs** : Journées fournisseurs, Réunions d'information, Clubs Fournisseurs, Clubs Partenaires (métiers), Comités de suivi.
- **Actions de sensibilisation /formation** : Guide des Achats responsables (en cours) et organisation de sessions de formation pour les managers et les acheteurs.

## EDF - Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés  | Objectifs  | Indicateurs  | Réalisations  | Engagements  |
|--|--|--|---|--|
| <p>Amélioration de la performance RSE.</p> <p>Matières Premières et énergies :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respects des droits du travail (OIT),</li> <li>- Lutte contre la corruption.</li> </ul> <p>Production :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- S'engager avec les sous-traitants et fournisseurs dans une démarche DD,</li> <li>- Respect par les fournisseurs et sous-traitants des droits du travail.</li> </ul> <p>Fin d'exploitation et gestion des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Impacts sur le tissu local,</li> <li>- Provisions liées.</li> </ul> | <p>Associer ses fournisseurs à l'amélioration de la performance RSE dans une relation gagnant /gagnant.</p> <p>Inscrire les partenariats dans la démarche «environnement et DD» du Groupe.</p>                               | <p>Mise en place d'un système d'évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- questionnaire,</li> <li>- audits.</li> </ul> <p>- Nombre d'audits,</p> <p>- Pays couverts,</p> <p>- Segments d'achats.</p> | <p>Les processus d'achat s'appuient sur la mise à disposition de contrats performants et d'outils d'analyse efficaces.</p> <p>Cartographie des risques.</p> <p>Programme d'audits de fournisseurs (Europe, Asie, Afrique du Nord).</p> <p>UK : Cahier des charges fondé sur le Global Compact et notation du risque à partir d'une auto évaluation.</p> | <p>En 2009, amplification du programme avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation d'un tiers du nombre d'audits,</li> <li>- Expérimentation d'un questionnaire d'auto évaluation et d'un guide Achats responsables sur quelques segments d'achats critiques,</li> <li>- Adaptation annuelle de l'objectif de couverture en fonction du retour d'expérience.</li> </ul> <p>Objectif : Evaluer la prise en compte des aspects DD et responsabilité sociale dans l'acte d'achat.</p> <p>En cas de risque trop élevé, accompagnement du fournisseur par EDF Energy pour améliorer ses processus.</p> |
| <p>Soutien aux fournisseurs locaux (PME – secteur adapté)</p>  | <p>Développer les achats sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le secteur protégé,</li> <li>- Le secteur de l'économie sociale et solidaire,</li> <li>- Les entreprises locales,</li> <li>- Les PME.</li> </ul> | <p>Achats facturés au secteur protégé et évolution annuelle.</p>   | <p>Plus de 8,8 M€/an d'achats en moyenne entre 2006 et 2008 pour EDF, dans le cadre de l'accord national pour l'intégration des personnes handicapées.</p> <p>Intégration dans le panel Fournisseur en Lorraine et Nord Pas de Calais</p> <p>Adhésion au Pacte PME et à l'association Pacte PME international.</p>                                      | <p>Nouvel accord 2009-2012 (objectif de 6 M€/an en moyenne pour EDF SA, hors ERDF) : recherche de nouveaux segments d'achats.</p> <p>Encouragement à davantage intégrer le secteur dans le panel Fournisseurs : réaliser un état des lieux des achats aux Entreprises d'Insertion et ETTI et définir un objectif de volume à atteindre/an.</p> <p>Valoriser leurs industries en facilitant l'accès aux appels d'offres.</p>  |
| <p>Autres bonnes pratiques identifiées</p>   | <p>Amélioration de la sécurité sur les chantiers.</p>  | <p>Nombre d'accidents chez les sous-traitants.</p>   | <p>Ex MECO au Vietnam :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fixation d'un niveau de tolérance,</li> <li>- Formation/revues de sécurité.</li> </ul>   |  |

Sources : - Sites EDF (<http://groupe.edf.com/>) EDF DD (<http://developpement-durable.edf.com/accueil-com-fr/edf-developpement-durable-150001.html>) et EDF Fournisseurs (<http://fournisseurs.edf.fr/>) - Rapport Annuel 2008 - Rapport DD 2008.

Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site : Accord sur la Responsabilité Sociale d'EDF - Charte DD entre EDF et ses fournisseurs - le Mémento Éthique.



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2003** : Adhésion au Global Compact

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **2008** : 1 351 millions d'euros  
La sous-traitance représente un peu plus de 10 % des achats pour le groupe.

### Organisation de la fonction Achats :

- **Direction des Achats Groupe**
  - Politique achats centraux pour les matières premières et produits entrant dans la composition ou la fabrication des verres correcteurs (assurance qualité internationale et cohérence des approvisionnements)
  - Politique achats fournisseurs locaux pour tous les autres achats

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes** : cf. pilotage de la démarche

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

- **Référencement** :
  - Déclaration d'engagement :
    - Charte HSE associée au Guide HSE des projets
  - Diagnostic et évaluation des fournisseurs :
    - Critères DD dans les grilles d'évaluation
- **Contractualisation** :
  - Critères DD inclus dans les conditions générales d'Achats

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

- **Partage de l'information** :
  - Plateforme Vision Web
- **Sensibilisation - formation**
  - Sensibilisation aux aspects HSE

## ESSILOR – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés           | Indicateurs                            | Réalisations  |
|---------------------------------|--|---|
| Sensibilisation aux aspects HSE | Formation                              | Formation permanente et continue des collaborateurs aux aspects HSE dans le cadre des systèmes de management HSE (Certifiés ISO 14001 et OHSAS 18001) mis en place dans 100 % des unités de production du groupe. Organisation de formation aux aspects HSE et/ou de conventions pour les fournisseurs et sous-traitants. (Par exemple convention fournisseurs à Charenton, France en 2005, semaine HSE à Chihuahua, Mexique en 2006) |
| Prévention des risques          | Clauses RSE                            | 2003 : Critères DD inclus dans les conditions générales d'achats  |
| REACH                           | Evaluation RSE                         | Critères DD progressivement intégrés dans les grilles d'évaluation des fournisseurs   |
|                                 |  | 2008 : Mise en place de différentes actions par un groupe de travail ad hoc   |
| Soutien fournisseurs locaux     | Recours aux PME et entreprises locales | Le groupe génère des courants d'affaires significatifs avec ses fournisseurs de produits généralement consommables et de services locaux en leur réservant de façon quasi exclusive la part consacrée aux achats non imposés par le référencement central<br>La mise en place d'un indicateur chiffré est en cours d'élaboration  |

Sources : - Site Essilor International (<http://www.essilor.com/>)

- Rapport Annuel 2008 ([http://www.essilor.com/IMG/pdf/Essilor\\_RapportAnnuel2008.pdf](http://www.essilor.com/IMG/pdf/Essilor_RapportAnnuel2008.pdf))

- Rapport DD 2006 (Mieux voir le monde) ([http://www.essilor.com/IMG/pdf/MieuxVoirLeMonde\\_2006.pdf](http://www.essilor.com/IMG/pdf/MieuxVoirLeMonde_2006.pdf))

- Doc de référence 2008 ([http://www.essilor.com/IMG/pdf/Essilor\\_DDR\\_2008.pdf](http://www.essilor.com/IMG/pdf/Essilor_DDR_2008.pdf))



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **1996** : Signature de la Charte Environnement de l'ETNO
- **2000** : Adhésion au Global Compact
- **2003** : Formalisation de la Charte de Déontologie
- **2004** : Signature de la Charte DD de l'ETNO
- **2006** : Signature de l'Accord Groupe avec l'alliance syndicale mondiale UNI
- **2007** : Signature du cadre de référence européen pour un usage plus sûr du téléphone mobile par les jeunes adolescents et les enfants
- **2008** : Lancement de l'alliance mobile contre l'exploitation sexuelle des enfants  
Signature du Caring for Climate

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **2008** : Achats de biens et services : 23 652 millions € . Répartition des achats 2008 selon la localisation géographique du signataire du contrat d'achat (350 principaux fournisseurs représentant 80% du total des achats) : France : 46%, Europe : 26%, Asie : 9%, Amérique-Antilles : 5%, Afrique et Moyen Orient : 1%, Espagne : 2%, Royaume Uni : 5%, Pologne : 6%

### Organisation de la fonction Achats :

- Le pilotage des relations avec les fournisseurs au niveau du Groupe est confié à la Direction des Achats et de la Supply Chain.

L'organisation de la fonction Achat comprend :

- Des équipes centrales spécialisées par domaines et catégories d'achat : garantes de la consolidation des volumes et de la rationalisation des spécifications. Elles développent des contrats cadres pour l'ensemble des entités du Groupe et gèrent les principaux projets,
- Des équipes achats au sein des pays : mettent en œuvre ces contrats cadres, négocient des contrats locaux complémentaires et pilotent les commandes de produits non stockés en prenant en compte les intérêts et contraintes de leur entité,
- Un processus achat structuré : en 7 étapes allant de la segmentation de la catégorie d'achat à la mesure de la performance des fournisseurs. Selon les étapes, différentes actions structurées sont mises en œuvre pour la réalisation des projets d'achat.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Ambitions :

- Maîtriser les risques éthiques et environnementaux liés aux achats
- Contribuer à une meilleure prise en compte des principes de développement durable par les fournisseurs et sous-traitants
- Développer les achats de produits plus respectueux de l'environnement

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

- **2004** : 1<sup>ère</sup> campagne d'évaluation de connaissance DD des fournisseurs via un questionnaire  
Mise en place de l'outil QREDIC outil de mesure de la performance des fournisseurs
- **2006** : Réalisation d'une cartographie des risques

#### • Implémentation :

- Evaluation ciblée sur les catégories d'achats à risque
- Développement des actions de formation/sensibilisation vers la communauté Achats
- Mise en place d'un réseau de correspondants DD/achats

## Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

- Charte de Déontologie du Groupe :

Enonce les valeurs du Groupe et expose ses principes d'action à l'égard de ses clients, de ses actionnaires, de ses collaborateurs, de ses fournisseurs et de ses concurrents, ainsi qu'à l'égard de l'environnement et des pays où le Groupe opère.

- **Référencement :**

→ Déclaration d'engagement :

- Accord mondial sur les droits sociaux fondamentaux au sein du groupe France Télécom :

Accord dans lequel le Groupe s'engage, au niveau mondial, à conduire une politique sociale respectueuse des droits sociaux fondamentaux et des libertés individuelles. A ce titre les fournisseurs doivent s'engager à prendre en compte la lutte contre toute forme de travail obligatoire ou forcé, l'interdiction du travail des enfants, la non-discrimination. Cet engagement est non négociable.

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- Questionnaires adaptés aux catégories d'achat (phase de consultation)

Portent sur l'organisation et la localisation des fournisseurs, les processus mis en œuvre pour en déterminer les risques environnementaux et sociétaux.

- Appel d'offres intégrant des demandes sur les performances environnementales des produits (Rapport annuel et de DD page 65)

- **Contractualisation :**

- Clause "Pratiques Éthiques et Responsabilité d'Entreprise"

- **Réalisation du contrat :**

- Dispositif d'évaluation globale de la performance des fournisseurs (QREDIC).

Outre le tryptique qualité-délais-coûts, QREDIC, permet de mesurer la performance globale (économique, environnementale, sociale et éthique) des fournisseurs.

- Revues régulières des fournisseurs clés et stratégiques
- Procédure de signalement de tout accident majeur impliquant collaborateur, ST sur site.

- Audits qualifiés par un tiers

## Dispositif d'information et de formation DD/RSE

- **Sensibilisation/formation**

- Modules de formation/sensibilisation sur le DD, la RSE, la santé/sécurité, la gestion responsable des déchets

- **Partage de l'information**

- Campagne de sensibilisation aux gestes verts
- Réunions avec les fournisseurs
- Mise en place d'un reporting Groupe
- Espace Fournisseurs (site internet – rubrique PP)

- **Aide à la décision**

- Elaboration de guides pratiques
- Appui par un réseau de conseillers et correspondants dédiés

## FRANCE TÉLÉCOM – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE Identifiés   | Objectifs  | Indicateurs  | Réalisations 2008   | Engagements 2009  |
|---|--|--|---|---|
| Amélioration de la prise en compte du DD par les fournisseurs | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion des principes d'achats responsables :</li> <li>- Maîtrise des risques RSE</li> <li>- Meilleure prise en compte des principes du DD chez les sous-traitants et fournisseurs</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Déploiement du programme Achats Responsables</li> <li>- %/nombre collaborateurs sensibilisés/formés</li> <li>- Couverture pays/achats du dispositif d'évaluation</li> <li>- Intégration de la Clause Éthique et Environnement dans les contrats locaux</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre du programme dans chaque équipe d'approvisionnement locale par un correspondant identifié "achats responsable" (Manager filiale, directeur achat et/ou correspondant de la zone)</li> <li>- 90% des collaborateurs d'Orange sensibilisés à l'éthique</li> <li>- 52 acheteurs et juristes ont suivi un module de formation DD</li> <li>- Formation DD dispensée aux acheteurs en Pologne, Slovaquie, Roumanie</li> <li>- Audits en Chine (auditeurs internes)</li> <li>- Le Dispositif QREDIC couvre tous les achats Groupe et les contrats locaux en France, Sénégal, UK, et Slovaquie.</li> <li>- Mise à jour de la Clause pour une meilleure compréhension par les Fournisseurs et spécification des 5 conventions de l'OIT</li> <li>- Nouvelle Clause diffusée dans les filiales</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégrer un volet "économie d'énergie et DD" lors des réunions fournisseurs</li> <li>- Campagne d'audits par prestataire local en Chine</li> <li>- Déployer l'outil QREDIC pour les contrats locaux d'autres pays</li> <li>- Adapter la Clause Pratiques Éthiques RSE aux pays émergents (Asie/Inde) pour une meilleure compréhension des engagements du Groupe</li> </ul> |
| Développement de produits plus respectueux de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer des achats plus respectueux de l'environnement</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- % utilisation papier certifié FSC ou labels équivalents</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Critère intégré dans les appels d'offres achats Groupe</li> <li>- En France, plus de 91% de la documentation commerciale est recyclée ou certifiée et 13% des impressions internes</li> <li>- au UK : plus de 50% des achats en papier recyclé</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Introduire des critères environnementaux dans le choix des terminaux mobiles distribués par le Groupe</li> </ul>   |
| DEEE  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Passer des accords de collecte avec les fournisseurs</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- % de traitement</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Collecte en France de près de 70% des DEEE recyclables</li> <li>- 83 600 routeurs désinstallés ont été recyclés</li> </ul>   |   |
| REACH   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la conformité par une approche systématique des fournisseurs</li> </ul>   |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un processus fondé sur un questionnaire par internet</li> </ul>  |   |
| Soutien secteur adapté  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer des achats verts</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Montant des achats</li> <li>- Nombre de produits disponibles</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accord signé pour 2008 - 10 : réalisation campagne de communication et plus de 16 M€ d'achats</li> <li>- Membre du club Gesat</li> </ul>   |   |
| Autres bonnes pratiques identifiées                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diminution des émissions de CO2</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- % utilisation énergie verte</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lancement de l'affichage écologique de 30 produits en France</li> <li>- Economies liées à la flotte de véhicules et aux déplacements</li> <li>- Au UK : 80% des achats d'électricité sont d'origine renouvelable</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Réduire les émissions de 20% entre 2006 et 2020</li> </ul>   |

Sources : - Site France Télécom (<http://www.francetelecom.com/>)

- Rapport annuel et de Développement Durable 2008
- Document de Référence 2008 Rapport RSE 2008

Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Charte de Déontologie
- Texte accords mondiaux sur les droits sociaux fondamentaux au sein de FT



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2003** : Adhésion au Global Compact
- **2002** : Signature par le Groupe Suez d'une Charte Santé Sécurité dont le périmètre d'application a été étendu au monde entier  
Membre du WBCSD  
Membre EITI - Extractive Industries Transparency Initiative
- **2005** : Participation à la création de EDH – Entreprise pour les Droits de l'Homme
- **2008** : Signature par GAZ de France d'un Accord Responsabilité Sociale d'Entreprise avec l'ensemble de ses partenaires sociaux européens et français  
Membre actif des fondations FACE et FAPE

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- 1<sup>er</sup> acheteur de gaz naturel et 1<sup>er</sup> acheteur et importateur du GNL en Europe
- 2008 : 35 879 millions d'euros
- Les contrats à long terme représentent plus des 2/3 des achats de gaz du Groupe.
- Les 2 premiers fournisseurs du gaz sont la Norvège et les Pays-Bas : 23,4 % et 14,5 % des approvisionnements à long terme du Groupe (25,1 % et 15,6 % en quote-part), La Russie, 3<sup>ème</sup> fournisseur du Groupe, représente 13,8 % du portefeuille (14,8 % en quote-part).

### Organisation de la fonction Achats :

- Le Groupe a mis en place, une Direction des achats chargée de sélectionner les fournisseurs, d'optimiser les approvisionnements pour toutes les filiales et de faire respecter des critères de qualité et de rentabilité.
- La Direction des Achats de GDF SUEZ au travers d'une organisation matricielle avec les branches et les BU a la responsabilité de l'ensemble des achats hors énergie et de la gestion des catégories transverses.
- La filière achats est organisée aux 3 niveaux du Groupe (centre, branche, BU) pour assurer le sourcing des biens et services (hors énergie des branches Energie-BEEI, BEF et B3G). Elle collabore avec les prescripteurs pour définir les besoins et détermine les stratégies achats.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

- 2008 : Constitution d'un Comité Achats Durables
- Elaboration d'un plan d'action Achats Durables autour de 3 axes : Produits/acheteurs/fournisseurs
- Appui par un réseau de correspondants DD : 80 correspondants DD présents dans les business units et les fonctions support (achats, ressources humaines, santé et sécurité, éthique, commercial...), assurent la mise en œuvre des actions et les échanges de bonnes pratiques entre entités.
- Mise en place de partenariats long terme avec des fournisseurs stratégiques

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- "Dispositif Éthique et Compliance" :

Document de transition applicable à toutes les entités du Groupe, expose la méthode et l'organisation éthique du Groupe, en attendant la diffusion de la nouvelle Charte Éthique.

Article 1.3.2 : La sensibilisation et l'information des co-investisseurs, co-traitants, fournisseurs et sous-traitants :

- Lorsqu'un collaborateur contracte au nom d'une entité du Groupe avec un co-investisseur, un co-traitant, un fournisseur ou un sous-traitant, il effectue une vérification raisonnable des informations qu'il possède sur l'entreprise co-contractante afin de savoir si cette dernière n'a pas eu, dans un passé proche, de comportement contraire aux règles de l'éthique, du DD et de la RSE.
- Il informe également ses interlocuteurs de l'entreprise co-contractante de l'existence du Dispositif Éthique et Compliance de GDF SUEZ en leur remettant le présent document.
- Le cas échéant, il leur impose contractuellement le respect de codes ou procédures d'application précis et pertinents vis-à-vis des risques éthiques du co-investisseur, du co-traitant, du fournisseur ou du sous-traitant.
- "Charte éthique des achats" et "Déontologie des relations avec les fournisseurs". Stipulent notamment que chaque acheteur doit respecter "les engagements du Groupe en matière de DD" lors de l'acte d'achat et intégrer "les préoccupations environnementales et sociétales comme critère de sélection des fournisseurs et des produits.
- Charte de l'environnement

- Guide de la relation commerciale

La relation commerciale doit toujours respecter les principes éthiques du Groupe : Respect des réglementations nationales mais aussi internationales et, au-delà, des principes et standards du Groupe qui n'admet pas les atteintes à la concurrence ou les abus de position, y compris dans la politique d'achats.

• **Contractualisation :**

- Intégration progressive de critères DD dans la sélection des fournisseurs
- Clause d'engagement des fournisseurs à respecter les droits sociaux, humains et les contraintes environnementales intégrée dans les contrats du Groupe.
- Certification Biomasse Durable :  
Tous les fournisseurs sont soumis à un audit complet par un organisme indépendant.

**Dispositif d'information et de formation DD/RSE**

• **Partage de l'information**

- Mise en place d'un intranet dédié achats
- Adresse électronique accessible à tous les collaborateurs sur les questions éthiques : [ethics@gdfsuez.com](mailto:ethics@gdfsuez.com)

• **Sensibilisation - Formation**

- Mise en place de formation en ligne, de stages thématiques
- Réalisation de brochures pédagogiques.  
Exemple : Guide des éco-gestes

**GDF SUEZ - Pilotage de la démarche ::**

| Enjeux RSE  | Objectifs  | Réalisations  | Engagements 2009 - 2010  |
|---|--|---|--|
| Environnementaux<br>Éthiques<br>Sociaux             | <p>Analyse du cycle de vie et du processus de fabrication des produits</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer la part des énergies renouvelables dans la capacité de production</li> </ul> <p>Promouvoir un comportement éthique de la relation commerciale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation et mobilisation des acheteurs</li> </ul> <p>Suivre les progrès des fournisseurs en matière sociale et environnementale</p> | <p>Etablissement d'une veille spécifique et intégration progressive de critères DD pour la sélection des fournisseurs</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des acheteurs</li> <li>- Mise en place d'un intranet dédié</li> <li>- Recensement des bonnes pratiques initiées dans le groupe</li> <li>- Elaboration d'une nouvelle Charte Éthique</li> <li>- Intégration progressive d'une clause DD dans les contrats</li> <li>- Mise en place d'un accompagnement si nécessaire</li> </ul> <p>Mise en oeuvre par les entités et filiales de mesures de prévention et de protection, permettant d'assurer la sécurité des collaborateurs et des sous-traitants sur les différents sites d'intervention.</p> | <p>Déployer le plan d'action Achats durables</p> <p>Mettre en place une formation "Nouvelles responsabilités du management"</p> <p>Poursuivre la diffusion du stage "Éthique des affaires"</p> |
| Santé - sécurité au travail                         | <p>Limitier les atteintes à la santé chez les salariés des sous-traitants</p>  | <p>Démarches entreprises vis à vis des fournisseurs</p>   |  |
| REACH   | <p>Assurer la continuité des activités</p>   |   |  |
| Soutien fournisseurs locaux (PME - secteur protégé) | <p>Fournisseurs locaux</p> <p>PME</p> <p>Secteur protégé</p> <p>Lutte contre l'exclusion</p>   | <p>Participation à l'économie locale en favorisant le recours à des fournisseurs locaux</p> <p>Adhésion au Pacte PME International</p> <p>Membre du Club GESAT</p> <p>Partenariat avec Emmaüs</p>   | <p>Se comporter en entreprise solidaire</p>  |
| Autres bonnes pratiques identifiées                 | <p>Réduction de l'empreinte écologique</p>   | <p>La flotte "verte" représente 88,84% de la flotte de camions</p> <p>4,60 % de la flotte fonctionnent avec des carburants alternatifs</p>  | <p>Indicateurs :<br/>Part de la flotte "verte" et de celle "carburants alternatifs"</p>  |

Sources : - Site GDF Suez (<http://www.gdfsuez.com/fr/>) - Rapport d'activité et de DD et Document de Référence 2008 - Développement Durable 2008-2009

Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site : - Dispositif Éthique et Compliance - L'éthique des achats - Déontologie des relations avec les fournisseurs - Guide pratique de la relation commerciale - Charte de l'environnement



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **1996** : Adhésion au Global Compact  
Membre du WBSCD
- **2006** : Adhésion à la RSPO - Round Table on Sustainable Palm Oil  
Membre fondateur de la "Supply Chain Leadership Collaboration" du Carbon Disclosure Project Participation aux groupes de travail du GSCP
- **2008** : Société "leader" du laboratoire avec CSR Europe pour le lancement du portail européen sur la gestion responsable des chaînes d'approvisionnement.

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **2008** : 5,240 milliards d'euros d'achats de biens et de services

### Organisation de la fonction Achats :

- Processus d'achats organisé autour de 6 types d'activité (matières premières, emballages/packaging, PLV/promo, équipements, achats indirects, contract manufacturing)
- Un réseau d'interlocuteurs dédié à chacun d'entre eux.
- Centralisation de l'ensemble des achats en 4 pôles géographiques
- **2007** : Intégration de la Direction de la "Supply Chain" à la Direction Générale des Opérations
- **2008** : Création de 2 équipes d'acheteurs dédiées à l'innovation et aux partenariats durables.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Mise en place d'un programme d'achats responsables qui implique les fournisseurs dans une politique d'achats durables et responsables**
  - Création de partenariats long terme
  - Travail collaboratif
  - Mise en place d'un système d'évaluation RSE (Plateforme labour standards programme) des fournisseurs et sous-traitants mais également des sites L'Oréal
  - Mise en place d'un programme de RSE : Programme L'Oréal Buy & Care

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

- Déclaration d'engagement :
  - La Charte Éthique :  
Comprend un chapitre dédié aux relations avec les fournisseurs
  - Code de Déontologie Achats  
Engagements éthiques que chaque acheteur s'engage à respecter et en particulier formalisés dans les conditions générales d'achats et de paiement
- Diagnostic et évaluation des fournisseurs :
  - Processus structuré pour l'intégration de tout nouveau fournisseur au sein de la communauté fournisseurs de L'Oréal
- Phase de prospection : "check-in" :
  - Collecte des informations auprès du fournisseur et remise du kit "Welcome on Board".

#### • Contractualisation : phase de pilote

- Evaluation de la performance : Analyse des données financières et techniques du fournisseur, de sa structure et de son implantation géographique. Organisation d'audits indépendants sur les normes de qualité, d'hygiène, de sécurité, et de conditions sociales. Audits sociaux : Réalisés par des auditeurs externes
- Consolidation de la phase Pilote : le fournisseur commence à livrer.  
Suivi des indicateurs de performance et réalisation fréquente de bilans.

#### • Réalisation du contrat : phase d'opération

- Normalisation de la relation entre l'Oréal et le fournisseur avec transmission régulière des indicateurs de performance, réunions de travail avec les équipes du Groupe, mise en place de projets d'amélioration continue etc.

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

#### • Partage de l'information

- Organisation de réunions d'échanges de bonnes pratiques avec les fournisseurs
- Ouverture d'un espace dédié fournisseur sur le site internet
- Membre fondateur du Responsible Supply Chain Portal avec CSR Europe
- Formalisation d'outils d'aide à la décision :  
Exemple : Charte logistique Fournisseurs L'Oréal

#### • Sensibilisation/formation

- Parcours de formation Éthique : basé sur des techniques de "Blended Learning" et intégré dans les sessions de formation existantes
- Kit "Welcome on Board".

## L'ORÉAL - Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés   | Objectifs   | Indicateurs  | Réalisations   |
|---|---|--|--|
| Pérenniser les relations avec les fournisseurs et sous-traitants dans une logique gagnant/gagnant | Créer des partenariats long terme basés sur : respect mutuel, transparence, communication régulière, standards élevés | % de partenariats long terme   | -75% des fournisseurs travaillent avec le groupe depuis plus de 10 ans<br>- Mise en place d'un programme Achats responsables   |
| Respect de l'environnement  | - Réduction de l'impact de l'activité et des produits<br>- Préservation de la biodiversité                            | Actions mises en œuvre<br>% de fournisseurs intégrés dans l'enquête SCLC   | - Réduction de la consommation d'énergie des équipements industriels, utilisation de matériaux recyclés, réduction poids des emballages, réduction empreinte carbone, démarche chimie verte, référentiel de qualification RSE des matières <sup>1</sup> ères<br><br>- L'Oréal partenaire du Carbon disclosure Project : 30% des fournisseurs intégrés dans l'enquête du projet Supply Chain Leadership Collaboration - SCLC  |
| Respect des droits fondamentaux<br>Social/hygiène et sécurité                                     | S'assurer du respect des règles de l'OIT chez les fournisseurs  | Evaluation des fournisseurs :<br>Travail collaboratif<br>Nombre de fournisseurs consultés<br><br>Système d'évaluation<br><br>Audits sociaux :<br>- Nombre/an<br>- Zones géographiques<br>- résultats<br>- type de non conformité (cf. RA 2008 p67) | 2008 : organisation de 2 réunions d'échange de bonnes pratiques avec 70 fournisseurs clefs<br>2008 : 400 business reviews organisées avec les principaux fournisseurs<br>Création d'une plateforme "Labour Standards programme" Analyse des non conformités aux exigences Groupe<br>2008 : 688 audits à travers le monde<br><br>Engagements 2009 :<br>Envoi du nouveau Code d'Éthique des Achats à l'ensemble des acheteurs<br>Encourager les échanges de bonnes pratiques via le site internet<br>Organisation de groupes de travail et d'échange sur le DD et l'innovation avec 10 fournisseurs majeurs      |
| Soutien fournisseurs locaux   | Faire appliquer la politique Diversité Groupe aux fournisseurs<br><br>Soutenir le commerce équitable (CE)             | Volume de matières premières CE utilisées  | Développement des collaborations avec les entreprises locales, PME, entreprises d'insertion<br><br>Sensibilisation des fournisseurs en interne de leur organisation :<br>2007 : conférence fournisseurs "Together for Diversity" en présence de 100 CEO + DRH fournisseurs<br><br>Les laboratoires ont introduit 6 matières <sup>1</sup> ères CE dans les projets de nouveaux produits<br><br>65% des produits Body Shop contiennent des produits CE<br><br>Community Trade Programme<br><br>Engagement pris de se fournir d'ici 2010 exclusivement en huile de palme certifiée durable par la RSPO (SG model) |

### Sources :

- Site L'Oréal (<http://www.loreal.fr/>) - rubrique fournisseurs
- Rapport Annuel 2008
- Rapport DD 2008 (version anglaise)

### Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Charte éthique



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2000** : Premier partenariat avec WWF
- **2006** : Adhésion au Global Compact
  - Co-présidence de l'initiative "Efficacité énergétique des bâtiments" (EEB) au sein du WBCSD
  - Plusieurs partenariats avec des ONG

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **2008** : 10,7 milliards d'euros d'achats
- **Répartition par familles d'achats** : Matières premières : 30,3%, transport : 17,6%, services publics : 10,8%, produits et consommables industriels : 10,5%, services et produits généraux : 9,4%, investissements et équipements industriels : 10%, produits de négoce : 2,4%
- **Répartition par zone géographique** : Europe : 37%, Amérique du Nord : 24%, Asie : 15%, Méditerranée : 13%, Afrique : 7%, Amérique du Sud : 4%
- **Sous-traitance** : 29,6% des effectifs du Groupe

### Organisation de la fonction Achats :

- Organisation par pays et/ou par Business Unit et par gamme de produits
- Pilotage par la fonction centrale des achats avec des plans d'actions et des responsabilités achats spécifiques
- Chaque comité exécutif local désigne une personne spécifique chargée du respect du droit du travail local en matière de sous-traitance

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes** :
  - Mise en place d'un réseau de correspondants en interne
  - Partenariats externes pour trouver des solutions en matière de construction durable et de changement climatique
  - Réalisation de projets pilote

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

- **Référencement** :
  - Déclaration d'engagement :
    - Guide d'Achats
    - Code de Conduite des affaires
      - Inclut les Règles de la concurrence
  - Diagnostic et évaluation des fournisseurs :
    - Un pilote sur 50 fournisseurs mondiaux a été réalisé en 2009
- **Contractualisation** :
  - 10 clauses du GC incluses dans les contrats type
  - Engagement de conformité aux politiques, pratiques et objectifs en matière de santé et de sécurité.
- **Réalisation du contrat** :
  - Feuille de route sécurité : comprend un régime de contrôle et d'audit ainsi qu'un système exhaustif de gestion des incidents

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

- **Partage de l'information**
  - Edition de brochures thématiques : ex : Sécurité Fournisseurs et DD
  - Organisation de réunions d'échange de bonnes pratiques
  - Ligne téléphonique dédiée pour signaler les manquements au Code D'Éthique
- **Sensibilisation/formation**
  - Actions de formation et d'information pour les collaborateurs, sous-traitants et fournisseurs sur les aspects sécurité
  - Certification de formation à la conduite et pacte sécurité chauffeur

## LAFARGE – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE Identifiés   | Objectifs   | Indicateurs  | Réalisations  | Engagement   |
|---|---|--|---|--|
| <p>Risques en matière de :</p> <p>Droits sociaux dans les pays émergents</p> <p>Sécurité des sous-traitants</p> <p>Approvisionnement des matières premières</p> | <p>- S'assurer du respect des règles du Groupe et des conventions de l'OIT chez les sous-traitants et fournisseurs.</p> <p>- Réduire le taux d'accidents sur les chantiers et dans les transports</p> <p>- Sécuriser les approvisionnements</p> | <p>Dispositif de surveillance</p> <p>Clauses dans les contrats</p> <p>Développement programme spécifique</p> <p>Couverture de diffusion de l'outil de sensibilisation</p> <p>Taux d'accidents</p> <p>Heures de formation</p> | <p>Désignation d'un correspondant interne local</p> <p>Demande d'engagement des fournisseurs</p> <p>Inclusion des 10 clauses du Global Compact dans les contrats type en Afrique, Amérique, Europe et Moyen Orient</p> <p>Lancement du Programme "Driving for excellence" en Afrique de l'Est</p> <p>Check list obligatoire camion</p> <p>Brochure DD et sécurité en cours de diffusion à tous les fournisseurs</p> <p>0 accident fatal depuis 2006</p> <p>157 316 h à fin 2008 dont 31 110 chez les sous-traitants</p> <p>Contrats à long terme renouvelables - Contrats Cadre</p> | <p>Extension du programme en Asie en 2009</p> <p>Objectif Zéro accident mortel</p> |
| <p>Soutien fournisseurs locaux</p> <p>Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des populations dans les 79 pays de présence du groupe</p>               | <p>- Agir en faveur de l'environnement naturel</p> <p>- Contribuer au développement économique local</p> <p>- Participer à la protection de leur santé et au respect de leurs droits</p>  | <p>Part des achats locaux</p> <p>Montant et %</p> <p>Personnes bénéficiant d'un traitement contre le paludisme</p>   | <p>Achat de produits locaux, à l'exception des accords nationaux et internationaux pour les marchandises stratégiques</p> <p>Ex Inde : 156,1 millions d'euros dont 93,5% réalisés auprès de fournisseurs locaux</p> <p>Depuis 2006, programme de lutte contre le paludisme</p> <p>2007 : 17 500 personnes ont bénéficié de traitement (employés, personnes à charge, sous-traitants et membres des communautés)</p>   |  |
| <p>Secteur protégé</p>  | <p>- Favoriser l'emploi des personnes handicapées</p>   |  | <p>Le nombre des travaux et tâches de sous-traitance confié au secteur protégé a progressé</p>  |  |

Sources : - Site Lafarge (<http://www.lafarge.fr/wps/portal/>)

- Rapport DD 2008

- Document de Référence 2008

Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Code de Conduite des Affaires

- les 11 règles santé – sécurité

- le Guide Achats

- Brochure fournisseurs Sécurité et Développement Durable



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2003** : Adhésion au Global Compact
- **2008** : Création d'une Direction du Développement Durable au sein de la Direction des Relations Humaines et de la Communication du Groupe.

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **Montant total d'achats** : autour de 6 milliards d'euros

### Organisation de la fonction Achats :

- Direction Achats Groupe et coordination Achats
- Directions Achats par branche d'activité

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes** :
  - Intégration de certaines actions RSE par la Direction Achats Groupe, notamment dans le cadre de la Coordination Achats à laquelle participe chacune des branches
  - Actions spécifiques mises en œuvre au niveau des branches : évaluations et échanges de bonnes pratiques avec les sous-traitants
  - 2008 : Mise en œuvre d'une politique Achats Responsables  
Le DD devient une préoccupation transversale de plus en plus présente dans la fonction Achats qui en fait un de ses 8 principes fondamentaux

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- Le Code de Déontologie Groupe :  
Le principe du respect des règles de déontologie vis-à-vis des fournisseurs est par ailleurs rappelé dans la Politique Achats mise en œuvre au sein du Groupe depuis 2008.
- La Charte de DD :  
Intégrée dans les appels d'offre et contrats
- Codes et Chartes spécifiques aux entités :
  - Le Code d'Éthique de Lagardère Publishing  
Couvre les 3 thèmes du DD - social - environnemental - économique
  - Le Code d'Éthique des Editions Hachette :  
Rappelle les principes fondamentaux de respects des droits de l'homme et des droits de l'enfant. Prévoit les audits et la possible résiliation du contrat accompagnée de pénalité financière en cas de non respects des dispositions du Code.
  - Charte d'Engagement de Lagardère Services :  
Réservée aux fournisseurs fabriquant en Asie des produits vendus en Europe. Elle comprend les mêmes exigences sociales, et une réalisation d'audits mensuels.

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- Questionnaires sur la politique environnementale (Pôle presse magazine)

#### • Contractualisation :

- Intégration ancienne des critères éthiques, sociaux et environnementaux dans les contrats :
- Demande de labellisation Lagardère Publishing :  
Demande de certification de type ISO 14 001 et OHSAS 18001

#### • Réalisation du contrat :

- Audits de suivi du Code Éthique par des tiers indépendants (Editions Hachette Collections)

## LAGARDERE- Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés   | Objectifs   | Indicateurs   | Réalizations  |
|---|---|---|---|
| <p>Environnement</p> <p>Réduire les impacts environnementaux<br/>- du transport des livres et journaux</p> <p>- de la fabrication</p> | <p>Rationaliser la chaîne de transport liée aux activités d'impression, brochage, routage et distribution</p> <p>Améliorer la performance environnementale</p> <p>Evaluer les politiques environnementales des fournisseurs</p> | <p>% de papetiers certifiés ISO 14001 et progression annuelle</p> <p>% de papier certifié FSC et PEFC et progression annuelle</p> <p>Couverture de sous-traitants évalués</p> | <p>Echange avec les sous-traitants pour limiter les transports d'un sous-traitant à l'autre<br/>Sélection en fonction de critères environnementaux (utilisation de produits dangereux, émissions dans l'air, gestion des déchets)</p> <p>Lagardère Publishing :<br/>Certification type ISO 14001 des papetiers : 95 % en 2007 contre 90% en 2006<br/>Incitation à la certification FSC et PEFC :<br/>La part du papier certifié a atteint 65% en 2007 contre 50% en 2006<br/>Lagardère Active :<br/>65% des bois utilisés par les fournisseurs sont issus de forêts certifiées.</p> <p>Pôle presse magazine<br/>Evaluation des politiques environnementales via des questionnaires<br/>2006 : Imprimeurs français<br/>2007 : Extension aux principaux sous-traitants représentant 65% du coût d'impression à l'étranger</p> |
| <p>Social</p>   | <p>S'assurer du respect des engagements en matière de conditions de travail, hygiène et sécurité</p>  | <p>% d'imprimeurs certifiés OHSAS 1800 ou équivalent</p> <p>Suivi des audits :<br/>Nombre de contre audits et d'exclusion</p>   | <p>Lagardère Publishing :<br/>Sensibilisation prioritaire dans les pays à faible législation sociale<br/>Hors Europe : 75% des fournisseurs imprimeurs sont certifiés ou ont signé un contrat cadre incluant un volet social<br/>Au total : 85% des travaux d'impression sont couverts.</p> <p>Lagardère Publishing<br/>2006 : 5 exclusions<br/>2007 : 4 contre audits réalisés<br/>2008 : Les contre audits réalisés ont permis de lever les non conformités</p>   |

### Sources :

- Site Lagardère (<http://www.lagardere.com/>)
- Document de Référence 2008



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2001** : Charte Environnement LVMH
- **2003** : Adhésion au Global Compact
- **depuis 2003** : Présidence de l'association OREE
- **2005** : Adhésion au CRJP, Council for Responsible Jewelry Practices
- Membre du GESI - Global e-Sustainability Initiative

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- Une sous-traitance majoritairement située en Europe

### Organisation de la fonction Achats :

- Une coordination régulière des responsables Achats assure la cohérence des pratiques en matière d'audit des fournisseurs afin de veiller à la bonne application des principes éthiques définis dans le Code de Conduite.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

- **2002** : Elaboration de l'outil fournisseur par la Commission Environnement pour l'ensemble des sociétés du Groupe
- Actions mises en œuvre au niveau de la holding et des secteurs d'activité/sociétés (dites les Maisons).
- **2008** : Déploiement et mise en œuvre du Code de Conduite Fournisseurs

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- Code de Conduite Fournisseurs :

- Matérialise l'ensemble des exigences constituant un socle commun auquel chacun devra se référer dans le cadre des relations entretenues avec les fournisseurs.
- Institue des règles éthiques précises dans les domaines de la responsabilité sociale, de l'environnement et de la lutte anti-corruption.
- Prévoit le principe et les modalités du contrôle et de l'audit du respect de ces règles.
- Tout manquement peut impliquer un réexamen, voire une rupture de la relation commerciale.

→ Appropriation et adaptation par les Maisons à leur activité et renforcement pour répondre à des problématiques plus spécifiques le cas échéant.

- Donna Karan International :

- Vendor Code of conduct : reprend les principes fondamentaux du droit du travail et encourage les plus hauts standards éthiques
- "Vendor Profile Questionnaire" : document signé par le sous-traitant lors de la demande de pré-approbation.
- "Vendor Compliance Agreement" : prévoit des audits indépendants des fournisseurs pour vérifier le respect des engagements.

- Tag Heuer :

- Engagement écrit sur le respect des engagements de RSE définis dans la norme SA 8000 (pour les nouveaux fournisseurs)

- Parfums Christian Dior, Givenchy et Guerlain :

- Demande de conformité aux dispositions de la norme SA 8000 dans les cahiers des charges

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- Sephora : inclusion dans le cahier des charges de critères droits des salariés, non travail des enfants, non discrimination, respect du temps de travail et de l'environnement.
- LVMH : démarche éthique de pré-audits sociaux par les acheteurs

• **Contractualisation :**

→ Outil fournisseurs :

Liste les prescriptions environnementales que les fournisseurs et sous-traitants doivent respecter et propose les aspects environnementaux à prendre en considération lors des audits fournisseurs ou dans les contrats et cahiers des charges.

- Moët et Chandon : Signature d'un engagement Éthique avec les sous-traitants (environnement et droits fondamentaux du travail)
- LVMH : Clauses environnementales
- Kenzo Mode : Prescriptions environnementales systématiques
- Louis Vuitton Malletier : Exigence pour les sacs d'emballages, de matériaux recyclables et d'encre sans métaux lourds.

• **Réalisation du contrat :**

→ Audits

- Moët et Chandon : Audits environnementaux et sécurité alimentaire
- LVMH : Enquêtes et audits sociaux de type SA 8000 et/ou environnementaux
- Donna Karan International : Audits sociaux indépendants
- LVMH Montres et Joaillerie : Audits sociaux SA 8000 (CRJP)
- Guerlain : Audits qualité (à venir)

→ Hennessy demande à ses fournisseurs de matières sèches en contact avec le cognac de mener une analyse de dangers de type HACCP - Hazard Analytical Critical Control Point, ce qui se traduit par des instructions, des contrôles et des vérifications spécifiques.

## Dispositif d'information et de formation DD/RSE

• **Outils d'aide à la décision**

- Cahier des tendances environnement LVMH
- Outil Eco Publicité (évaluation environnementale des campagnes de publicité)
- Outil d'évaluation de la performance environnementale des emballages

• **Sensibilisation**

- Actions de sensibilisation du personnel et des fournisseurs sur la politique environnementale

• **Formation**

- Pour mener à bien les pré-audits sociaux de façon autonome, les acheteurs Louis Vuitton reçoivent une formation théorique présentant la démarche et les critères ainsi qu'une formation pratique sur le terrain en étant accompagnés par un auditeur social.
- Organisation de Groupes de travail et de réflexion :  
ex Guerlain : Commission DD
- Organisation de journées fournisseurs :  
ex Belvédère : Formation de près de 200 viticulteurs livreurs de raisin aux enjeux du changement climatique pour leur profession et aux moyens à mettre en œuvre pour y remédier.

## LVMH - Pilotage de la démarche :

| Enjeux Identifiés                   | Objectifs  | Secteur   | Objectifs assignés en 2008-09  | Echéance   |
|-------------------------------------|--|---|--|--|
| Respect de l'environnement          | Impliquer l'ensemble des collaborateurs  | Holding   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diffuser la lettre "Attitude" aux Présidents,</li> <li>- Actualisation et diffusion de l'outil fournisseur</li> </ul>   | atteint en cours   |
| Garantir le devenir des produits    | Intégrer l'environnement dans la conception des produits du Groupe en interne et avec les fournisseurs et sous-traitants | Holding et sociétés<br><br>Vins et spiritueux<br>Parfums et cosmétiques<br><br>Mode et maroquinerie | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diffuser aux responsables marketing et design une nouvelle version du cahier des tendances environnement LVMH</li> <li>- Diffuser l'outil Eco publicité</li> <li>- Diffuser le Code de Conduite Fournisseurs</li> <li>- Maintenir la veille de matériaux, procédés et produits écologiques</li> <li>- Equiper 4 Maisons d'un logiciel d'évaluation environnementale des produits et former les équipes</li> <li>- Allègement de la bouteille champenoise</li> <li>- Diffuser et exploiter les outils d'évaluation de la performance environnementale des emballages</li> <li>- Systématisation du vernis aqueux pour les cuirs et suppression totale des colles solvantées en maroquinerie</li> <li>- Finalisation du projet d'évaluation environnementale des boutiques et mise en œuvre des plans d'action</li> </ul> | atteint<br><br>en cours<br>atteint<br>continu<br><br>2009<br><br>2009<br><br>atteint<br><br>2009 |
| REACH                               | S'assurer de la conformité des fournisseurs et sous-traitants à la nouvelle réglementation                               |   | Echanges avec les fournisseurs<br>Déréférencement de certains fournisseurs   |  |
| Soutien PME                         | PME  | Holding   | Partenaire du Club Ile de France et DD   |  |
| Secteur adapté                      | Secteur adapté   | Maisons   | La sous-traitance au secteur adapté s'élève à 4,5 millions d'euros   |  |
| Autres bonnes pratiques identifiées | Réduire les effets des produits sur le cycle de vie<br><br>Réduire la consommation énergétique                           |   | ACV appliquée dès 1993<br>Travail étroit avec les fournisseurs<br>Ex : gamme Dolce Vita<br><br>Réduction de la consommation énergétique des magasins chez Sephora USA et fourniture d'énergie verte  |  |

### Sources

- Site LVMH (<http://www.lvmh.fr/>)
- Rapport Annuel 2008 et Document de Référence 2008 Données Environnement

### Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Code de conduite Fournisseurs



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2001** : Adhésion au WBCSD et forte implication dans le Sustainable Mobility Project
- Soutien du Global Road Safety Partnership

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **2008** : Montant total d'achats de 10 306 millions d'euros
- Répartition des achats de biens et services :
  - Les achats de matières premières représentent 45% (15% caoutchouc naturel, 30% autres) du total en valeur, en progression de 9% par rapport à 2006, du fait de la hausse des cours des principaux constituants du pneumatique.
  - Energie : 5%, achats machines : 10%, maintenance équipements : 8%, services : 29%, systèmes d'information : 3%
- Répartition par zone géographique :
  - Europe : 57%, Amérique du Nord : 30%, Amérique du Sud : 5%, Asie 8%

### Organisation de la fonction Achats :

- Communauté achats : 300 personnes
- **2007** : Lancement d'un plan de transformation des Achats
- **2008** : Concrétisation du plan avec notamment le renforcement du professionnalisme des équipes Achats, la mise en place de revues de marchés, le déploiement de la méthode Triangle (programme d'optimisation du processus d'achat, associant l'acheteur, le client interne et l'expert spécifiqueurs), un pilotage resserré de la gestion de la relation fournisseurs.
- Nouvelle procédure de contrôle interne et démarche systématique d'identification des risques par l'Audit interne

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **2004** : Elaboration du Code des Achats
- **2008** : Poursuite de l'intégration dans les documents et référentiels des clauses issues du Code des Achats Michelin.
  - Les questionnaires d'évaluation fournisseurs, les référentiels d'audit internes et externes, les contrats locaux et les contrats-cadres, les indicateurs d'évaluation des fournisseurs et les bilans de performance comprennent des critères spécifiques au respect des valeurs de la démarche Performance et Responsabilité Michelin.
  - Renforcement de la sensibilité des acheteurs : Une intervention de l'équipe Performance et Responsabilité Michelin a été conduite auprès du comité de direction Achats.
  - Lancement de la Michelin Purchasing University

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- Charte Performance et Responsabilité Michelin
- Code des Achats Michelin : mise en pratique des valeurs de la Charte Performance et Responsabilité Michelin dans les relations avec les fournisseurs ; Précise les critères de sélection ainsi que les principes à respecter par les fournisseurs :
  - Respect des lois et règlements en matière de droit du travail en vigueur dans les pays où ils exercent leurs activités
  - Respect des principes de l'OIT en particulier lorsque les dispositions légales locales sont moins contraignantes que celles de l'OIT, notamment pour le travail des enfants, le travail forcé
  - Respect des minorités et les conditions de travail ; Respect des règles de sécurité appliquées sur les sites Michelin où ils interviennent
  - Prise en compte des effets de leur activité sur la santé et la sécurité de leur personnel et des communautés voisines de leurs implantations.

- Guide des Règles de déontologie dans les relations avec les Fournisseurs : définit les comportements des acheteurs. Ils doivent le faire connaître aux fournisseurs et à tout intervenant Michelin impliqué dans le processus d'achat.
  - Référentiel assurance Qualité Fournisseurs
  - Conditions générales d'achats
- Diagnostic et évaluation des fournisseurs :
- Questionnaires d'évaluation
  - Grille de maturité DD (fournisseurs de matières premières en premier lieu)
- **Contractualisation :**
    - Certification ISO 14001 pour les sites de production
    - Clauses issues du Code des Achats
  - **Réalisation du contrat :**
    - Audits dans le cadre de l'assurance qualité - plans de progrès

### **Dispositif d'information et de formation DD/RSE**

- **Partage de l'information**
  - Création d'un site internet dédié Achats
  - Réunions d'échange avec les fournisseurs
- **Sensibilisation /formation**
  - Création de la Michelin Purchasing University, programme interne de formation aux métiers des Achats

## MICHELIN – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE Identifiés  | Objectifs  | Indicateurs  | Réalisations  | Engagements   |
|--|--|--|---|---|
| <p>Rôle de premier plan pour atteindre les objectifs économiques du Groupe</p> <p>Effet d'entraînement pour une mise en pratique plus large des principes du DD</p> <p>REACH</p> | <p>Professionnaliser la fonction Achats et sensibiliser les collaborateurs au DD</p> <p>Développer des relations durables avec les fournisseurs</p> <p>Prévenir les risques qui surviendraient du non-respect de l'environnement ou du droit social.</p> <p>S'assurer de la conformité avec la nouvelle réglementation</p> | <p>Nombre de collaborateurs formés</p> <p>Diffusion du Code des achats et du Guide des règles de déontologie</p> <p>Système d'évaluation :<br/>- Grille de maturité<br/>- Certification ISO 14001 :<br/>% de site<br/>% du volume d'achats</p> <p>- Audits Nombre/an</p> <p>Nombre de dossiers de pré-enregistrement déposés</p> | <p>Campagne de communication interne au sein des équipes achats et des principaux partenaires internes</p> <p>Règles affichées dans les salles où ont lieu les réunions avec les fournisseurs</p> <p>Mise en place d'une grille de maturité DD pour les fournisseurs de matières premières</p> <p>80% des achats de matières premières<br/>58% des sites fournisseurs</p> <p>30 à 40 annuellement réalisés par les équipes internes</p> <p>Collaboration avec les fournisseurs</p> <p>103 dossiers au 01/12/08</p>  | <p>Former toutes les équipes Achats, soit 300 personnes sur la période 2008-2011 au sein de la Michelin Purchasing University,</p> <p>Approfondir le partenariat avec nos fournisseurs stratégiques</p> <p>Déploiement progressif vers les autres familles d'achats</p> |
| <p>Soutien fournisseurs locaux (PME – secteur protégé)</p> <p>Accompagner les fournisseurs des pays émergents</p>  | <p>Développer la diversité dans la gestion de la relation fournisseurs</p> <p>Construire des plans de progrès avec les fournisseurs</p> <p>Promouvoir une hévéaculture durable</p> <p>Protéger la biodiversité</p>   | <p>Programme dédié</p> <p>Lauréat 2008 du "Carolina MSDC Dorothy Brothers Supplier Diversity Advocate of the Year."</p> <p>Surfaces protégées notamment</p>  | <p>Amérique du Nord, mise en place d'un programme visant à favoriser les achats auprès des TPI détenues par des femmes ou des personnes issues des minorités</p> <p>Achat de plants d'hévéas et d'engrais</p> <p>Collaboration technique et scientifique à Bahia (Brésil)</p> <p>Rétablissement d'un couloir écologique dans la forêt primaire de Bahia et création d'une réserve écologique (Brésil)</p> <p>Evaluation des écosystèmes autour des sites (ex : Nyiregyhaza et Alméria)</p>  | <p>Développement de plantations villageoises</p>  |
| <p>Autres bonnes pratiques identifiées</p>   | <p>Recherche de valorisation des déchets</p> <p>Prévention des accidents</p> <p>Partenariats avec des fournisseurs pour l'installation de production d'énergies renouvelables</p>  | <p>Énergie renouvelable produite.</p> <p>Émissions de CO2 évitée</p>   | <p>Les déchets industriels (hors production) sont confiés à des prestataires agréés qui recherchent les meilleures filières de traitement et s'engagent sur des objectifs chiffrés de réduction des quantités mises en décharge.</p> <p>Ex : 0 déchets industriels et 2% des déchets ordinaires en décharge pour l'usine de Ballymena</p> <p>Mise en place d'une Charte sécurité signée avec les entreprises de travail temporaire et d'un pilotage de la démarche assuré par le responsable Michelin et les Directeurs Généraux des sociétés de travail temporaire.</p> <p>Un taux de fréquence divisé par deux en trois ans</p> <p>Panneaux photovoltaïques en Allemagne et éoliennes en Ecosse</p> |   |

Sources : - Site Michelin Corporate (<http://www.michelin.com>) - Site des Achats Michelin (<http://www.michelin.com/purchasing/>) - Rapport Annuel et Rapport Performance et responsabilité 2008 (<http://www.michelin.com/corporate/>)

Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Guide des Règles de déontologie dans les relations avec les Fournisseurs - Code des Achats
- Document relatif au travail des enfants et travail forcé - Référentiel assurance qualité fournisseur de matières premières
- Conditions générales d'achats - Charte Performance et Responsabilité - Clauses spécifiques et générales



# PERNOD RICARD

## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2003** : Adhésion au Global Compact

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- Les achats directs de produits (raisin et céréales pour la distillation) représentent 803 800 tonnes en 2007/08
- Montant total des achats en 2007/08 : 1 600 millions d'euros

### Organisation de la fonction Achats :

- **1995** : Mise en place d'une Direction Achats
- **2007** : Nouvelle stratégie au niveau du groupe pour les achats les plus importants qui sont classés en catégories et gérés par des Category Team réparties sur 6 zones géographiques.  
Ces équipes ont défini une stratégie globale pour les achats de leur catégorie et élaboré un plan d'action de mise en œuvre.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes** :
  - **2005** : Lancement d'un questionnaire d'évaluation DD et diffusion aux principaux fournisseurs
  - **2006 – 2007** : Elargissement de la couverture de diffusion de ce questionnaire aux autres fournisseurs et prestataires de service
  - **2007 – 2008** : Nouvelle organisation Achats – Mise en place dans toutes les filiales de nouvelles procédures Supply Chain
  - Travail sur l'éco-conception et l'adaptation des outils de production avec les fournisseurs
  - Analyse des réponses aux questionnaires permettant d'avancer sur des axes de progrès.
  - Formation des collaborateurs
  - Déploiement de stratégie par catégorie d'achats : projets pilote

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • **Référencement** :

- Déclaration d'engagement :
  - Charte Pernod Ricard
  - Charte Globale de DD
- Diagnostic et évaluation des fournisseurs :
  - Questionnaire "Engagement et DD" :  
Intégré dans la procédure de référencement de tout nouveau fournisseur et adapté pour les prestataires de service
  - Critères environnementaux :  
Inclus dans les appels d'offre et pris en compte dans le choix des fournisseurs.

#### • **Contractualisation** :

- Clause "Responsabilité sociale et environnementale"  
Intégrée aux conditions générales d'achats.

#### • **Réalisation du contrat** :

- Suivi déconcentré en filiales

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

#### • **Sensibilisation/formation** :

- Elaboration d'une méthodologie d'éco-conception des emballages diffusée aux équipes achats et marketing des filiales
- Intégration d'une formation dédiée au DD dans les formations des acheteurs (méthodologie, attentes vis à vis des fournisseurs)

#### • **Partage de l'information** :

- 2007 : Réunion des principaux fournisseurs pour présenter la nouvelle organisation et partager les actions engagées au titre du DD.

## PERNOD RICARD – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE Identifiés | Objectifs  | Indicateurs   | Réalisations  | Exemples   |
|-----------------------|--|---|---|--|
| Environnement         | Faire partager l'engagement environnemental du Groupe aux fournisseurs   |   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place dans toutes les filiales de nouveaux processus "Supply Chain" et de planification pour in fine réduire la production de déchets</li> <li>- Implication des équipes "Supply Chain" dans le développement de solutions alternatives pour le transport des produits finis.</li> <li>- Développement de stratégie par catégorie d'achats incluant une dimension DD.</li> <li>- Mise en place de projets pour optimiser le poids des emballages afin de générer moins de déchet</li> <li>- Implication des collaborateurs et fournisseurs de packaging dans une démarche d'éco-conception</li> <li>- Démarche d'agriculture raisonnée étendue aux fournisseurs</li> </ul> | <p>Quinn Glass (UK) : Mise en place d'un four fonctionnant au biofioul pour réduire les émissions de CO2</p> <p>Pernod Ricard New Zealand s'approvisionne auprès d'un seul fournisseur d'électricité certifié "carbon neutral"</p> |
| Éthique et social     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Garantir le respect des règles éthiques de la fonction Achats</li> <li>- S'assurer du respect des règles éthiques liées au droit du travail</li> <li>- Evaluer les fournisseurs sur des critères sociaux et environnementaux</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de fournisseurs contactés</li> <li>- Nombre de réponses au questionnaire</li> <li>- % de fournisseurs ayant évalué leurs impacts DD</li> <li>- % de fournisseurs certifiés</li> </ul> | <p>Actions de formation</p> <p>Depuis 2005 : 246 fournisseurs sur les 280 contactés ont répondu au questionnaire</p> <p>100% s'engagent à respecter les règles d'éthique liées au droit du travail.</p> <p>85% ont évalués leurs impacts DD</p> <p>30% sont certifiés ISO 14001</p>   |  |

### Sources :

- Site Pernod-Ricard (<http://www.pernod-ricard.com/fr>)
- Document de Référence 2008
- Rapport Annuel 2008

### Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Charte Globale du Développement Durable



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2008** : Adhésion au Global Compact
- Adhésion à l'Initiative Clause Sociale (ICS) et à différentes initiatives sectorielles (jouets : International Council of Toy Industries – ICTI, textile et chaussures)

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **2008** : 90% des approvisionnements de papier sont réalisés dans l'Union Européenne

### Organisation de la fonction Achats :

- À fin 2008, les enseignes de PPR disposaient d'un réseau de 36 bureaux d'achats ou de sourcing internationaux en Asie (Chine, Inde, Bangladesh, Vietnam, Singapour, Philippines, Turquie...), en Europe (France, Italie, Pologne, Allemagne...), en Amérique (Brésil, El Salvador) ainsi qu'en Afrique du Sud.
- PPR Purchasing : Centrale d'achat du Groupe
- Pour les Branches du Groupe :
  - Redcats : Réseau de 7 bureaux d'achats situés au Bangladesh, au Brésil, en Chine, en Inde et en Turquie, (bénéficiaire des meilleures conditions d'approvisionnement).
  - FNAC : Renforcement en 2008 de la mutualisation des achats de produits techniques européens grâce à la création d'une centrale d'achats européenne groupe.
  - Conforama : Réseau de 6 bureaux d'achats (Paris, Milan, Varsovie, Bucarest, Ho Chi Minh et Shenzhen) et de 5 antennes asiatiques : 2 en Chine, 1 au Pakistan, en Inde et en Indonésie.
  - Puma : 3 centres d'approvisionnement. Les achats de produits sont répartis entre plusieurs partenaires commerciaux, pour la plupart associés de longue date à Puma, qui exploitent des installations de production locales indépendantes.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

- Réalisation d'un cadre définissant les engagements mutuels entre PPR et ses partenaires
- Mise en place d'une démarche responsable qui s'appuie sur la promotion du respect des droits humains, sociaux et environnementaux et sur l'intégration des partenaires issus de l'économie solidaire.

**1998** : Adhésion à l'ICS pour la mutualisation des audits sociaux.

Mise en place de politiques adaptées aux spécificités des activités des enseignes

**2007** : Modification de l'adhésion à l'ICS au profit des marques qui souhaitent poursuivre leur collaboration avec l'Initiative

Adhésion des marques à des initiatives sectorielles Travail collaboratif avec les fournisseurs tout au long de la chaîne de production

**2006** : Adhésion de Boucheron au RJC (Responsible Jewellery Council) et soutien depuis 2009 à la campagne "no dirty gold"

**2007** : Certification de PUMA par la FLA (Fair Labour Association)

**2008** : Certification SA 8000 de Gucci pour ses activités de maroquinerie, ses chaînes d'approvisionnement dans la joaillerie et la production de chaussures. Travail en cours pour le prêt-à-porter et démarche similaire mise en œuvre par Bottega Veneta.

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- Le Code de Conduite des Affaires de PPR en 14 langues : Formalise depuis 2005 les engagements du Groupe vis-à-vis de ses principaux publics internes et externes et les principes éthiques qui doivent guider les actions et les comportements de ses collaborateurs. A fait l'objet en 2008 d'une mise à jour par les membres du Comité d'éthique pour la responsabilité sociale et environnementale (CERSE). Une rediffusion est prévue en 2009 à l'ensemble des collaborateurs.

- Le Code de Conduite de Puma :

Engagement de Puma au respect des droits de l'homme. Par sa signature, tous les fournisseurs de la marque s'engagent eux-mêmes à garantir le respect des engagements de Puma. Le Code est basé également sur les principales conventions de l'OIT et les principaux textes de référence internationaux

- La Charte Fournisseurs du Groupe :

Détaille l'ensemble des règles auxquelles doivent se conformer les fournisseurs et dans l'alignement des principes éthiques énoncés dans le Code de Conduite des Affaires du Groupe, se base sur les principales conventions de l'OIT et sur le respect des lois et réglementations sociales et environnementales.

Les fournisseurs directs du Groupe sont invités à faire respecter les principes énoncés dans la Charte auprès de leurs propres fournisseurs.

PPR et ses enseignes se réservent le droit de déclencher une procédure de déréférencement du panel des fournisseurs lorsque les engagements pris par le Groupe en matière de RSE dans le Code de Conduite des Affaires et dans la Charte Fournisseurs ne sont pas respectés.

- Charte de Déontologie spécifique à la logistique et au transport :

Transmise aux transporteurs sous contrat PPR depuis 2005, elle précise les engagements de limitation de temps de travail des chauffeurs ou des critères environnementaux que les entreprises contractantes et leur sous-traitance sont invitées à respecter.

- Code de déontologie spécifique à la pratique des négociations en ligne :

Décrit les engagements des acheteurs et des fournisseurs, à chaque étape du processus de négociation, pour garantir un esprit de confiance réciproque dans ce nouveau mode de relation commerciale.

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- 2 systèmes d'évaluation : (cf. tableau page 3)
  - Les évaluations internes (questionnaires d'auto-évaluation pour Redcats Group, PPR-Purchasing et Conforama ; audits sociaux conduits par les équipes de Puma)
  - Les évaluations externes (audits sociaux conduits par des cabinets internationaux accrédités pour Redcats Group, PPR-Purchasing et Conforama).
- Qualité et sécurité des produits/risques sur la santé :
  - Tests sur échantillons avant référencement et fabrication
  - inspection par des laboratoires agréés.

• **Contractualisation :**

- Cahiers des charges diversifiés en terme de qualité des produits et des services, fiabilité des procédés de fabrication.
  - Redcats Group : Critères RSE intégrés dans le choix des fournisseurs
  - PPR Buyco : Exigences en matière de RSE dans les appels d'offres.
- Démarche de certification et règles de référencement :
  - Demande de certification pour les fournisseurs de papier : ISO 14001, Emas, PEFC et/ou FSC et pour les achats indirects : ISO 9001, ISO 14001

• **Réalisation du contrat :**

- Contrôle qualité à toutes les étapes de la production
- Vérification/audits/réaudits
  - Audits sociaux réalisés par des cabinets extérieurs indépendants spécialisés accrédités par l'ICS
    - Fnac Eveil et Jeux : Certification ICTI et audits sociaux
    - Gucci Group et Bottega Venetta : Certification SA 8000
    - Puma : Audits SAFE et notation
- Mise en place de plans d'actions correctives

**Dispositif d'information et de formation DD/RSE**

• **2 exemples :**

- Puma développe, en complément de sa politique d'audits sociaux, une politique innovante de Capacity building : un programme d'accompagnement des fournisseurs basé sur de la formation pour les faire progresser sur les aspects sociaux et environnementaux.
- Conforama a travaillé avec ses fournisseurs sur REACH en vue de les accompagner dans la compréhension de ce nouveau règlement.

## PPR – Pilotage des évaluations :

|                     |  |  |
|---------------------|--|--|
| PPR<br>hors<br>Puma | Évaluation interne   | Envoyé aux fournisseurs, le questionnaire d'auto-évaluation fait partie du dispositif d'audit interne permettant aux équipes achats de réaliser une 1ère analyse du niveau de respect des droits humains, sociaux et environnementaux. Les résultats des questionnaires orientent les éventuels audits à mener dans les sites de production des fournisseurs directs par des cabinets spécialisés et indépendants.   |
|                     | Évaluation externe   | Des audits de conformité sont commandités par le Groupe à des structures indépendantes pour être menés au sein du parc de fournisseurs de PPR. Outils de mesure, ces audits sont réalisés suivant la méthodologie de l'ICS et permettent d'identifier les axes de progrès.   |
| Puma -<br>SAFE      | Système d'évaluation et de suivi interne                         | Basé sur les 5 principes de la transparence, de la responsabilité sociale, de l'évaluation, de la durabilité et du dialogue, une équipe SAFE à temps complet composée de 12 membres a été créée. Les manuels pour les standards sociaux et environnementaux SAFE et le Code de conduite de Puma ont été publiés et sont continuellement mis à jour. Puma a conduit plus de 2 000 audits depuis 2002 et développé une base de données interne pour assurer une parfaite transparence et responsabilité des contrôles vis-à-vis de ses fournisseurs. Lors de chaque audit, les usines sont évaluées et notées (A, B+, B-, C, D) selon le système formalisé d'évaluation interne. Les résultats des audits sont documentés et enregistrés dans la base de données de la marque. Les nouvelles usines doivent d'abord satisfaire aux exigences des audits avant d'être accréditées. Les nouvelles usines échouant à l'audit sont automatiquement disqualifiées mais elles ont le droit de demander un nouvel essai après avoir mis en place les améliorations demandées.   |
|                     | Suivi et plans d'actions correctives<br><br>Réunions collectives | À l'issue des audits, des rapports de suivi sont rédigés par les équipes internes ayant conduit les audits pour contrôler les progrès dans la mise en place des plans d'actions correctives. Les usines informent sur les actions mises en place, plus particulièrement sur celles relatives à l'hygiène et à la sécurité sur le lieu de travail. Bien que les preuves par écrit soient acceptées dans un 1er temps, elles ne remplacent pas un audit de suivi pour vérifier que les plans d'actions correctives ont été mis en place de façon satisfaisante. Organisation d'une conférence annuelle avec les PP, "Talks at Banz", en coopération avec le réseau allemand d'éthique des affaires. Lors de ces rencontres, représentants de l'université, fournisseurs, employés, syndicats, organisations non gouvernementales et autres experts de la RSE se réunissent avec les équipes de Puma concernées pour discuter des enjeux RSE d'actualité ainsi que de la stratégie sociale et environnementale de la marque. Des membres du Global Compact ont participé à l'édition 2008. Dans le cadre de la certification par la FLA et en tant que membre, la marque a des engagements forts au-delà de ses propres engagements internes : Envoi régulier à la FLA des listes mises à jour de ses fournisseurs parmi lesquels 5% des usines de Puma sont choisies par l'Association pour des audits indépendants externes et non planifiés, réalisés par des auditeurs accrédités FLA. Cette liste est depuis 2005, conformément aux engagements pris vis à vis de la FLA, à disposition du public. |

**Résultats des audits sociaux :** Dans le but de s'inscrire dans une démarche d'amélioration continue, des enseignes comme Redcats Group ou Conforama mettent l'accent sur le suivi du respect des engagements du Groupe, notamment chez les fournisseurs ayant des améliorations à apporter (C et D).

- un nouvel audit est programmé et réalisé sous 3 mois pour tout fournisseur ne répondant pas aux attentes et engagements de Redcats Group ;

6 mois dans le cas de Conforama.

En 2008, le taux de ré-audit des enseignes du Groupe hors Puma est de 21,5 %,

- 40 % des fournisseurs de Redcats Group préalablement notés C ou D ont présenté après ré-audit un niveau de performance sociale suffisant pour obtenir un B au moment du ré-audit et sont désormais considérés comme présentant des conditions de travail acceptables.

(répartition des audits par zones géographiques, évaluation du nombre d'audits et résultats ICS cf. doc de référence p84-86)

### Axes de progrès à l'issue des audits :

En 2008, les non-conformités constatées dans l'analyse des audits concernent essentiellement l'hygiène et la sécurité avec 49,8 % du total des non-conformités (contre 50,2 % en 2007). Le non-respect de la sécurité et de l'hygiène est identifié.

Suivent, le non-respect des salaires et protection sociale

avec 19,7 % (contre 17,9 % en 2007), et le non respect des conditions de travail avec 15,6 % (contre 15,9 % en 2007). Par ailleurs, en 2008, 6,6 % des non-conformités totales ont relevé des suspicions de travail d'enfant.

Lors des audits menés en 2008, 2 cas de travail d'enfants ont finalement été avérés et ont fait l'objet d'une notification d'alerte. Les fournisseurs ne présentant ni preuves ni documents légaux, Conforama et Redcats Group ont cessé toute relation commerciale avec eux et les ont immédiatement déréférencés.

Dans le cadre du plan de validation mis en place par PPR-Purchasing, les auditeurs mandatés par la centrale d'achat révisent tous les documents liés à la production et au système de contrôle qualité et vérifient également la mise en application de ces procédures sur les chaînes de production. Ces audits permettent de valider le choix du fournisseur et du site et de faire progresser le fournisseur grâce aux actions d'améliorations demandées

En 2008, PPR-Purchasing a réalisé 68 audits techniques de ce type et Conforama 227 dans 22 pays.

**Dans le cadre de l'ICS,** les enseignes membres ont développé, en collaboration avec les cabinets d'audits référencés par l'ICS, un ensemble d'outils communs de référence : le Code de déontologie ICS, le manuel d'audit, le profil de l'usine, le questionnaire d'audit, les principes directeurs de l'audit, le plan d'actions correctives, la notification d'alerte. (Plus de détails sur l'ICS cf. doc de référence p82)

## PPR – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés                                    | Objectifs  | Indicateurs  | Réalisations  |
|--|--|--|---|
| REACH  | <p>Accompagnement des fournisseurs dans l'acquisition des standards minimums en matière de RSE pour permettre l'instauration de relations durables sur la qualité et sur la planification de la production</p> <p>Mise en conformité avec la nouvelle réglementation</p> | <p>Nombre d'audits et de ré-audits par pays et marques</p> <p>Résultats d'audits</p>   | <p>Mise en place d'un système d'évaluation et de suivi des performances RSE<br/>cf. page 2</p> <p>(détails pages 84 à 86 du document de référence)</p> <p>2007 : Création d'un Comité de pilotage inter-branche</p> <p>2008 : Travail sur l'accompagnement des fournisseurs, l'information, la sensibilisation et la formation des équipes internes</p>   |
| Soutien fournisseurs locaux PME – secteur adapté         | <p>Soutien du secteur protégé</p> <p>Soutien au commerce équitable</p> <p>Soutien des filières de produits bio</p>   | Types d'achats réalisés auprès du secteur adapté   | <p>2008 : Le Groupe et ses branches ont fait appel au secteur protégé pour des travaux de blanchissement, mise sous pli, impression, conditionnement, routage, plateaux repas... ainsi que toute la logistique de la campagne de sensibilisation Mission Handicap</p> <p>Promotion d'articles issus de ces filières par les branches et développement de produits DD</p>  |
| Autres bonnes pratiques identifiées<br><br>Environnement | <p>Développement de l'éco-conception</p> <p>Réduction de l'empreinte écologique</p>  | <p>- Nombre de références proposées</p> <p>- Part de papier certifié en % du total acheté</p> <p>- % de sites d'impression certifiés</p> | <p>Redcats : 30 références de petits meubles éco-conçus en 2007<br/>La Redoute : 60 références en 2008</p> <p>-Taux d'émission de gaz à effet de serre pris en compte comme critère de référencement par certaines marques pour les voitures de fonction</p> <p>- Démarche d'achats verts pour l'énergie dans les programmes d'aménagement et de construction des bâtiments</p> <p>- Préférence donnée aux filières d'achat de papier FSC ou PEFC :<br/>En 2008 : 64,7% du papier acheté directement par le Groupe sont issus de forêts certifiées (65,7% en Europe et 62,8% aux US) RedCats : 77% des sites d'impression sont certifiés PEFC et/ou FSE</p> |

### Sources :

- Site PPR (<http://www.ppr.com/>)
- Rapport Annuel 2008
- Document de Référence 2008
- Responsabilité sociale et environnement – Point d'étape 2008

### Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Code de conduite des affaires PPR



# PSA PEUGEOT CITROËN

## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2003** : Adhésion au Global Compact
- **2006** : Accord Mondial sur la Responsabilité Sociale Membre de l'ACEA (European Automobile Manufacturers Association)
- **2009** : Signature du Pacte Automobile et engagement au sein de la plateforme de la filière automobile

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **2008** : 24,6 milliards d'euros d'achats dont 82,5% de pièces série entrant dans la fabrication des véhicules.
- **Répartition géographique** :  
Usines françaises : France : 61%, Europe hors France : 33%, hors Europe : 6%  
Autres usines européennes : France : 24%, Europe hors France : 70%, hors Europe : 6%
- **Fournisseurs** :  
2008 : 18 groupes fournisseurs représentent 50% des achats : Arcelor Mittal, Autoliv, Bosch, Continental, Delphi, Faurecia, Gestamp Corporation, Koyo JTEKT, Lear, Magneti Marelli, Mecaplast, Michelin, ThyssenKrupp, Total, TRW, Valeo, Visteon et Wagon. Au 01/01/ 09, les achats de pièces série concernent 1 972 fournisseurs série, soit 623 groupes (représentant 1 561 sociétés) et 411 sociétés indépendantes.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

→ Responsabilité Fournisseurs :

- **2002/2003** : Information des fournisseurs sur les principes de l'OIT et l'adhésion au Global Compact
- **2004-2005** : Insertion d'exigences DD dans les documents contractuels
- **2005** : Communication vis-à-vis des fournisseurs sur les bonnes pratiques DD
- **2006** : Etablissement des "exigences de RSE de PSA Peugeot Citroën vis à vis de ses fournisseurs". Exigences transmises avec l'Accord mondial sur les droits humains à l'ensemble des fournisseurs et accompagnées d'une demande d'engagement de leur part.

- **Début 2007**: 14 des plus importants fournisseurs du Groupe, représentant 25 % du montant des achats du Groupe en 2006, d'ores et déjà engagés à respecter le référentiel.
- Diffusion du référentiel aux 1 000 fournisseurs les plus importants du Groupe par note signée du Directeur des achats
- **2008** : Définition de 10 objectifs DD à l'horizon 2010-2011. L'un d'eux est la "Responsabilité fournisseurs" : Déployer le référentiel "exigences de responsabilités environnementales et sociales" de PSA Peugeot Citroën - "Engager les 500 premiers fournisseurs dans la démarche d'ici à 2010"

→ Risques fournisseurs :

- **2004** : Réalisation d'une 1<sup>ère</sup> cartographie croisant les risques produits/process/pays pour identifier les fournisseurs les plus exposés.
- **2005** : Définition des principes et de la méthodologie d'évaluation et de gestion du groupe.
- **2006** : Formalisation des exigences sociales et environnementales
- **2007** : Obtention progressive de l'engagement de tous les fournisseurs à respecter le référentiel du Groupe.
  - Cartographie approfondie des risques et envoi du questionnaire d'auto-évaluation aux fournisseurs exposés
  - Sélection du cabinet d'audit et définition des moyens afin de déclencher les audits éventuellement nécessaires
  - Sensibilisation/formation des équipes d'achat du Groupe aux nouveaux processus

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- Charte Éthique  
Fixe un principe général d'intégrité et de loyauté que les salariés doivent respecter dans le cadre de leurs activités professionnelles.  
S'applique en particulier aux règles de conduite dans le cadre de relations avec les fournisseurs.
- Accord Mondial sur la Responsabilité Sociale  
Signé le 1<sup>er</sup> mars 2006 par la FIOM (Fédération Internationale des Organisations de Travailleurs de la Métallurgie) et la FEM (Fédération Européenne des Métallurgistes) ainsi qu'avec les organisations syndicales des principaux pays.  
Formalisation des engagements du Groupe en faveur des droits humains fondamentaux, des bonnes pratiques en matière de ressources humaines, des exigences sociales vis-à-vis des partenaires industriels, des fournisseurs ou réseaux de distribution et à l'égard des territoires où il est implanté.

Les principes inclus dans cet Accord ont été repris dans les conditions générales des achats.

- Les Principes de l'OIT :

Leur respect est un des critères déterminants pour la sélection des fournisseurs.

Le non-respect des droits humains entraîne des obligations correctrices immédiates. La non-mise en œuvre de ces actions entraîne des sanctions pouvant aller jusqu'au retrait du panel fournisseurs.

- Les Exigences de Responsabilité Sociale et Environnementale de PSA Peugeot Citroën vis-à-vis de ses fournisseurs.

Les Fournisseurs doivent s'engager formellement à respecter le référentiel, notamment les exigences relatives au respect de la légalité, à la promotion et au respect des droits de l'homme, à la liberté d'association et à la reconnaissance effective du droit à la négociation, à l'élimination de toute forme de discrimination, à l'élimination de toute forme de travail forcé et obligatoire, à l'abolition effective du travail des enfants...

Systématiquement transmises aux fournisseurs, avec une demande d'engagement de leur part.

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- Questionnaire d'auto-évaluation pour les fournisseurs jugés "potentiellement à risque"
- Audits sociaux

• **Contractualisation :**

→ Management de la Relation Fournisseurs (MRF) :

- Décrit les exigences à respecter par le Groupe et ses fournisseurs de fournitures extérieures et de pièces de rechange.
- Fait partie du cahier des charges PCA puis du contrat engageant le fournisseur et PCA sur la fourniture achetée. Le fournisseur doit s'assurer que les exigences décrites dans ce document sont respectées par lui-même et/ou par ses propres sous-traitants.

Organisation en 3 parties : Les principes de Management de la Relation Fournisseurs, le guide de Management de la Relation Fournisseurs, les documents opérationnels.

→ Les clauses management de la Qualité : AQF 2002

→ Impératifs en matière de recyclabilité dans les spécifications transmises aux équipementiers

• **Réalisation du contrat :**

→ Audits de sous-traitance

- Cotation à une fréquence de 12 à 18 mois effectuée sur la base d'une grille d'évaluation. Une synthèse est réalisée par l'audit social du Groupe qui en suit les actions correctives.

## Dispositif d'information et de formation DD/RSE

• **Accompagnement/aide à la décision**

Création d'une entité en charge de déployer le plan d'action DD de la Direction des Achats au sein de celle-ci

• **Sensibilisation / formation**

- Lancement de la Purchasing Business school :

Formation de 2 mois bilingue anglais/français sur les problématiques de qualité, analyse des coûts et gestion du risque fournisseurs.

Mobilisant des acheteurs de différents pays (France, Slovaquie, Turquie, pays d'Amérique latine), cette formation constitue un terrain idéal de partage des connaissances et les expériences entre participants. En 2008, le diplôme a été remis à 90 acheteurs regroupés en 3 promotions, dont une spécifique à l'antenne achats du Groupe au Brésil.

- Organisation de sessions de formation sur le DD pour les acheteurs et chargés d'audits du Groupe avec la participation de la délégation au DD

- Intégration des sujets DD dans les conférences de direction de la Direction des Achats

- Mise en place en 2008 d'une opération de sensibilisation/formation des acteurs du domaine Achats

- Organisation de réunions d'échange et d'information avec les fournisseurs

- Création d'un espace d'information dédié : Le Portail internet B2B, 7500 entreprises enregistrées, 100 000 connexions par mois de la part de 25 000 utilisateurs

- Organisation de journées "Innovation" fournisseurs

- Organisation d'un Trophée fournisseurs

## PSA PEUGEOT CITROEN - Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE Identifiés  | Objectifs  | Indicateurs   | Réalisations 2008  | Engagement   |
|--|--|---|--|--|
| Responsabilité Fournisseurs : Etablir des relations pérennes fondées sur la transparence, la confiance et des exigences mutuelles fortes | Obtenir l'adhésion des fournisseurs aux exigences RSE du Groupe<br>Faire progresser l'ensemble des pratiques DD des fournisseurs et accroître le nombre de ceux impliqués dans la démarche | Nombre de fournisseurs engagés dans la démarche<br>% des achats<br><br>Actions de formation<br><br>Système d'évaluation DD des fournisseurs | Doublement du nombre de fournisseurs engagés dans la démarche : 305 fournisseurs engagés et 71% du chiffre d'affaires achats série monde couvert par un accord<br><br>Plusieurs actions de sensibilisation /formation des acheteurs<br><br>Poursuite du déploiement du DD dans le processus achats   | Engager les 500 premiers fournisseurs dans la démarche d'ici 2010                        |
| Risque Fournisseurs : Vérifier la conformité des fournisseurs aux principes du DD du Groupe  | S'assurer de l'engagement effectif   | Nombre de questionnaires envoyés<br>Nombre d'audits réalisés  | Contrôle des fournisseurs jugés potentiellement à risque : Envoi de questionnaires et premiers audits<br>- 20 questionnaires envoyés en 2008<br>- 3 audits pilote en Chine   |  |
| Environnement Eco-Conception et matériaux verts  | Augmenter sensiblement la part des matériaux verts dans les véhicules  |   | - Mise en œuvre du Plan Matériaux verts : Détermination d'un objectif/projet de véhicule<br>Définition d'une politique Achats : sollicitation des fournisseurs pour qu'ils proposent de nouvelles pièces ou des équivalents verts<br>- Démarrage et pilotage du projet MATORIA : Matériaux plastiques injectables issus de sources renouvelables.  | Porter la part des matériaux verts à 20% des polymères contenus dans un véhicule en 2011 |
| REACH  | S'assurer de la prise en compte de la nouvelle réglementation par les fournisseurs   |   | Action commune avec les autres constructeurs (ACEA)  |  |
| Soutien fournisseurs locaux (PME – secteur protégé)  | Soutenir le secteur protégé<br><br>Favoriser le recours aux entreprises locales  | Taux d'intégration locale   | Contrat de sous-traitance avec le secteur dans la division Automobile<br>Membre de l'initiative Pas@Pas<br><br>Le Groupe favorise la production à proximité de ses usines :<br>A Porto Real - Brésil, en moyenne 75 % des pièces sont achetées au Mercosur.<br>À Buenos Aires - Argentine, ce taux varie entre 60 et 75 %.<br>Il est de 65 % pour l'usine de Kolín en République tchèque.<br>Il est passé de 5 % en 2005 à environ 75 % fin 2008 pour l'usine de Trnava en Slovaquie |  |
| Autres bonnes pratiques identifiées  |  |   | Exigences sécurité étendues aux entreprises extérieures et aux entreprises de travail temporaire   |  |

### Sources :

- Site PSA-Peugeot-Citroën (<http://www.psa-peugeot-citroen.com/fr/hp1.php>)
- Site PSA Développement Durable
- Site Portail B2B PSA ([http://b2b.psa-peugeot-citroen.fr/index\\_fr.htm](http://b2b.psa-peugeot-citroen.fr/index_fr.htm))
- Document de référence 2008
- Rapport d'activité et de DD 2008
- Supplément au rapport d'activité et de développement durable – Indicateurs de performance 2008

### Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Accord Mondial sur la Responsabilité Sociale - Clauses Management de la Qualité
- Exigences de Responsabilité Sociale et Environnementale vis à vis des fournisseurs



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2001** : Adhésion au Global Compact
- Membre de l'ACEA (European Automobile Manufacturers Association)
- **2009** : Signature du Pacte Automobile et engagement au sein de la Plateforme de la filière automobile

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **2008** : Les achats de Renault-Nissan Purchasing Organization (RNPO) ont atteint 60 milliards d'euros
- Les fournisseurs contribuent à 80% du coût total de fabrication d'un véhicule

### Organisation de la fonction Achats :

- En 2009, 100 % des achats de Renault et de Nissan sont couverts par RNPO
- La structure définit, au niveau mondial, la stratégie achats par famille de produits, sélectionne les meilleurs fournisseurs, selon des critères de qualité, de coûts et de délais, met en commun les volumes de commande de Renault et de Nissan et développe la standardisation des composants.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

**1996** : Démarrage sur les Emballages

**2000** : Reporting substances et recyclage, formation

**2004** : Banque de données externes d'ICV (Inventaire des impacts sur le Cycle de vie)

**2006** : Auto-évaluation DD des fournisseurs

**2007** : Lancement de la signature "Renault eco", initialisant le dialogue avec le grand public sur les progrès environnementaux sur le cycle de vie (une politique transversale qui concerne toute la chaîne de valeur)

**2008** : Le DD Achats a démarré la 2<sup>ème</sup> phase de maturité, comportant des actions de fond significatives, avec un objectif constant : Elever et pérenniser le degré de maturité social et environnemental de la chaîne d'approvisionnement.

#### • Principales actions :

- Formation des fournisseurs et des acheteurs
- Cartographie des forces et faiblesses par des auto-évaluations
- Evaluation de la conformité des sites fournisseurs par les qualitatifs Renault
- Réalisation d'audits par des cabinets extérieurs
- Mise en place et suivi de plans d'actions correctives

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- Le Code de déontologie :

1998 et révision 2007 - Précise l'ensemble des règles à appliquer vis-à-vis des parties prenantes, au sein du Groupe comme à l'extérieur de l'entreprise.

Diffusé à tous les collaborateurs ainsi qu'aux fournisseurs, il leur permet de déterminer leur comportement par référence à des principes clairs, lorsqu'ils se trouvent dans des situations complexes ou inattendues.

- La déclaration relative aux droits sociaux fondamentaux du Groupe Renault :

Renault encourage, depuis octobre 2004, ses fournisseurs à “mettre en œuvre des principes équivalents dans leurs propres entreprises”, faisant de cet engagement, une condition pour un partenariat durable. Son respect représente un critère de sélection des fournisseurs pour les trois points prioritaires que sont : le refus du travail des enfants, le refus du travail forcé, la mise en place d’une politique de santé, d’hygiène et de sécurité en cohérence avec celle de Renault.

- Charte de Qualité de l’Alliance

Définit précisément les directives communes et les procédures qualité, y compris celles impactées par le RSE.

Mise en œuvre dans tous les projets de l’Alliance, elle s’applique aux processus qualité clés : enquêtes qualité clients, objectifs qualité du Groupe, gestion de la qualité dans le développement de nouveaux modèles, assurance qualité de la production, assurance qualité des composants des fournisseurs, assurance qualité des services (ventes et après-vente), qualité des progrès techniques, et politiques et procédures de garantie. Elle comprend : l’ANPQP, système d’évaluation de la qualité destiné aux fournisseurs qui a été étendu à tous les nouveaux projets et l’ASES qui permet d’évaluer la gestion et les performances des fournisseurs, ainsi que leurs compétences techniques en termes de qualité.

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- Auto évaluations
- Evaluations de la Direction de la Qualité de la Direction des Achats

- **Contractualisation :**

- Les Droits Sociaux Fondamentaux : Critère de sélection des fournisseurs.
- Des Standards Environnementaux concernant les substances comprises dans les pièces livrées ainsi que le recyclage des pièces et matières sont systématiquement inclus dans les appels d’offre
- Pour les fournisseurs de logistique : Introduction, depuis 2006, du nombre d’heures de formation sur la sécurité par chauffeur comme critère de sélection

- **Réalisation du contrat :**

- Audits externes
- Mise en place d’actions correctives négociées, y compris en délai, en cas de détection de non conformité majeure ou critique sur le site d’un fournisseur

## Dispositif d’information et de formation DD/RSE

- **Sensibilisation/formation :**

- Mise en place d’outils de formation pour les acheteurs et les qualiciens (dans le monde entier) : Module réalisé par les experts RSE Renault assistés d’experts extérieurs et par un e-learning interne de sensibilisation réalisé par les experts RSE Renault.
- Informations substances (REACH – Plomb 2010) et réalisation d’un guide d’aide au déploiement diffusé auprès des fournisseurs

- **Partage de l’information :**

- Mise en place de groupes de travail et de réflexion : ex. formation des chauffeurs/sécurité.
- Mise en place d’un site dédié Fournisseurs : Documentation complète sur les conditions d’achats, outils de communication pratiques comme l’organisation de conférences en ligne.
- Mise à disposition de l’outil IMDS (International Material Data System) pour faciliter la déclaration des substances.
- Organisation d’un prix Renault Supplier Quality Award.

## RENAULT – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés                               | Objectifs   | Indicateurs   | Réalisations à fin 2008  |
|---|---|---|--|
| Environnementaux                                    | Déployer le management de l'environnement en continu.   |   | - Déploiement du management DD auprès des fournisseurs : normes et standards, formations, évaluations<br>- Intégration de la démarche DD dans la politique achats  |
| Sociétaux   | Déployer une politique Achats Responsables  | % de fournisseurs engagés à respecter les principes de la déclaration des droits sociaux fondamentaux | - Obtention de l'engagement formel des fournisseurs sur le respect des principes énoncés dans la déclaration des droits sociaux fondamentaux<br>Depuis 2006, engagement formel de 95 % des fournisseurs usuels<br>- Introduction de standards sociaux et environnementaux dans les processus d'achats<br>- Préparation des contrôles RSE externes sur les sites fournisseurs<br>- Mise en place de formation des qualitiens dans l'ensemble des délégations d'achats à l'international avec un guide<br>- Mise en place d'un système d'évaluation sociale et environnementale sur les sites fournisseurs par les qualitiens.<br>278 évaluations réalisées depuis 2007<br>20 audits externes<br>- Lancement d'une 2 <sup>ème</sup> vague d'auto-évaluation RSE des fournisseurs<br>700 auto-évaluations envoyées en 2008<br>- Lancement d'une formation DD en e-learning pour les acheteurs<br>- Etude d'un système de management du DD achats interactif (fournisseurs/auditeurs/qualitiens/reporting) - en cours<br>- Lancement d'une charte DD Achats - en cours |
| REACH   | S'assurer de la prise en compte de la nouvelle réglementation   | Nombre de fournisseurs sensibilisés   | - Mise en place d'informations dédiées pour les acheteurs et d'un guide pour les fournisseurs<br>- Organisation en 2008 d'une réunion d'information regroupant 250 fournisseurs majeurs  |
| Soutien fournisseurs locaux (PME – secteur protégé) | Soutien au secteur protégé<br>Soutien PME<br>Soutien fournisseurs locaux  | Taux de localisation  | Membre du Club Gesat<br>Adhésion au Pacte PME et Club Ile de France PMI<br>Mise en place de la plateforme ILN (usine Dacia et 200 fournisseurs)<br>- 60 % pour Sandero. Il atteint 90 % en intégrant la contribution des pays limitrophes : Hongrie, Pologne, etc.   |
| Autres bonnes pratiques identifiées                 | Coopération avec les fournisseurs<br>- Pour les aider à anticiper les évolutions réglementaires<br>- Dans le domaine de l'éco-conception<br>- Dans le domaine du Management du cycle de vie |   | - Mise en place de standards : "substances" norme 00 10 050 et "recyclage" 00 10 060, "indice de recyclabilité" 00 10 040<br>- Elargissement du réseau d'experts, mise en place de plateformes d'échanges sur les méthodologies, construction de banques de données, hiérarchisation des impacts environnementaux<br>- Travail avec les fournisseurs en amont et à chaque étape de la conception d'une voiture pour réduire les impacts écologiques que le véhicule génère tout au long de son cycle de vie<br>- Concertation avec les fournisseurs qui collaborent sur les cahiers des charges des centres de traitement pour définir les conditions d'accueil, de dépollution et de mise en sécurité des voitures.   |

### Sources :

- Site Renault (<http://www.renault.com/fr/Pages/Home.aspx>)
- Site Renault Fournisseurs (<https://suppliers.renault.com/wpsportal/>)
- Document de référence 2008
- Rapport Annuel 2008

### Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Code de Déontologie
- Déclaration Relative aux Droits Sociaux Fondamentaux



# SAINT-GOBAIN

## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2001** : Adhésion au Global Compact
- **2008** : soutien de Pierre-André de Chalendar aux droits de l'homme, à l'occasion du 60<sup>ème</sup> anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme
- **2009** : adhésion aux initiatives des Nations Unies, au "Caring for Climate" (pour lutter contre le changement climatique) et au "CEO Water mandate" (dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement des Nations Unies)

### Principaux engagements et référentiels internes :

- Principes de Comportement et d'Action (présente les valeurs centrales du Groupe – document disponible sur le site Internet du Groupe Saint-Gobain)
- Charte Achats (déclinaison des Principes de Comportement et d'Action pour la fonction Achats dans le Groupe – document interne uniquement)
- Note de la Direction Générale sur les Achats Responsables (rappelle les valeurs du Groupe et plus particulièrement les critères sociaux et environnementaux que doivent prendre en compte les acheteurs dans leurs relations avec les fournisseurs et sous-traitants - document interne uniquement)
- Charte Fournisseurs (rappelle les attentes du Groupe Saint-Gobain en matière de développement durable et vis-à-vis de ses fournisseurs et sous-traitants – document transmis aux fournisseurs)
- Charte Environnement, Hygiène et Sécurité (présente les grands objectifs du Groupe en matière d'EHS – document interne uniquement)

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- Dépenses du Groupe en énergie : 2 milliards d'euros dont 62% d'énergie fossile
- Montant total des achats : 18 milliards d'euros, hors négoce

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

**2003** : Lancement de la Charte Achats et diffusion auprès de tous les acheteurs.

**2006** : Lancement de la démarche Achats Responsables.

**2007** : Diffusion par la Direction Générale d'une note sur les Achats Responsables - Intégration de cette note dans la Charte Achats et nouvelle diffusion de la Charte Achats aux acheteurs.

Identification des risques et définition de la méthodologie sur des projets pilotes (gaz industriels, intérim, transports).

**2007-2008** : Intégration de clauses DD dans les documents contractuels.

**2009** : Questionnaires d'auto-évaluation envoyés à un panel de fournisseurs

Diffusion de la Charte Fournisseurs à tous les acheteurs et diffusion progressive aux fournisseurs.





## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2003** : Adhésion au Global Compact

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- 10 milliards de biens et services achetés chaque année.
- Achats de production (équipements industriels, matières actives et emballages) ; Achats de R&D (équipements scientifiques) ; Achats marketing et de communication (agences conseil en communication, achats d'espaces, impressions et éditions, congrès et séminaires) ; Achats généraux.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes :**
  - Intégration d'une matrice de risque (social et environnemental) dans la base mondiale des fournisseurs.
  - Démarche décentralisée d'évaluation des fournisseurs
  - Mise en place d'un programme spécifique de sourcing direct pour les objets promotionnels

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

- **Référencement :**

→ Déclaration d'engagement :

- Code Éthique :  
Conçu dans le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme, définit les principes du gouvernement d'entreprise et les règles de comportement individuel spécialement en matière de lutte contre la corruption, de pratiques concurrentielles, de transparence et de respect des personnes.  
Imprimé dans 5 langues et traduit dans la langue locale dans 18 pays 75% des filiales exigent la signature d'un accusé de réception du collaborateur.

- Charte Sociale :

Constitue le socle commun des relations humaines en matière de dialogue social, de protection sociale, de santé et de sécurité au travail, de conditions de travail, de formation professionnelle et de non-discrimination au sein du Groupe.

- Charte de Déontologie de la fonction Achats :

Définit les attitudes et comportements des acheteurs du Groupe en matière de conflits d'intérêt potentiels, remise de cadeaux par des fournisseurs et confidentialité. Intègre dans le cadre du processus de sélection de fournisseurs, l'évaluation de leur politique DD, HSE et de citoyenneté.

- Politique Hygiène, Sécurité, Environnement - HSE :

Définit le cadre d'action du Groupe pour préserver la santé et la sécurité des collaborateurs et des partenaires externes, ainsi que les ressources naturelles et l'environnement.

- Code de Conduite des fournisseurs :

Traduit en 7 langues

Son respect conditionne les relations commerciales entre le fournisseur et le Groupe

Définit les conditions que doivent remplir les fournisseurs du Groupe en matière de droits humains, de conditions de travail, d'environnement et de lutte contre la corruption.

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- Questionnaires ou audits sur sites

Évaluation des fournisseurs au cours d'entretien d'une durée moyenne de 2 à 3 heures, le questionnaire de 30 questions regroupant les volets social, éthique et environnemental sert de support aux échanges.

Recours à des questionnaires additionnels spécifiques pour certains types de fournisseurs (Main d'œuvre faiblement qualifiée, achats informatiques...)

Évaluation HSE des façonniers et fournisseurs stratégiques : visites HSE avant passation des contrats,

- **Contractualisation :**

- Clauses HSE : donnent aux façonniers toutes les informations HSE relatives aux produits et procédés concernés.
- Des règles HSE sont également appliquées à tous les fournisseurs et sous-traitants proportionnellement au risque encouru

- **Réalisation du contrat :**

- Visites HSE de suivi chez les façonniers et fournisseurs stratégiques
- Dispositif d'alerte et programme d'audits ciblés (en cours de déploiement)

## Dispositif d'information et de formation DD/RSE

### • Sensibilisation/formation :

- Mise en oeuvre d'un plan de formation qui intègre la bonne compréhension des principes du Pacte Mondial, des Conventions de l'OIT, et des normes (SA 8000, ISO 14000 notamment)

Outre les sessions de formation déployées progressivement dans l'ensemble des organisations Achat où Sanofi-Aventis est implanté, le sujet est systématiquement abordé dans l'ensemble des conférences Achat organisées au niveau régional.

- Diffusion du Code de Conduite à l'ensemble des fournisseurs

### • Outils d'aide à la décision – Partage de l'information

- Réalisation d'outils dédiés : HSE, REACH
- Mise en place d'un comité pluridisciplinaire : REACH
- Création d'une rubrique Achats Responsable sur le site internet

## SANOFI AVENTIS – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE Identifiés   | Objectifs   | Indicateurs   | Réalisations   | Engagement Objectifs 2009  |
|---|---|---|--|--|
| Risque social et environnemental attaché aux différentes familles d'achat | Partager les principes du Global Compact et les valeurs du Groupe avec l'ensemble des fournisseurs.   | Collaborateurs formés<br>Nombre et %  | Sensibilisation aux droits humains, aux conditions de travail et au respect de l'environnement<br>- 640 collaborateurs sensibilisés ou formés soit 80%   | Amplification du programme pour les collaborateurs de la fonction Achats :<br>- Former/sensibiliser 100% des acheteurs<br>- Intégrer progressivement l'approche DD dans la mission et dans les objectifs individuels des acheteurs   |
| Risque de dommage collatéral de réputation                                | S'assurer de leur respect dans la production et la réalisation des biens et des services destinés à Sanofi-Aventis.<br><br>Intégrer les éléments de respect de l'environnement dans le cahier des charges des produits et des services achetés. | Fournisseurs évalués<br>Nombre et % du total des achats<br>Résultats des évaluations par famille d'achats<br><br>Nombre d'audits DD réalisés et nombre de plans de progrès mis en place   | Evaluation :<br>- 1363 fournisseurs évalués ou en cours d'évaluation dans 27 pays représentant plus de 25% des achats en valeur<br>- résultats par famille d'achats (cf. RDD 2008)<br>- 45 audits Achats et DD menés, suivis de 34 plans d'actions<br>- 70 audits RSE menés dans le cadre du programme Med Direct d'achat d'objets promotionnels | Poursuivre le processus d'évaluation des fournisseurs :<br>- Elargissement de la démarche à un plus grand nombre de pays<br>- Prise en compte plus systématique dans le processus de sourcing<br>- Ciblage particulier des catégories d'achats à risques : en particulier 100% des fournisseurs de produits chimiques en Inde et en Chine<br>- Identification et intégration progressive des exigences propres au DD dans certains biens et services achetés |
| REACH   | Répondre efficacement aux différentes échéances et obligations réglementaires   |   | Mise en place d'une structure et d'outils dédiés<br>- Développement et diffusion d'un standard et de supports de formation   |  |
| Soutien fournisseurs locaux - PME – secteur protégé                       | Soutien au secteur protégé<br><br>Soutien PME   | En Hongrie : Conclusion de contrats de sous-traitance avec des entreprises du secteur protégé<br>Membre du Club Gesat<br><br>Adhésion au Pacte PME  |  |  |
| Autres bonnes pratiques identifiées                                       | Programme HSE vis à vis des fournisseurs, sous-traitants et prestataires externes   | Définition de 77 règles dans les domaines du management et des bonnes pratiques en matière d'HSE, de sécurité au travail, sécurité des procédés, hygiène industrielle, santé au travail et protection de l'environnement<br>Formalisation au moyen d'un standard et d'un guide d'application générale dans le système de management HSE |  |  |

Sources : - Site Sanofi-Aventis (<http://www.sanofi-aventis.com/accueil.asp>)

- Rapport DD 2008 et Brochure "Notre démarche DD 2008" - Document de référence et Rapport annuel 2008

Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Code Éthique - Charte sociale - Charte de déontologie de la fonction Achats - Code de conduite des fournisseurs



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2002** : Adoption de nos Principes de Responsabilité
- **2003** : Adhésion au Global Compact des Nations Unies
- **2005** : Création du baromètre Planète & Société, tableau de bord du développement durable du Groupe
- **2007-2008** : Adhésion à Alliance to Save Energy, à la Clinton Climate Initiative, au Pacte écologique de Nicolas Hulot

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- 2008 : 10,104 milliards d'euros d'achats représentant environ 50% du chiffre d'affaires du Groupe
- Principalement des matières premières, des composants fabriqués plastiques ou métalliques, des composants et cartes électroniques et des services et achats de commodités.
- 80 % des achats ont été réalisés auprès de 2 300 fournisseurs et sous-traitants.
- Dans le cadre de son programme de rééquilibrage pour optimiser la fonction achats, le Groupe a entrepris de porter à 70 % la part des achats globalisés auprès de fournisseurs clés à fin 2011 et de recourir plus significativement à des fournisseurs localisés dans les marchés émergents, où sont implantées les activités industrielles du groupe. Par exemple, répartition géographique des nouveaux fournisseurs : Chine : 88, Amérique latine : 31 et Inde : 13

### Organisation de la fonction Achats :

- 1000 acheteurs

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes :**
  - 2002 : Adoption de Nos Principes de Responsabilité
  - 2005 : Demande d'engagement des fournisseurs en faveur du Global Compact

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- Nos Principes de Responsabilité :
  - 2002, mis à jour en 2009 - cadre de référence collectif et individuel, donnent à chacun des collaborateurs un guide pour ses décisions et ses actions à l'égard de toutes les parties prenantes de l'entreprise : les salariés, les clients, les fournisseurs, les actionnaires, la société civile et l'environnement.
  - Sont systématiquement communiqués aux nouveaux collaborateurs avec leur contrat de travail. En 2009, déploiement d'un processus plus complet de diffusion en interne et de suivi du respect des Principes (procédures d'alerte, nomination de "compliance officers", implication de la direction de l'audit interne, etc).
- Demande d'engagement en faveur du Global Compact : Dès 2005, les acheteurs du groupe ont été formés au contenu de la démarche Global Compact afin qu'ils en assurent la promotion et obtiennent l'adhésion des fournisseurs dont ils sont en charge. Une promotion récurrente auprès de nos fournisseurs nous permet d'atteindre près de 1000 fournisseurs signataires du Global Compact.

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- Pour sélectionner ses nouveaux fournisseurs Schneider Electric utilise un processus baptisé Schneider Supplier Quality Management (processus expliqué au fournisseur par le biais du Supplier Guide Book qui regroupe tous les processus, droits et devoirs du fournisseur et de Schneider). Il est basé sur un questionnaire d'évaluation en neuf chapitres. L'un d'eux porte sur l'environnement et le DD : Schneider Electric évalue les aspects sociaux, la performance du fournisseur vis-à-vis de la communauté (SA8000), sa performance environnementale (ISO14001), son respect des directives RoHS et sa situation vis-à-vis du Global Compact.

#### • Contractualisation :

- Les fournisseurs sont sélectionnés pour leur savoir-faire, la qualité de leurs produits et de leurs services, leur compétitivité, leur capacité à suivre l'entreprise dans sa démarche de globalisation et de partenariat et leur respect de l'environnement et des droits humains.

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

#### • Sensibilisation/formation :

- Développement des compétences des collaborateurs originaires des pays émergents et formation des nouveaux entrants : cursus de sensibilisation et promotion de la démarche.

## SCHNEIDER ELECTRIC - Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE Identifiés                           | Objectifs   | Indicateurs   | Réalisations   | Engagement  |
|---|---|---|--|---|
| Environnement, économie et société<br><br>REACH | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etendre les principes du DD à l'ensemble des partenaires fournisseurs</li> <li>- Faire du respect de l'environnement et des droits humains des critères de sélection des fournisseurs</li> <li>- Rechercher l'engagement des fournisseurs du secteur chimique</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Part des achats réalisés avec des fournisseurs signataires du Global Compact et évolution annuelle</li> <li>- Nombre d'évaluation RSE</li> </ul> | <p>2008 : 30,6% contre 25% en 2007 et 16% en 2006</p> <p>2008 : 248 nouveaux fournisseurs évalués, principalement dans les pays émergents : Chine, Inde et Amérique du Sud</p> | Réaliser 60% de nos achats avec des fournisseurs signataires du Global Compact d'ici 2011 |
| Soutien au secteur adapté                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer l'engagement vis-à-vis du secteur protégé</li> <li>- Confier des prestations d'assemblage et de services à des salariés du secteur protégé</li> </ul>  |   | Signature d'une Charte de la sous-traitance en milieu protégé  |   |
| Soutien aux PME                                 |   |   | Adhésion au Pacte PME International  |   |

### Sources :

- Site Schneider Electric (<http://www.schneider-electric.com/sites/corporate/fr/accueil.page>)
- Document de Référence 2008
- Rapport d'activité et de DD 2008

### Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Principes de Responsabilité
- Supplier Guide Book



# SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2001** : Signature de la Déclaration des institutions financières sur l'environnement et le développement durable sous l'égide du PNUE
- **2003** : Adhésion au Global Compact  
Membre du CNDD
- **2004** : Signature de la Charte Diversité
- **2007** : Adoption des Principes d'Equateur
- **2008** : Adoption du Plan Carbone

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **Achats** : 5 milliards d'euros par an, hors baux et dépenses d'assurance (dont 3 milliards pour la France)
  - 3 domaines d'achats couvrant 70 catégories d'achats qui regroupent 139 produits et services achetés
  - Dispositions particulières RSE mises en place pour 49 produits/prestations de services identifiés comme risqués : 52% correspondent à des achats de produits et de services informatiques, 25% des achats relatifs au métier bancaire (exemple : Monétique) et 23% attachés à des achats de services (exemple : Voyage, Marketing)
- **Fournisseurs** : 2004 fournisseurs référencés
  - 1/3 des achats est réalisé auprès de PME

### Organisation de la fonction Achats :

- Une Direction Achats Groupe :  
Garantit pour l'ensemble des métiers du Groupe, tant en France qu'à l'étranger, le meilleur niveau de performance, de qualité et d'efficacité Achats et contribue ainsi à la maîtrise des risques opérationnels.
- 63 acheteurs à Paris et 43 à l'international
- Spécialisation par domaine

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes** :
  - 2006 : Mise en œuvre de la démarche à travers un plan d'action pluriannuel : Le Plan Ethical Sourcing Programm - ESP
  - Réalisation d'une cartographie des risques RSE des produits et prestations de services achetés : 49 familles à risque significatif et 90 à risque plus faible
  - Elaboration d'une méthodologie d'évaluation RSE des fournisseurs
  - Mise en place d'un suivi RSE des fournisseurs
  - Travail collaboratif avec les différents acteurs impliqués dans l'acte d'achat.
  - Promotion du recours au secteur protégé

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

- **Référencement** :
  - Déclaration d'engagement :
    - Les règles de déontologie qui s'inscrivent dans le Code de Conduite du Groupe Société Générale.  
À titre professionnel, les acheteurs sont tenus de respecter par exemple la confidentialité des conditions proposées par les fournisseurs, les dispositions des pays et marchés en matière de droits, et refusent tout accord de réciprocité. À titre personnel, ils ne peuvent accepter aucun cadeau.

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- Evaluation spécifique au regard de la RSE des services et produits en fonction du niveau de risque identifié.

Selon la nature du risque sous-jacent, 2 types de questionnaires ont été établis :

- des questionnaires "standards" pour tous les produits et services faisant l'objet d'une consultation. Constitués de 10 questions générales visent à évaluer l'engagement RSE du fournisseur.
- des questionnaires "spécifiques" par produit/service lorsque ceux-ci sont considérés "à risque".
- les réponses des fournisseurs aux questionnaires font l'objet d'une notation. Les notes obtenues sont intégrées dans l'évaluation de leur offre. Dans le cas de notes inférieures à un seuil prédéfini, les fournisseurs non retenus sont informés par courrier. Les fournisseurs retenus sont impliqués dans les plans d'action de maîtrise des risques.

#### • Contractualisation :

→ Référence aux engagements DD du Groupe intégrée dans tout nouveau contrat.

- Déclaration des institutions financières pour l'environnement et le DD du PNUED, adhésion au Global Compact, ainsi qu'aux textes fondateurs que sont la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et les conventions internationales de l'OIT.
- Engagement des fournisseurs à respecter ces textes dans les pays où ils opèrent, en signant les contrats comportant, en sus d'autres clauses, une clause spécifique s'y référant. Ils s'engagent donc à être en accord avec :
  - le droit du travail et au minimum, au cas où celui-ci n'existerait pas, avec les dispositions de la Déclaration de l'OIT ;
  - le droit de l'environnement, en ne contractant pas avec des sous-traitants, personnes physiques ou morales qui, à leur connaissance, ne respectent pas les dispositions citées.

## Dispositif d'information et de formation DD/RSE

### • Partage de l'information

- Déploiement d'eSourcing Tool@chats :  
En France et à l'international, pour traiter en ligne les dossiers d'achat.  
Permet d'accélérer le traitement et de standardiser les interactions entre la Direction des achats, les prescripteurs internes du groupe, les fournisseurs et les juristes.  
Contribue à professionnaliser le processus pour l'ensemble des parties prenantes : Transparence et visibilité en temps réel sur les dossiers de consultation et offres, traçabilité des interactions entre les parties, réponses aux appels d'offres analysées sur la base de critères pré-paramétrés.  
Permet aussi, le cas échéant, aux fournisseurs sélectionnés de prendre part à un processus d'enchères inversées et de faire leur meilleure offre en temps réel et en toute équité.
- Création d'une rubrique "fournisseurs" sur le site du groupe,
- Organisation de The I.D. (Innova Day) :  
Lancement d'un challenge "idées" avec les fournisseurs et organisation d'une journée pour favoriser la collaboration avec les acheteurs, les clients internes et les fournisseurs
- Publication d'une Brochure Achats : "Ensemble, agissons pour les achats responsables"

## SOCIETE GENERALE- Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE   | Objectifs   | Indicateurs   | Réalisations 2006 - 2008   | Objectifs 2009/2010 - 2012   |
|--|---|---|--|--|
| Participation à l'efficacité opérationnelle et à la maîtrise des risques opérationnels du Groupe | <p>Neutralité : Sélectionner des propositions adaptées aux besoins fonctionnels et techniques du groupe sur la base d'un processus garantissant objectivité, équité et transparence</p> <p>Responsabilité : Intégrer la dimension RSE dans la conduite opérationnelle et fonctionnelle des Achats</p> <p>Efficacité : Contribuer à l'amélioration du fonctionnement opérationnel du groupe en recherchant auprès des fournisseurs des solutions innovantes, de qualité et performantes économiquement</p> | <p>Nombre de catégories d'achats couverts par la démarche</p> <p>Nombre de fournisseurs évalués :</p>                     | <p>Mise en place et déploiement de l'ESP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégration des critères RSE dans les questionnaires fournisseurs, contrats et appels d'offre</li> <li>- Sur les 49 catégories d'achats à fort enjeu RSE, 30 ont fait l'objet d'un cadrage de qualification de risques</li> </ul> <p>Des actions pour améliorer les performances ont été engagées</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 532 fournisseurs notés dans la base de données représentant un volume de dépenses de 2,1 milliards d'euros</li> <li>- 80% d'entre eux ont obtenu une note égale ou supérieure à 5/10</li> </ul> | <p>Consolidation de la démarche 2ème phase du plan ESP</p> <p>Intégration des préoccupations RSE au cœur du processus Achats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Consolidation des processus de notation RSE des fournisseurs et de formation des acheteurs</li> <li>- Mise en place des processus de qualification des risques RSE</li> <li>- Couverture de la base de dépenses la plus large possible</li> <li>- Prise en compte de la note RSE dans la sélection des fournisseurs à hauteur de 3%</li> </ul> <p>Concentration sur les catégories à risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Partage des expériences et collaboration avec les différents acteurs impliqués et plus particulièrement avec les fournisseurs pour initier des actions visant à maîtriser ces risques en intégrant des critères RSE dès la phase d'expression de besoin et dans les politiques de consommation.</li> </ul> |
| Soutien fournisseurs locaux - PME - secteur adapté   | Participer aux actions RSE du Groupe  | <p>Soutien des PME</p> <p>Soutien et promotion du secteur adapté :</p> <p>Montant des achats réalisés avec le secteur</p> | <p>Adhésion au Pacte PME</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation de rencontres thématiques</li> <li>- Consultation lors d'appels d'offre</li> </ul> <p>2008 : Réalisation d'un volume d'achats de plus d'1 million d'euros</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Signature d'un contrat de conseil en systèmes informatiques spécialisé dans la haute technologie avec une société proposant des prestataires en situation de handicap</li> <li>- Mise en ligne de la liste des EA et ESAT du groupement GESAT sur l'intranet achats</li> </ul>   | <p>Déploiement de cet engagement</p> <p>Contribuer à la définition des règles de consommation auprès des secteurs protégé et adapté</p> <p>Les intégrer chaque fois que possible dans les appels d'offre, soit sur des sujets dédiés, soit en y affectant une partie des marchés</p> <p>Objectif 6 millions d'euros en 2010</p>  |
| <b>Autres bonnes pratiques identifiées</b>   |   | <b>Indicateurs</b>  | <b>Réalisations</b>  |  |
| Contribution au projet Carbon Neutral  |   |   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation d'une veille fournisseurs</li> <li>- Référencement d'une société de navettes aéroport proposant des véhicules hybrides.</li> <li>- Intégration d'un éco-comparateur dans l'outil de réservation en ligne de l'agence de voyage.</li> </ul>  |  |
| Projet "Papier Responsable"  |   | % de papier certifié/ consommation totale de papier en France   | <p>Projet acté en 2007</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lancement d'un appel d'offre en France et dans 11 pays pour accroître la part d'approvisionnement en papier recyclé et/ou éco-labelisé.</li> <li>- 33% en 2008</li> </ul>  |  |

### Sources :

- Site Société Générale (<http://www.societegenerale.com/>) - rubrique fournisseurs
- Site RSE du Groupe (<http://rse.socgen.com/>)
- Document de Référence 2009

### Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Code de conduite - Questionnaire fournisseurs
- Brochure achats - Clauses RSE dans les contrats



# STMICROELECTRONICS

## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2000** : Adhésion au Global Compact
- **2005** : Adhésion à l'initiative EICC - Electronics Industry Citizenship Coalition
- **2007** : Membre actif de l'EICC – Directrice Corporate Responsibility élue au Comité Directeur de l'EICC

Participation active à des groupes de travail inter-entreprises membres de l'EICC pour contribuer à l'amélioration de la Supply Chain

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **2008** : 983 millions d'US dollars
- **Répartition par grandes familles d'achats** :  
34% d'out-sourcing, 35% d'achats et d'entretien de machines et 31% de matières utilisées dans le processus de fabrication
- 3 catégories principales de fournisseurs :  
Les fournisseurs d'équipements, les fournisseurs de matières premières et les sous-traitants (Back-end et Front-end).

### Organisation de la fonction Achats :

- Structure centralisée :  
Asie : Achats matières back-end : outsourcing back-end  
Europe : Achats matières front-end, Achats hors-production, outsourcing front-end

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

- 2005 : Adhésion à l'initiative EICC et adoption de son code de conduite comme code de conduite fournisseurs.
- 2006 -2007 : Déploiement de l'approche EICC auprès des fournisseurs de matériel et les sous-traitants – phases 1 et 2 du process
- 2008 : Accompagnement des fournisseurs vers la phase 3, extension de la démarche à une base plus large de fournisseurs

- La démarche est sous la responsabilité du département RSE qui travaille en étroite collaboration avec les départements Achats et sourcing.

- Un poste a été crée pour piloter les programmes "Quality and Sustainable Excellence"

- 2008 : Publication de la 14<sup>ème</sup> liste de substances non autorisées, autorisées et sous contingence et création d'une base de données interne d'archivage et de partage des informations.

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- Code de conduite : "Principles for Sustainable Excellence"  
Ce code de conduite s'appuie sur des principes partagés par l'ensemble de l'organisation. Il précise l'engagement du groupe dans les trois domaines clés que sont l'Intégrité, les employés et l'Excellence. Chacun de ces piliers est décliné en sous-thèmes dans lesquels l'entreprise décrit sa ligne de conduite.  
Intégrité : La société exerce ses activités en respectant les règles d'éthique les plus strictes; elle veille à honorer ses engagements, à tenir ses promesses, à agir avec loyauté et équité et à défendre ce qui est juste.

Employés : la société se comporte de manière ouverte, confiante et simple ; elle est prête à partager ses connaissances, à encourager la contribution de chacun, et à favoriser l'épanouissement de chacun grâce à la responsabilisation, au travail d'équipe et à la formation ; chacun doit/devra soutenir ce processus d'amélioration permanente et y participer personnellement.

Excellence : La société recherche la qualité et la satisfaction du client, afin de créer de la valeur pour tous ses partenaires ; encourager l'innovation, développer ses compétences ; répondre de ses actions ; agir avec discipline, prendre des décisions basées sur les faits et se concentrer sur les priorités.

Ces Principes pour une Excellence Durable sont à la base de toutes ses activités, de leur planification à leur mise en oeuvre, et la société met l'accent sur ses employés, ses clients, ses actionnaires, ses partenaires commerciaux et chacune des communautés au sein desquelles elle exerce son activité.

Ces Principes sont LA référence absolue pour ses comportements et décisions. Ils s'appliquent à toutes les personnes qui travaillent chez les sous-traitants, sans exception. L'éthique professionnelle, le respect des droits de l'homme et un sens des responsabilités envers tous les partenaires et à l'égard de l'environnement sont, pour chacun des employés, une question d'intégrité personnelle.

- Etablit les principes pour guider les actions du Groupe dont l'engagement à développer des partenariats équilibrés avec les fournisseurs et les partenaires d'affaires en tenant compte des obligations du Groupe vis à vis des actionnaires tout en permettant de remplir à long terme les attentes des autres parties prenantes.

- Code de conduite fournisseurs :  
Adoption du code de conduite EICC progressivement introduit auprès de la population fournisseurs

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- Questionnaire d'auto évaluation EICC :  
Permet de fournir de l'information sur leur performance sociale et environnementale et leurs systèmes de gestion.
- Base de données en ligne pour des chaînes d'approvisionnement responsables "Electronics Tool for Accountable Supply Chains", E-TASC :  
Système de gestion de l'information en ligne qui offre aux entreprises adhérentes une plateforme pour recueillir, gérer et analyser des données sociales et environnementales fournies volontairement par leurs fournisseurs respectifs. L'information est la propriété des fournisseurs et est fournie sur demande.

- Invitation à rejoindre l'initiative EICC

#### • Contractualisation :

- Demande de certification et de conformité aux programmes environnement, santé, sécurité du Groupe et à la législation courante.
- Demande de certification OHSAS 18001
- Demande de certification ISO 14001/EMAS
- Demande d'engagement de conformité avec la "Regulated banned Substances List"

#### • Réalisation du contrat :

- Le processus d'amélioration de la performance Fournisseur est basé sur la performance EHS globale évaluée 2 fois par an.

Les fournisseurs qui sont en dessous du seuil de performance doivent mettre en place un plan d'action corrective. Si malgré cela le score minimum n'est pas atteint, STMicroelectronics met en place un accompagnement (training, assistance, audit)

Les sites locaux sont responsables des audits qualité des fournisseurs importants. Ces audits sont réalisés par des employés locaux par délégation du siège sur la base ISO 9001 avec items spécifiques Groupe sur les aspects santé, sécurité, environnement et des aspects EICC plus larges.

Objectif : Auditer 90% des fournisseurs de matières considérés comme risqués sur une période tournante en vue de vérifier leur conformité et adhésion aux standards de qualité, environnement, santé, sécurité.

## Dispositif d'information et de formation DD/RSE

### • Formation

L'université STMicroelectronics développe et met en oeuvre des programmes de formation avec la participation des experts internes et des fournisseurs.

L'approche EICC s'articule en 5 phases  
Pour une information complète : [www.eicc.info](http://www.eicc.info)

**Phase 1 : Introduction : Évaluation initiale et exigences en matière de responsabilité sociale d'entreprise (RSE)**

**Phase 2 : Évaluation : Auto-évaluation**

**Phase 3 : Validation : Audits et mise en place d'actions correctives**

**Phase 4 : Reporting**

**Phase 5 : Maintien : Formation, éducation**

## STMICROELECTRONICS- Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE                                 | Objectifs   | Objectifs 2008   | Etat  | Objectifs 2009   |
|--|---|--|---|--|
| Améliorer le processus d'approvisionnement | Contribuer à l'initiative EICC en encourageant activement les fournisseurs et les sous-traitants à atteindre la conformité.<br><br>L'objectif actuel étant de promouvoir l'initiative EICC auprès des fournisseurs et sous-traitants plutôt que de l'imposer par une approche ouverte, collaborative et pédagogique sur l'intérêt de la mutualisation | Obtenir des 15 fournisseurs clés présentant le plus haut risque qu'ils renseignent le questionnaire d'auto-évaluation EICC<br><br>Débuter les audits EICC chez les 2 fournisseurs présentant le plus haut risque<br><br>Déployer le modèle d'engagement fournisseurs EICC auprès des fournisseurs locaux<br><br>Obtenir un engagement à l'EICC des principaux sous-traitants front-end<br><br>Mettre en place la phase 1 de la démarche EICC auprès des sous-traitants Front-end clés<br><br>S'assurer que les 30 sous-traitants Back-end présentant le plus haut risque remplissent le questionnaire d'auto évaluation de l'EICC<br><br>Commencer le processus d'audit EICC sur les 3 sous-traitants back-end présentant les plus forts risques<br><br>Mettre en oeuvre l'outil d'évaluation de la performance des sous-traitants comprenant les critères EICC (pour les sous-traitants back-end) | En cours<br><br>Pas mis en oeuvre<br><br>Objectif atteint<br><br>Objectif atteint<br><br>Objectif atteint<br><br>En cours<br><br>Pas mis en oeuvre<br><br>Objectif atteint  | Doubler le nombre de questionnaires d'auto-évaluation renseignés<br><br>Lancer 1 ou 2 audits EICC<br><br>Etendre l'accord de conformité à l'EICC aux fournisseurs de matériaux (objectif 85%) et aux fournisseurs d'équipements (objectif 50%)<br><br>Obtenir une adhésion à l'EICC des nouveaux sous-traitants front-end<br><br>Déployer le modèle d'engagement fournisseurs EICC auprès de fournisseurs logistiques<br>Inviter les fournisseurs et sous traitants (front-end et back-end) au EICC Shenzhen supplier membership event<br><br>Lancer une formation pour les départements internes afin de renforcer leur connaissance des exigences<br><br>Intégrer progressivement des indicateurs EHS supplémentaires dans l'évaluation de la chaîne d'approvisionnement sur la base des besoins des clients |
| REACH                                      | Mise en conformité avec la nouvelle réglementation  | Accompagnement des fournisseurs clés<br><br>S'assurer que 100% des sous-traitants back-end sont certifiés ISO 14001 et OHSAS 18001   | Objectif atteint<br><br>En cours  | Intégrer les critères de l'EICC dans le processus d'évaluation (score card) des sous-traitants Front-end<br><br>Conformité des Fournisseurs et sous traitants back-end (objectif de 80%)   |
| Certification                              |   | Demander la certification OHSAS18001 aux fournisseurs  | Certification ISO ou EMAS :<br>85% des fournisseurs de matériel,<br>97% des sous-traitants BE et 100% des sous-traitants FE<br>certification OHSAS 18001 :<br>6% des fournisseurs de matériel<br>82% des sous-traitants FE<br>92% des sous-traitants BE | Poursuivre la démarche de certification des fournisseurs et de l'ensemble des sous-traitants (OHSAS 18001 et ISO 14001   |

| Autres bonnes pratiques identifiées | Objectif  | Réalisation  |
|-------------------------------------|---|--|
|                                     | Gestion responsable des déchets                                   | Partenariat avec les fournisseurs pour le recyclage<br>Le site de Rousset a pris part à un programme de recyclage du tantalum avec des fabricants d'acier locaux depuis 2007 :<br>- Réduction des coûts<br>- Limitation des impacts environnementaux |
|                                     | Réduction de l'exposition des employés aux substances dangereuses | Depuis mi 1990 : Mise en place d'un programme de gestion des produits chimiques avec les fournisseurs  |
|                                     | Recours aux énergies "vertes"                                     | 32% des achats d'électricité (29 % d'énergie d'origine nucléaire et 3% d'énergies renouvelables)   |

### Sources :

- Site sous-traitants Microelectronics (<http://www.st.com/stonline/>)
- Rapport RSE 2008
- Rapport Annuel 2008

### Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Principes for sustainable Excellence



# SUEZ ENVIRONNEMENT

## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2008** : Adhésion au Global Compact
- **2006** : Convention de coopération avec Transparency International

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **2008 : Montant total d'achats** : 2 677,2 millions d'euros, en hausse de 467,1 millions d'euros (+ 21,1 %) par rapport à 2007.
- Comprend principalement des achats d'eau brute destinée à être traitée puis distribuée aux clients, des achats de matériels, pièces, énergie, combustibles et matières valorisables.
- **Sous-traitance** : 1 516,2 millions d'euros

### Organisation de la fonction Achats :

- Le Groupe a mis en place, en 2002, une direction des achats chargée de sélectionner les fournisseurs, d'optimiser les approvisionnements pour toutes les filiales et de faire respecter des critères de qualité et de rentabilité.
- Coordination européenne pour les métiers des déchets au moyen de trois comités :
  - SITA European Procurement Organisation (SEPO)  
Regroupe les directeurs achats.
  - SITA European Fleet Organisation (SEFO)  
Regroupe les gestionnaires de flotte de véhicules.
  - SEPO Green  
Regroupe les directeurs achats et les acheteurs propreté pour l'Europe, et a pour vocation le partage d'expérience et l'échange des bonnes pratiques entre les différents pays.  
Ces comités permettent d'importantes économies d'échelle et intègrent une clause "développement durable" dans tous les accords qu'ils concluent.
- Coordination européenne distincte pour les métiers de l'eau regroupant les directeurs achats des Business Units de la direction Eau avec vocation d'initiatives achats communes.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS EAU :

L'intégration des principes du développement durable dans les politiques achats s'est déclinée selon 2 axes (détails cf. rubrique pilotage de la démarche) :

- L'intégration de la responsabilité sociale et environnementale de Suez Environnement Eau dans sa relation fournisseurs
- Le développement durable comme nouveau levier d'innovation technologique et de compétitivité achats

La cohérence globale de cette démarche a été récompensée par l'attribution du Trophée des "Achats et Développement Durable" 2008 au Pôle Eau de Suez Environnement par le Centre des Dirigeants et Acheteurs de France (C.D.A.F).

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

- La politique d'achats responsables repose sur une recherche conjointe de réduction des coûts et des impacts environnementaux des activités de l'entreprise.
- Mise en place une politique d'achats durables commune aux métiers Eau en France (Lyonnaise des Eaux, Degremont, Ondeo IS).
  - Mise en œuvre d'actions concrètes dans différents contrats et centres régionaux.
  - Mise en place d'une organisation européenne pour les métiers des déchets
  - Mise en place d'une démarche spécifique de maîtrise du risque RSE pour le TOP 100 des fournisseurs

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

- Déclaration d'engagement :
- Charte Éthique des achats (GDF SUEZ),
  - Politique d'achats durables (Secteur propreté)
  - Guide des achats durables Lyonnaise des Eaux (Secteur eau)
  - Déontologie des relations avec les fournisseurs (GDF SUEZ)
- Diagnostic et évaluation des fournisseurs :
- Mise en place d'un questionnaire d'évaluation RSE

#### • Contractualisation :

- Clauses DD incluses dans l'ensemble des contrats globaux : Constituent des obligations environnementales et sociales que les fournisseurs et leurs produits doivent respecter impérativement.
- Sita France : Clause "développement durable" intégrée à l'ensemble des accords-cadres
- Suez Environnement : Elaboration de cahiers des charges plus exigeants que les normes de sécurité CE.

## Dispositif d'information et de formation DD/RSE

### • Sensibilisation - formation

En 2008, SITA European Procurement Organisation (SEPO) Green a déployé auprès des acheteurs une formation aux achats durables avec une méthodologie standard et l'accès à une base de données évaluant l'impact environnemental des produits

### • Partage de l'information

SEPO'rtal : Portail commun à tous les acheteurs et gestionnaires de flotte afin de partager les contrats et de mettre à la disposition des filiales les véhicules et les équipements

## SUEZ ENVIRONNEMENT - Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés   | Objectifs   | Engagements/Indicateurs   | Réalisations  |
|---|---|---|---|
| Réduction des coûts et des impacts environnementaux des activités de l'entreprise | Réduire de l'empreinte écologique des produits de traitement                | % de réduction de produits chimiques  | Politique achats durables :<br>Elaboration de nouveaux équipements et récupération des résidus industriels chimiques en substitution des coagulants<br>- Baisse de 15% de consommations de produits chimiques,<br>- Baisse des flux logistiques d'approvisionnement         |
|   | Recycler  | % de réutilisation des conteneurs de collecte   | 80 % des conteneurs employés pour la collecte en Allemagne sont récupérés après leur réforme et réutilisés par le fournisseur   |
|   |   | Réduction des interventions de dépannages et de véhicules indisponibles   | Partenariat européen avec des fournisseurs de pneu et signature d'un contrat-cadre : Réduction de 50% de véhicules indisponibles  |
|   |   |   | Achats de compteurs d'eau composites par la Lyonnaise des eaux :<br>- Réduction de l'impact environnemental et du coût  |
|   | Faire du DD un levier d'innovation technologique et de compétitivité achats | Démarche d'optimisation des consommations d'énergie   | SUEZ Environnement Eau (SEE) :<br>- Optimisation des consommations d'énergie des stations de traitement d'épuration (S.T.E.P) en étroite association avec le projet GREEN CUBE SE.<br>- Optimisation des achats des équipements de pompage en coût de cycle de vie          |
|   |   | Démarche de réduction des consommations de produits chimiques de traitement   | (SEE) :<br>- Amélioration technique des centrifugeuses (Energie, maintenance et consommation de Polymères)<br>- Récupération de résidus industriels chimiques en substitution des coagulants notamment au chlorure ferrique (FeCl3), exemple concret d'économie circulaire. |
|   |   | Démarche sur les déchets issus du traitement en assainissement  | (SEE) :<br>- Optimisation des rotations de transport de boues<br>- Recyclage des boues par leur valorisation auprès d'autres filières   |
|   |   | Démarche sur les processus de curage de réseaux assainissement  | (SEE) :<br>- Optimisation des déplacements des camions de curage<br>- limitation de la consommation de la ressource en eau avec les camions à recyclage d'eau   |
|   |   | Démarche d'éco-conception   | (SEE) :<br>- Développement d'un partenariat stratégique avec les fournisseurs de compteurs afin de produire une nouvelle génération de compteurs respectant les aspects environnementaux  |
|   |   | Démarche de réduction des émissions du CO2 du parc véhicule   | (SEE) :<br>Mise en œuvre d'expérimentation sur véhicules utilitaires électriques, véhicules de services au Gaz naturel Véhicule, véhicules fonctionnant au "Diester"  |
|   | Démarche sur les déchets banals   | (SEE) :<br>Mise en place des filières de recyclage pour nos déchets banals (informatiques, pompes, compteurs,...)                                     |   |
|   | Démarche sur les fournitures générales                                      | (SEE) :<br>Référencement des produits et fournitures alternatifs ayant un impact environnemental limité (hygiène, entretien, maintenance, papier,...) |   |

## SUEZ ENVIRONNEMENT - Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés   | Objectifs  | Engagements/ Indicateurs   | Réalisations  |
|---|--|--|---|
| <p>Santé :</p> <p>Implication des fournisseurs dans la démarche RSE</p> | <p>Surveiller les maladies professionnelles chez les sous-traitants</p> <p>Intégrer la RSE dans la relation fournisseurs</p> | <p>Démarche sociétale :</p> <p>Indicateur :<br/>Nombre de fournisseurs évalués</p> | <p>Mise en place de mesures destinées à assurer la santé et la sécurité des salariés des sous-traitants,</p> <p>Surveillance du maintien de la conformité avec les dispositions légales et réglementaires relatives à la santé et à la sécurité dans les différents sites.</p> <p>(SEE) :<br/>Evaluation des risques des fournisseurs sous contrats sur les dimensions de responsabilité sociale et environnementale. Engagement de leur part soit contractuellement, soit par l'envoi d'un questionnaire spécifique aux 38 fournisseurs faisant partie du top 100 (par chiffre d'affaires) de Suez Environnement Eau, ceci au travers des dimensions éthiques, pratiques sociales, pratiques environnementales</p> <p>Introduction de clauses DD incluses lors du renouvellement de contrats ou des nouveaux contrats :<br/>Constituent des obligations environnementales et sociales que les fournisseurs et leurs produits doivent respecter impérativement.<br/>Solllicitation de fournisseurs et sous-traitants locaux</p> |
| <p>Soutien fournisseurs locaux - PME</p>                                | <p>Agir en acteur d'un développement local durable</p>   |  |   |
| <p>Secteur protégé</p> <p>Autres bonnes pratiques identifiées</p>       | <p>Réflexion en matière de prévention de la corruption</p>   | <p>Démarche handicap :</p>   | <p>(SEE) :<br/>Développement de la part de marché dans les achats réalisés par le secteur protégé avec la contractualisation sur les prestations de services locales (espaces verts, prestations administratives,...).</p> <p>A partir d'une analyse réalisée par Transparency International France entre 2007 et 2008 :<br/>Mise en œuvre progressive de mesures comme :<br/>- Diffusion et appropriation par les collaborateurs des règles relatives à l'éthique et au DD dans les marchés et les contrats de fournitures et sous-traitants<br/>- Formation à l'éthique et aux règles de concurrence</p>  |

### Sources :

- Site Suez Environnement (<http://www.suez-environnement.fr/fr/accueil/>)
- Rapport Développement durable 2008-2009
- Document de Référence 2008
- Rapport d'activité et de DD 2007-2008
- Développement Durable : Engagements et performances 2008

### Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Charte Éthique des achats (GDF SUEZ),
- Politique d'achats durables (Secteur propreté)
- Guide des achats durables Lyonnaise des Eaux (secteur eau)
- Déontologie des relations avec les fournisseurs (GDF SUEZ)



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2002** : Adhésion au Global Compact
- **2003** : Signature des principes de l'EITI - Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
- **2004** : Création de la Plateforme sociale européenne
- Participation aux travaux de l'APIECA (International Petroleum Industry Environmental Conservation Association)
- **2006** : Signature d'un Accord Cadre en faveur de l'emploi des personnes handicapées
- **2007** : Participation au projet RESIST (Resisting Extortion and Solicitation in International Sales and Transaction)

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- Achats de brut, produits pétroliers et pétrochimiques : 102 milliards d'euros
- Achats de biens et de services : 26 milliards d'euros (Chiffres 2007 - non issus des comptes consolidés du Groupe.)
- Environ 50 000 fournisseurs actifs

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes :**
  - 2007 : Formalisation des 6 principes fondamentaux pour les achats
  - Intégration des exigences RSE dans les processus d'achats et sensibilisation des salariés.
  - Réalisation de projets pilote sur des catégories d'achats

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

- **Référencement :**

→ Déclaration d'engagement :

- Les Principes Fondamentaux des Achats :
  - Formalisés en 2007, 6 principes fondamentaux pour les achats énoncent les critères de RSE qui doivent être pris en compte par les entités de Total dans le choix de leurs fournisseurs. Ils renvoient naturellement aux obligations que le Groupe s'impose à lui-même :

intégrité, lutte anti-corruption et prévention des conflits d'intérêts ; respect de la légalité et des standards "droits de l'homme" de l'industrie tels que les Principes du Global Compact ; respect des principes et droits fondamentaux du travail ; prévention en matière de sûreté, santé et sécurité ; respect de l'environnement et promotion d'un développement économique et social.

- Sont destinés à orienter les collaborateurs dans leurs actions au quotidien.

- La Charte Hygiène, Sécurité et Environnement (HSE) :

Recommande que les prestataires extérieurs, les fournisseurs, et plus généralement, les partenaires industriels et commerciaux adhèrent à la politique de sécurité et d'environnement du Groupe.

- Le Code de conduite :

24 langues - est directement inspiré de textes fondamentaux : Déclaration universelle des droits de l'Homme, principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales, Global Compact, conventions fondamentales de l'OIT.

- **Contractualisation :**

- Insertion de clauses éthiques dans les contrats internationaux et demande d'informations sur les principes éthiques dans les appels d'offres,

- **Réalisation du contrat :**

- Audit : Afin de s'assurer de la bonne application des 6 principes fondamentaux et d'aider aux besoins les sociétés concernées à progresser dans ces domaines, Total peut diligenter des audits portant spécifiquement sur les aspects sécurité et environnement ou couvrant d'autres dimensions de la responsabilité sociale des entreprises.

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

- **Sensibilisation - formation :**

Proposition de formations pilotées par les branches et les directions métiers (HSE, Finances, Achats, Audit...).

- **Réalisation de Guides pratiques spécifiques :**

Exemple le guide de l'intégrité : Diffusé à 20 000 exemplaires (français et anglais), fournit aux collaborateurs du Groupe, des réponses concrètes aux questions relatives au risque de fraude, de conflits d'intérêt, de corruption, en tenant compte de la diversité des contextes ou des perceptions.

## TOTAL – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés  | Objectifs  | Axes d'intégration   |
|--|--|--|
| <p>Éthique :<br/>En particulier concernant les achats et relations avec les fournisseurs dans les pays où les risques de corruption sont importants</p> <p>Economique :<br/>Abus de puissance en particulier vis à vis des fournisseurs PME</p> <p>Environnement :<br/>Suivi de la chaîne d'approvisionnement, notamment produits vendus dans les stations services et achats de la chimie</p> | <p>S'assurer du respect des engagements éthiques</p> <p>Veillez au strict respect des lois et des règles en matière de concurrence.</p><br><p>Améliorer la performance environnementale</p><br><p>Indicateurs : Réduction de la consommation d'énergie et du coût de maintenance</p> | <p>Actions de contrôle et de prévention :</p> <p>Externe : Intégration de clauses dans les contrats et demande d'information</p> <p>Interne : Prise en compte dans le référentiel des évaluations éthiques</p><br><p>Intégration d'exigences dans les processus achats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérification que les conditions de travail des fournisseurs et sous-traitants sont conformes aux normes de l'OIT</li> <li>- Sensibilisation des collaborateurs</li> </ul> <p>- Concilier la politique de maîtrise des coûts avec l'approche partenariale permettant une relation durable et bénéfique entre les 2 parties</p><br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en compte de l'origine des produits achetés et vérification de la mise en place par le fournisseur d'un management environnemental</li> <li>- Analyse du transport des marchandises pour minimiser les distances à parcourir ou privilégier les transports ferroviaires.</li> </ul> <p>Depuis 2003 : Les stations service se dotent d'une nouvelle technologie d'éclairage qui permet de réduire la consommation d'énergie et facilite le recyclage. Initié en Europe, le programme de remplacement s'est élargi à la Chine, au Liban et en Afrique du Sud<br/>Economie estimée à 94 780 kWh par jour et réduction d'environ 70% des coûts de maintenance.</p> |
| <p>Soutien fournisseurs locaux - PME – secteur protégé</p>   | <p>Soutien aux fournisseurs locaux et PME :<br/>Fertiliser le tissu économique local</p><br><p>Secteur protégé</p>   | <p>En 2009, Total lancera un appel d'offre européen auprès des principaux fournisseurs de produits chimiques avec, comme premier critère, la biodégradabilité complète des produits</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recherche d'un ancrage durable des activités dans les territoires, et d'entretien d'un éco-système de sous-traitants, PME et micro entreprises</li> <li>- direct : Quand l'offre industrielle le permet, achats de équipements et de services locaux)</li> <li>- ou indirect : Développement de programmes d'actions sociétales et d'aide au développement local, développement régional et solidarité d'entreprise, accompagnement des PME via une structure dédiée :<br/>Total Développement Régional.</li> </ul> <p>- Adhésion au Pacte PME et Pacte PME International</p> <p>Le recours au secteur protégé est inclus dans l'accord européen sur l'emploi des personnes handicapées avec un engagement de mise a disposition d'un référentiel par prestations des entreprises du secteur.</p>   |
| <p>Autres bonnes pratiques identifiées</p>   | <p>Eco-conception</p>  | <p>Mise en place de partenariats</p>   |

### Sources :

- Site Total ([http://www.total.com/fr/home\\_page](http://www.total.com/fr/home_page))
- Rapport Environnement et Société 2008
- Document de Référence 2008

### Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Le Code de Conduite
- La Charte HSE



# UNIBAIL - RODAMCO

## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2004** : Adhésion au Global Compact
- **2008** : Intégration de l'indice "Dow Jones Sustainability index" DJSI World
- **2009** : Maintien et amélioration de la cotation au sein de l'indice DJSI World
- Signature de la Charte de la Diversité

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

Achats de prestations de services pour les prestations liées à l'exploitation des actifs gérés par le groupe dans un strict respect de transparence et d'éthique sur :

- L'équité dans le traitement des prestataires (fourniture des mêmes documents et informations, exigence des mêmes délais de réponse, mêmes critères d'analyse,...).
- La garantie d'un niveau de prix acceptable
- Le respect des règles internes et de la réglementation
- La préservation des intérêts du Groupe et ceux de nos mandants

### Organisation de la fonction Achats :

- La fonction achat est intégrée à la Direction de l'Ingénierie Immobilière du groupe (D2I). La direction méthode, direction Synergie & Expertise de la D2I définit les règles d'achats uniformes pour les prestations de services et les outils standardisés associés et suit l'application de cette politique. L'ensemble des procédures achats sont décrites et mises à jour périodiquement. La dernière mise à jour de la note méthodologique date du 4/04/2009.
- Une cartographie des achats de prestations de services est en place depuis 2004 et permet entre autres de suivre trimestriellement le niveau de dépendance économique des prestataires

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

#### • Grandes étapes :

- 2008 : Intégration de clauses DD dans les contrats de fournisseurs clés
- Mise en place de projets pilote collaboratifs avec les partenaires pour l'amélioration des performances environnementales des actifs.

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- Le Code d'Éthique  
Définit pour les collaborateurs des règles et directives claires portant sur les conflits d'intérêt, les dessous de table et autres formes de corruption

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

Dans la mesure du possible, le Groupe s'assure de la conformité de ses partenaires aux normes nationales et internationales comme celles de l'OIT et du respect de la politique DD Groupe.

#### • Contractualisation :

- Le contrat de sous-traitance comprend des clauses décrivant clairement les normes environnementales et sociales qu'ils doivent respecter en matière de DD

## UNIBAIL RODAMCO – Pilotage de la démarche :

| Objectifs  | Indicateurs  | Réalisations 2008   | Engagement 2009  |
|--|--|---|--|
| <p>Impliquer les fournisseurs dans la démarche DD</p> <p>Améliorer l'efficacité énergétique des actifs</p> | <p>Nombre de contrats incluant des clauses DD et part en % du budget</p> | <p>Clauses RSE ajoutées aux contrats de 69 fournisseurs français clés, représentant plus de 70% du budget dévolu au portefeuille des actifs français.</p> <p>- Mise en place du programme "Sustainable attitude" : travail collaboratif entre les différents acteurs pour établir une liste d'améliorations environnementales faciles et rapides à appliquer</p> <p>Phase pilote sur 25 centres commerciaux : 4% en moyenne de réduction d'énergie en 2008 avec une baisse de 20% pour l'un des centres</p> <p>- Mise en place de contrats de performance énergétique (CPE) : Exemple : Contrat de 3 ans, signé entre le Centre Carré Sénart et la société DALKIA garantissant une réduction d'au moins 5% de la consommation d'électricité et 10% sur les consommations gaz par rapport à l'année de référence 2007</p> <p>Mise en place de certificats d'économie d'énergie à Velizy 2 et Porte de Versailles</p> | <p>- Extension et renforcement du processus : révision et mise à jour des contrats pour faire explicitement référence aux problèmes environnementaux et aux conditions de travail</p> <p>- Communication avec les fournisseurs clés sur la stratégie DD Groupe.</p> <p>- Contrôle de la conformité des fournisseurs clés avec les exigences fixées par la réglementation et les clauses DD</p> <p>- Développer davantage de partenariats gagnant-gagnant avec les fournisseurs et sous-traitants</p> <p>- Etudier avec d'autres partenaires les possibilités de déploiement de ce type de contrat sur d'autres actifs en France</p> <p>- Mise en œuvre d'autres programmes spécifiques</p> |

### Actions spécifiques vis à vis des PME :

Pour les opérations de travaux de rénovations, restructurations commerciales de taille moyenne (budget < 10M€), la majorité des entreprises adjudicatrices des travaux sont des PME locales.

#### Sources :

- Site Unibail-Rodamco (<http://www.unibail.fr/unibail-rodamco/do/Accueil>)
- Rapport Annuel et Rapport Développement Durable 2008

#### Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- le Code d'Éthique du Groupe



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **2008** : 2,525 milliards d'euros d'achats consommés (ferrailles et alliages, billettes, plats, tubes, divers)
- **Achats de sous-traitance** :
  - 150 millions d'euros auprès de 530 fournisseurs
  - Les 15 premiers fournisseurs représentent 50% des achats

### Organisation de la fonction Achats :

- **2008** : Constitution de groupes d'achats : Travel Management, achats IT et télécoms, achats d'alliages et investissements réalisés auprès de fournisseurs stratégiques.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- La Charte de Développement Durable : Décrit les principes communs, valables pour l'ensemble du Groupe, précisant que la structure décentralisée du groupe implique une application adaptée aux spécificités de chaque pays.
- La charte d'Éthique : Règles de conduite en matière de conflits d'intérêts et relations avec les tiers (en cours de diffusion)

#### • Réalisation du contrat :

- Un travail systématique est réalisé avec les principaux sous-traitants afin de s'assurer que les conventions sociales en vigueur localement sont bien appliquées

## VALLOUREC - Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés               | Objectifs  | Indicateurs                        | Réalisations et objectifs   |
|-------------------------------------|--|------------------------------------|---|
| Sécurité<br><br>REACH               | Réduire le taux de fréquence d'accident<br><br>Identification des produits et fournisseurs critiques |                                    | Objectifs 2009 : 6 % incluant les intérimaires<br>Objectifs 2010 : 5% incluant les sous-traitants<br><br>- Constitution d'un groupe Projet réunissant sécurité et environnement, juridique, production, achats et R&D<br>- Engagement étroit et constructif entre les achats et de nombreux fournisseurs<br>- Suivi particulier mis en place chez les fournisseurs critiques pour vérifier leur avancement dans la démarche   |
| Soutien secteur adapté<br><br>PME   | Soutien au secteur protégé<br><br>Soutien PME  | Nombre de PME locales accompagnées | - Recours à plusieurs centres d'aide par le travail pour de nombreux travaux de sous-traitance (entretien des espaces verts, achat de fournitures, services de restauration, travaux de finition, etc.).<br><br>- Dispositif ALIZE (Action Locale interentreprises en Zone d'Emploi) : Programme d'entraide et de développement inter entreprises : mise à disposition gracieuse de compétences par de grands Groupes au service des PME PMI locales<br>- Accompagnement de 30 PME, 250 jours de compétences mobilisés et 140 emplois soutenus. |
| Autres bonnes pratiques identifiées | Diminution et revalorisation des déchets   |                                    | - Coopération avec les fournisseurs :<br>Exemple : Régénération auprès du fournisseur des solvants usagés.  |

#### Sources :

- Site Vallourec (<http://www.vallourec.com/fr/index.asp>)
- Rapport Annuel, Document de Référence et Rapport Société et Environnement 2008

#### Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Charte de Développement Durable
- Charte d'Éthique



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2002** : Adhésion au Global Compact
  - Membre du WBCSD
- **2006** : Adhésion au Water Integrity Network.
- **2008** : Signature d'un accord cadre sur la prévention des risques professionnels
  - Partenariat avec le Comité français de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)
  - Participation à la conférence internationale sur la contribution des services urbains à la lutte contre l'exclusion sociale
  - Acteur du Programme de renforcement de la gouvernance locale de l'UNITAR (United Nations Institute for Training & Research)

### Organisation de la fonction Achats :

- Une Direction des achats Groupe/des Directions Achats Divisions
- Des plateformes achats transverses sur les principaux pays

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes** :
  - 2003 : Mise en place du programme "Éthique, conviction et responsabilité" avec des dispositifs stricts de pilotage de la sous-traitance
  - 2004 : Formalisation de la démarche achats durables et intégration des enjeux RSE à chaque étape du processus achats par la mise en place de la charte achat et le déploiement de procédures d'évaluation des fournisseurs
    - Engagement des acheteurs (sensibilisation - formation)
    - Engagement des fournisseurs (système d'évaluation RSE et de suivi)
  - Démarche Groupe complétée par des démarches propres aux divisions

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- Charte de Développement Durable
- Charte Achats :
  - Définit les valeurs et les comportements individuels à respecter dans les relations avec les fournisseurs, constitue en cela un guide applicable aux acheteurs du Groupe.
  - À vocation à couvrir, quelle que soit leur importance, l'ensemble des achats et approvisionnements du Groupe, sans minima de chiffre d'affaires.
  - En ce qui concerne plus spécifiquement les achats, dont certains équivalent à de la sous-traitance, elle concerne tous les acteurs du réseau achat dans tous les pays et énumère l'ensemble des valeurs et des règles, notamment éthiques, à respecter, telles que toutes celles énoncées par les conventions de l'OIT relatives au travail forcé, au travail des enfants, à l'égalité des chances et à la liberté d'association.

- Charte Fournisseurs :

- Présente les spécificités des achats de Veolia Environnement et définit ses responsabilités et celles de ses fournisseurs dans le cadre de la relation client-fournisseur.
- Couvre toutes les sociétés et filiales de Veolia Environnement et s'adresse à tous les fournisseurs du groupe.
- Il est demandé à tout fournisseur d'une société du groupe d'en prendre connaissance et de formaliser son engagement avant toute fourniture de biens ou services à Veolia Environnement.

- Code de conduite achats :

Intègre (comme la charte achats) des chapitres consacrés aux pratiques éthiques à respecter et à promouvoir par toute personne impliquée dans le processus d'achat.

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

- Questionnaires

#### • Contractualisation :

Sélection des fournisseurs sur la base de leurs performances et en fonction de critères objectifs tenant compte des principes figurant dans la charte achats en matière d'éthique, de vigilance et de responsabilité (interdiction du travail forcé et du travail des enfants)

- Clause contractuelle formalisant l'engagement DD

- "Clause éthique et anticorruption" détaillée incluse dans le modèle de contrat du Groupe vis-à-vis des intermédiaires commerciaux et des apporteurs d'affaires.

- Article 6 des contrats cadre :

Prévoit des engagements explicites des fournisseurs quant au respect de la législation du travail (interdiction du travail des enfants et du travail forcé, mise en œuvre des règles de sécurité), de règles éthiques et d'engagements environnementaux (notamment consommation d'énergie, question des rejets et des déchets)

• **Réalisation du contrat :**

- Audits de contrôle DD de respect des engagements et mise en place de plans d'actions correctives

**Dispositif d'information et de formation DD/RSE**

• **Sensibilisation - formation :**

- Mise à disposition des fournisseurs d'un collège de 12 experts et d'un référentiel d'audits pour améliorer leur performance RSE
- Formation des acheteurs

**VEOLIA - Pilotage de la démarche :**

| Enjeux RSE identifiés  | Objectifs   | Indicateurs  | Réalisations   | Engagement   |
|--|---|--|--|--|
| Éthique<br><br>Conditions de travail chez les sous-traitants<br><br>Sécurité | <p>Construire des partenariats sur le long terme fondés sur le partage des risques et la promotion des valeurs du groupe. Intégrer les engagements DD et les règles éthiques dans la fonction achats</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluer la cohérence des pratiques des fournisseurs avec les engagements DD du Groupe</li> <li>- Engager les fournisseurs à contribuer aux objectifs DD du Groupe</li> <li>- Evaluer l'application des engagements et identifier les axes de progrès</li> </ul> | <p>Nombre d'acheteurs formés au DD</p> <p>Nombre de fournisseurs évalués</p> <p>Nombre d'actions de progrès validées</p>   | <p>Charte achat<br/>Code de conduite achats<br/>Formation depuis 2004 : 258 acheteurs formés au DD<br/>50 acheteurs ont participé à un atelier DD lors de Convention Achats 2008</p> <p>Charte fournisseurs<br/>Questionnaires</p> <p>Engagement DD contractuel</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation des fournisseurs depuis 2004 : 586 fournisseurs ont été évalués sur des critères de sécurité au travail et de respect de l'environnement</li> <li>- Audits de DD et mise en place de plans de progrès<br/>Véolia Eau : 2008 : Validation de 751 actions de progrès pour 59 fournisseurs dans 9 pays</li> </ul> | <p>Fixation d'objectifs sur 2 ans</p> <p>- Achats exclusifs de papier IMPRIM'VERT</p> <p>- Impression des documents sur des papiers à minima FSC</p> |
| Protection de l'environnement<br><br>REACH                                   | <p>Rationaliser les achats</p> <p>Etre en conformité avec la nouvelle réglementation</p>  |  | <p>Siège de Véolia Environnement : Démarche d'optimisation des achats papier avec mise en place d'un référencement d'imprimeurs intégrant des critères DD</p> <p>Travail mené conjointement par les divisions et les directions fonctionnelles (juridique, relations institutionnelles, techniques, gestion des risques, recherche et développement, achats, santé, QHSE)</p>  |  |
| Soutien Secteur adapté<br><br>PME  | <p>Favoriser le travail des personnes handicapées</p> <p>Favoriser l'intégration du DD dans les PME / PMI</p>   | <p>United Water (Veolia Eau Australie) :</p> <p>Mission confiée à l'association Phoenix Society (emploi des personnes en situation de handicap intellectuel ou physique) de rénovation d'équipements de robinetterie destinés à être réutilisés. La mission a permis de développer les compétences de ses salariés et de réaliser un véritable bénéfice environnemental en évitant le rebut de trop de pièces détachées ainsi qu'une réduction des coûts de matériels.</p> <p>Membre du Club Ile de France PMI</p> |  |  |

**Sources :**

- Site Veolia Environnement (<http://www.veolia.com/fr/Default.aspx>)
- Site Veolia Développement Durable (<http://www.developpement-durable.veolia.com/fr/>)
- Rapport Annuel et de DD, Document de Référence et Rapport Éthique, Conviction et Responsabilité 2008

**Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :**

- Charte de Développement Durable
- Charte Achat
- Code de conduite Achats
- Charte Fournisseurs



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2003** : Adhésion au Global Compact
- **2004** : Signature d'une Charte d'engagement mutuel avec les agences d'intérim sur la sécurité au travail
  - Adhésion à la Charte Européenne de l'Entreprise Générale

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- Les achats représentent environ 60 % du chiffre d'affaires et se décomposent en 8,3 milliards d'euros d'achat de matières et 12,1 milliards d'euros d'achat de services extérieurs (dont les prestations de sous-traitance).

### Organisation de la fonction Achats :

- La politique Achats tient compte du fonctionnement de chacun des marchés fournisseurs et participe au modèle de management décentralisé du Groupe en impliquant les acheteurs opérationnels et les opérationnels acheteurs.
- L'essentiel des achats est réalisé à partir des centres de profit, qui s'approvisionnent régionalement.
- La politique d'achat est animée par la Direction de la coordination Achats Groupe via le réseau des 30 clubs Achats décentralisés dans les régions françaises et les pays d'implantation du Groupe, en coordination avec les organisations Achats des pôles de métiers et des filiales.
- Le réseau Achats fédère plus de 425 personnes, qui gèrent 361 contrats-cadres transversaux au Groupe, en complément des contrats d'achats spécifiques des pôles et des filiales.
- La Coordination des Achats :
  - Intègre, par étapes et à travers les Clubs Achats régionaux, les valeurs et critères du DD dans les pratiques des acheteurs
  - Insère des clauses contractuelles liées au DD dans les contrats-cadres
  - Incite les acheteurs à innover et à entreprendre
  - Forme les acheteurs sur les achats DD
- Les Clubs Achats :
  - Groupes de coordination qui mettent en commun des informations, évaluent et mettent en œuvre des projets d'achats pour toutes les entreprises VINCI de leur région.
  - Programment également des sessions de formation aux achats, procèdent à l'extension de certains contrats et à l'échange de bonnes pratiques.

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes** :
  - Les entreprises sous ou co-contractantes sont associées historiquement sur la sécurité, puis au respect des 10 principes du Global Compact
  - **2009** : Déploiement de l'intégration de critères sociaux dans les contrats cadres pour le choix des fournisseurs et sous-traitants
- Travail collaboratif avec les fournisseurs et sous-traitants
- Formation des acheteurs

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

- **Référencement** :
  - Diagnostic et évaluation des fournisseurs :
    - Evaluation des fournisseurs à l'engagement du Groupe sur la sécurité, la diversité, la lutte contre la discrimination...
- **Contractualisation** :
  - Intégration des facteurs sociaux et environnementaux : Un socle commun de cinq "briques développement durable" pour l'ensemble des contrats-cadres.
  - Intégration de "briques" spécifiques selon les problématiques spécifiques de certains marchés
    - Exemple : Clause abordant la lutte contre la discrimination pour les contrats-cadres des sociétés d'intérim.

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

- **Moyens mis en œuvre** :
  - Aide à la décision
    - 2009** : Projet de formation "Achats et DD" : Tous les gestes Achats et DD à adopter tout au long d'un chantier.
  - Partage de l'information
    - Rubrique Pratiques commerciales et sous rubrique fournisseurs/sous-traitants sur le site internet

## VINCI - Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés   | Objectifs   | Réalisations   | Engagement   |
|---|---|--|--|
| Economique :<br>Développer le portefeuille de fournisseurs et conforter les relations | Construire une relation commerciale équilibrée dans la durée à partir d'un contrat explicite  | Les contrats - cadres ont pour la plupart une durée de 3 ans<br>Formation achats et DD<br>- Inciter les acheteurs à innover et à entreprendre  | Conception et déploiement de la 2 <sup>ème</sup> version de la formation :<br>"Intégrer le DD dans les achats" |
| Sécurité  | Associer les fournisseurs à l'engagement du groupe  | Intégration dans la totalité des contrats-cadres concernés de clauses relatives à la sécurité au travail, lutte contre la discrimination, prévention<br><br>Approche partenariale avec les fournisseurs :<br>- 2007 : Mise en place d'un groupe de travail avec 12 enseignes pilotes du domaine de l'intérim pour mesurer le taux de fréquence des accidents<br>- Démarche étendue en 2008<br>- Mise en place d'une approche similaire pour améliorer la maîtrise du risque routier.   |  |
| Environnement   | Associer les fournisseurs à la politique environnementale :<br><br>- Sur les déchets<br><br>- Sur les émissions de gaz à effet de serre - GES                               | Propositions de variantes environnementales dans les appels d'offre<br><br>Recherche de fournisseurs visant à diminuer les quantités de déchets importés (emballages) ou générés (résidus, matériels obsolètes), à contrôler leur évacuation, à augmenter la proportion des déchets valorisés et à limiter les risques environnementaux lors de leur élimination<br>→ Signature de contrats-cadres intégrant ces orientations<br><br>Incitation des acheteurs à intégrer la problématique de la réduction des GES dans les relations avec les fournisseurs :<br>→ Identification des bonnes pratiques et accompagnement des fournisseurs | Conception et déploiement d'une formation :<br>"Intégrer le DD dans les offres"                                |
| Social  | Systematiser l'insertion de la clause Global Compact dans les contrats-cadres.  | Mention des 10 principes du Global Compact dans les contrats-cadres et clause spécifique d'engagement du fournisseur à alerter Vinci en cas de non respect par l'une de ses filiales de l'un des 10 principes et à lui faire part des bonnes pratiques mises en œuvre pour assurer leur promotion<br>En cas de refus de signature, le fournisseur ne peut être référencé<br>- Déploiement de l'intégration dans les contrats-cadres de critères sociaux pour le choix des fournisseurs et des sous-traitants.  |  |
| REACH   | S'assurer auprès des fournisseurs que leurs produits sont en règle avec la réglementation et qu'ils seront disponibles et utilisables pour les usages des filiales de Vinci | Engagement d'une démarche pro-active avec les fournisseurs dans chaque pays d'Europe<br>→ Dialogue qui a permis de retravailler sur la gestion des substances les plus favorables à l'environnement.   |  |
| Soutien au secteur protégé  | Recours au secteur protégé  | 2008 : Les partenariats avec des institutions du secteur adapté, notamment l'association des paralysés de France (APF), ont été renforcés.<br>La sous-traitance confiée dans le cadre de ces partenariats a représenté 2,5 millions d'euros de chiffre d'affaires, soit une progression de 19 % par rapport à 2007.  | Indicateurs :<br>Montant des achats et progression annuelle  |

### Sources :

- Site Vinci (<http://www.vinci.com/>)
- Rapport Annuel 2008



## INFORMATIONS GÉNÉRALES ET CONTEXTE :

### Historique de la démarche RSE, engagement et adhésion aux initiatives internationales

- **2008** : Adhésion au Global Compact
  - Membre de l'Alliance Globale pour la Diversité culturelle
  - Partenariat avec l'Union Européenne dans le cadre du programme "Safer Internet"

### Principales caractéristiques achats/fournisseurs

- **Achats 2008** : 15 458 millions d'euros auprès de fournisseurs et prestataires de service (distribution, achats de programmes, royalties, gestion des abonnés...)

### Organisation de la fonction achats :

- Fonction décentralisée au niveau de chaque Business Unit

## STRATÉGIE DD/RSE MISE EN ŒUVRE AU SEIN DE LA FONCTION ACHATS :

### Mode de déploiement de la démarche achats responsables

- **Grandes étapes** :
  - Démarches initiées par les filiales
  - 2008 : Démarche commune de la Direction de l'Audit et des projets spéciaux et de la Direction DD pour la mise en place de grilles d'analyse et de vérification auprès des filiales
  - 2009 - 2010 : Actualisation de la clause DD incluse dans les contrats pour promouvoir les 10 principes du Global Compact et communication à toutes les entités du Groupe

### Outils spécifiques mis en place en fonction des différentes phases du processus achats

#### • Référencement :

→ Déclaration d'engagement :

- Les Chartes
  - Définition des valeurs et engagements du Groupe à l'égard de ses partenaires dans six Chartes accessibles sur l'Intranet
    - . Charte des valeurs,
    - . Charte de la sécurité au travail,
    - . Charte des droits sociaux fondamentaux,
    - . Charte des relations avec nos fournisseurs,
    - . Charte environnement,
    - . Charte sur la protection des données et des contenus.
  - Chaque Business Unit a codifié des règles dans le cadre de ses relations avec ses fournisseurs

- Le Programme de vigilance :

Mis en place en 2002 et mis à jour en 2005, destiné à sensibiliser l'ensemble des salariés à la bonne application des règles de conduite. Dans toutes les sociétés du Groupe, des responsables du programme de vigilance veillent à son suivi.

Les règles de conduite se rapportent aux droits des salariés, à la sincérité et à la protection de l'information, à la prévention des conflits d'intérêt, à l'éthique commerciale, à la protection des biens et ressources appartenant au Groupe, à l'éthique financière et au respect de l'environnement.

→ Diagnostic et évaluation des fournisseurs :

Cf. chapitre pilotage de la démarche

#### • Contractualisation :

Cf. chapitre pilotage de la démarche

### Dispositif d'information et de formation DD/RSE

#### • Au niveau de la Direction Générale :

Les enjeux DD sont inscrits à l'ordre du jour du Directoire et du comité des risques.

#### • Au niveau des filiales et du siège :

Les comités développement durable rassemblent les personnes dédiées aux questions liées au développement durable dans les métiers et les représentants de plusieurs directions fonctionnelles du siège.

#### • Au niveau de partenaires sociaux :

La Direction du développement durable anime des sessions de formation à destination des partenaires sociaux.

## VIVENDI – Pilotage de la démarche :

| Enjeux RSE identifiés               | Objectifs   | Réalisations  | Engagement 2009-2010  |
|-------------------------------------|---|---|---|
|                                     | Renforcer la vigilance à l'égard des fournisseurs   | <p>Mise à jour de la clause DD au regard notamment des engagements pris dans le cadre du Global Compact</p> <p>Travail commun des Directions de l'Audit, des projets spéciaux et du DD pour la mise en place de grilles d'analyse et de vérification RSE auprès des filiales</p> <p>Activision Blizzard :<br/>Politique rigoureuse auprès des fournisseurs pour s'assurer de leur respect des normes internationales du travail</p> <p>Universal Music group :<br/>Intégration de critères RSE dans le cadre de la politique achats</p> <p>SFR – Maroc Télécom :<br/>Recensement des principaux fournisseurs pour vérifier l'adoption d'une démarche responsable pour les approvisionnements de matières premières via un code de conduite ou des initiatives sectorielles</p> <p>SFR :<br/>Travail sur des critères d'évaluation de la performance environnementale des mobiles vendus</p> | Actualisation de la clause DD dans les contrats et diffusion à l'ensemble des entités du Groupe d'une nouvelle clause s'appuyant sur le Global Compact.   |
| Secteur adapté                      | Favoriser le recours au secteur protégé :           | SFR :<br>Mise en place d'un accord<br>2008 : Achats de 1,5 million d'euros (soit trois fois l'objectif initial de l'accord).  | Indicateur :<br>Montant des achats réalisés   |
| Soutien fournisseurs locaux         | Contribuer au développement des entreprises locales | Maroc Télécom :<br>55% des achats d'Onatel sont effectués auprès de fournisseurs locaux,<br>Mauritel leur consacre 35%<br>Gabon Telecom et Libertis : respectivement 70% et 60%   | % des achats réalisés auprès de fournisseurs locaux   |
| Autres bonnes pratiques identifiées | Eco-conception                                      | SFR :<br>2008 : Lancement d'une étude relative au profil environnemental de la Box ADSL, incluant l'analyse de cycle de vie du produit et de son emballage, l'identification des axes environnementaux prioritaires et les recherches d'améliorations techniques.   |   |
|                                     | Utilisation d'énergies renouvelables                | <p>Canal + :<br/>2008 : Lancement du 1er plateau 100% recyclable qui accueille l'émission "les nouveaux explorateurs"<br/>- Eléments du décor issus de matériaux de récupération non polluants recyclés après utilisation<br/>- Commercialisation de décodeurs avec un impact énergétique réduit</p> <p>Depuis 2004, 2 sites d'Universal Music Group et 4 sites d'Activision Blizzard, situés en Californie, achètent de l'électricité en provenance de sources d'énergie solaire et éolienne.</p> <p>SFR et Maroc Telecom<br/>Déploiement d'antennes-relais alimentées par de l'énergie solaire<br/>Recours aux énergies renouvelables :<br/>2,71 milliers de MW en 2008 contre 1,88 en 2007</p>   | <p>2009 : Bilan carbone des voyages à travers le monde et compensation des émissions par reversement à une association oeuvrant pour le DD</p> <p>Indicateur :<br/>Volume acheté en MW /an et évolution</p> |

### Sources :

- Site Vivendi (<http://www.vivendi.fr/vivendi/-accueil-fr->)
- Rapport Annuel – Document de Référence 2008
- Rapport d'activité et de DD 2008

### Documents relatifs aux achats responsables téléchargeables sur le site :

- Charte des valeurs - Charte de la sécurité au travail
- Charte des droits sociaux fondamentaux - Charte des relations avec nos fournisseurs
- Charte environnement - Programme de vigilance